



RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DE L'APPRENTISSAGE

Mr KOFFI CHEIK MOUSSA FABRICE

SUPPORT DE COURS :

ECONOMIE GÉNÉRALE

TLE G2

E-mail : koffiallokofabrice@gmail.com

CONTACT : 07 47 96 87 44

ECONOMIE GENERALE

PREMIERE PARTIE : ECHANGES INTERNATIONAUX.....2

Chapitre 1 : LA NOTION DE COMMERCE INTERNATIONAL.....3

Chapitre 2 : L'ACTION DE L'ETAT SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL....9

Chapitre 3 : LA BALANCE DES PAIEMENTS.....12

Chapitre 4: LE CHANGE.....15

Chapitre 5 : LE SYSTEME MONETAIRE INTERNATIONAL (SMI).....28

**Chapitre 6 : LES ORGANISATIONS SPECIALISEES DU COMMERCE
INTERNATIONAL.....37**

DEUXIEME PARTIE : CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT.....42

Chapitre 1 : LA CROISSANCE ECONOMIQUE.....43

Chapitre 2: LE SOUS – DEVELOPPEMENT.....50

Chapitre 3 : L'ENDETTEMENT DU TIERS-MONDE.....59

***PREMIERE PARTIE: LES
ECHANGES INTERNATIONAUX***

CHAPITRE I : LE COMMERCE INTERNATIONAL

INTRODUCTION

Les relations économiques internationales se traduisent par des échanges de biens, de services, de capitaux, de monnaie et de connaissances entre les différents pays du monde. Dans ce chapitre, nous analyserons la nature de ces relations puis en distinguerons les acteurs.

I- NOTION DE COMMERCE INTERNATIONAL

A- DEFINITION

Le Commerce international ou commerce externe désigne l'ensemble des échanges des biens et services entre différentes nations.

B- DEFINITION DE QUELQUES NOTIONS

La compétitivité : c'est la capacité à faire face à une concurrence grâce à une meilleure productivité. **La productivité** : c'est la meilleure exploitation des ressources (ressources naturelles, main d'œuvre capital) grâce à l'intégration économique et monétaire afin de rendre les entreprises compétitives. **Intégration économique** : c'est un processus conduisant à la libre circulation des biens et à harmonisation des politiques économiques.

Environnement concurrentiel : c'est la situation présentée de plusieurs entreprises sur le marché produisant le même produit.

C- QUELLES SONT LES RAISONS DES ECHANGES

Les principales raisons sont :

On échange pour gagner de l'argent

On échange pour écouler le surplus de nos produits

On échange pour se procurer des matières (matières premières et énergétiques) dont a besoins le pays pour produire les biens et services.

On échange pour satisfaire les besoins de consommation sur les marchés intérieurs en produits que ce pays ne produit pas.

II- LA NATURE DES RELATIONS ECONOMIQUES

Les relations économiques internationales se traduisent par des échanges.

A- Les échanges courants

Ce sont échanges de marchandises et de services.

1. Les échanges de marchandises ou de biens -

Ces échanges portent sur les produits primaires (matières premières, ressources naturelles, agricoles minières, les produits d'élevages) ou produits de base (les machines, les articles de ménages, les matériaux de construction)

NB : Les produits primaires sont produits par les pays en voie de développement mais les produits de base sont produits par les pays développés.

2. Les échanges d'invisibles ou de services

Il s'agit des échanges de services bancaires, touristiques, publicitaires, de transport, de génie-civil, les transferts de capitaux et d'autres multiples formes qui ne cessent d'apparaître. Les services sont appelés invisibles parce qu'on ne perçoit pas leurs passages à la frontière.

B- Les échanges de compétences (intellectuelles et culturelles)

Ils concernent les mouvements de facteurs humains et les transferts de technologies. Il s'agit de l'éducation et de la formation (les études à l'étranger, les stages, les voyages d'études...), des recherches.

1) Les mouvements de facteurs humains

Ce sont les mouvements de main d'œuvre entre les pays, ils sont comptés comme des invisibles parce qu'on les mesure à travers les revenus versés et reçus du reste du monde.

2) Les transferts de technologie (les TT)

La technologie : C'est l'ensemble des procédés techniques et scientifiques disponibles et utilisables pour la production des biens et services

Ce sont les transmissions d'innovations technologiques d'un pays à un autre. Certains Transferts de technologies sont comptés comme des invisibles et d'autres comme des marchandises. En effet, on distingue plusieurs modes de transferts de technologies :

Les formes de transferts de technologies

La vente des techniques de production : ces techniques étant protégées par les brevets, la vente est effectuée soit par la concession de licences moyennant le paiement de redevances, soit par la concession de ces brevets.

La vente de machines et de services après-vente (SAP)

L'assistance technique à travers la formation à l'étranger,

Les ventes d'usine clés en mains ou produits en mains,

Les implantations de firmes multinationales (les FMN)

NB :

Investissement direct à l'étranger (I.D.E) : une forme de transferts de capitaux

L'Investissement direct à l'étranger est l'achat, la création de l'entreprise à l'étranger ou une prise de participation dans les entreprises étrangères.

Comment attirer les investisseurs directs à l'étranger ?

(La stabilité politique, développer les infrastructures, la qualification de la main d'œuvre, la mise en place d'un appareil judiciaire fiable et sécurisant, élaborer un plan

d'investissement plus attractif) Quels sont les obstacles aux investissements directs à l'étranger ?

(L'instabilité politique, la main d'œuvre non qualifiée, le non développement des infrastructures, insécurité judiciaire, les conflits sociaux, les fiscalités lourdes, La tracasserie administrative, un plan d'investissement inadapté et non captivant)

Les conséquences des investissements directs à l'étranger

- les avantages (la qualification du personnel, réduction du chômage, Augmentation des ressources, Augmentation de la production nationale, Croissance du revenu qui découle de la croissance de la production)
- les inconvénients (l'appauvrissement du pays d'accueil du aux rapatriements des bénéfiques)

La concession de brevet et de licence

La concession est un contrat qui permet à un pays de se voir attribuer des droits pour exploiter une œuvre appartenant à un pays étranger. Cette œuvre est matérialisée par un brevet ou une licence.

Brevet : C'est un ensemble de droit conférés un individu (inventeur) par l'Etat pour exploiter de façon exclusive son œuvre.

La licence : C'est une autorisation accordée par un inventeur a une personne physique ou morale pour qu'elle puisse exploiter pendant un certain temps l'invention de son œuvre.

L'ingénieur ou assistance technique : Lorsque les pays bénéficiaires de brevet n'ont pas la capacité technique pour mettre en œuvre la technique pour mettre en œuvre la technologie importée. Ils font appel aux techniciens étrangers on parle d'assistance technique.

III- LES FONDEMENTS THEORIQUE DU COMMERCE INTERNATIONAL

Les théories du commerce tentent d'expliquer pourquoi les pays échangent entre eux. Le principal motif de l'échange est le gain. Le gain à l'échange résulte de la spécialisation qui permet une utilisation efficiente des matières, de la main d'œuvre et du temps. Nous apporterons dans ce cours les théories traditionnelles du commerce international à savoir la théorie classique et la théorie néo- classique.

A- Les Théories Classique Du Commerce International

1- Adams Smith et la théorie des avantages absolus

La théorie de l'avantage absolue

La théorie de l'avantage absolue d'ADAMS SMITH dit qu'un pays ne participe à l'échange international que s'il produit à moindre coût un bien que tous ses autres partenaires à l'échange. Grâce à la liberté des échanges chaque nation peut se spécialiser dans la production des biens pour lesquels elle a des avantages absolus.

Formulation de la loi des avantages absolus Soient

deux (2) pays A et B et deux (2) biens X et Y.

C_{YA} : Est le coût de production du bien Y dans le pays A

C_{XA} : Est le coût de production du bien X dans le pays A

(Ce coût est exprimé en heure de travail, en main d'œuvre ou en unité produite)

C_{XB} : Est le coût de production du bien X dans le pays B

C_{YB} : est le coût de production du bien Y dans le pays B

(Ce coût s'exprime en heure de travail, en main d'œuvre qualifiée ou en unité produite)

Si le $C_{XA} < C_{XB}$ alors le pays A a avantage absolu dans la production du bien X sur le pays B.

Si le $C_{YA} > C_{YB}$ alors le pays B a avantage absolu dans la production du bien Y sur le pays B.

Conclusion partielle

Le pays A doit se spécialiser dans la production du bien X et le pays B doit se spécialiser dans la production du bien Y.

Application

NB : la spécialisation permet d'établir l'utilisation efficiente des ressources.

Remarque : le problème est qu'un pays qui n'a pas avantage absolu dans la production des biens échangeables ne pourra pas s'ouvrir vers l'extérieur et mènera une politique d'autarcie il est donc amené à acheter avec les autres ; de plus un pays qui a avantage absolu dans la production de plusieurs biens peut se trouver dans l'incapacité de faire face à la demande mondiale. Pour lever cette ambiguïté DAVID RICARDO propose la théorie des avantages comparatifs.

2- David Ricardo Et La Théorie Des Avantages Comparatifs (Théorie Des Avantages Relatifs)

Pour DAVID RICARDO tout pays a intérêt à se spécialiser dans la production du bien pour lequel il a avantage comparatif. **a) Expliquons la théorie**

Si un pays A a avantage comparatif dans la production d'un bien X alors il a intérêt à se spécialiser dans la production de ce bien pour lequel il a coût faible comparativement au bien Y. il cède donc la production du bien Y au pays B qui présente un avantage comparatif dans la production de ce bien. **b) Application**

Par comparaison des coûts, le pays A a avantage comparatif dans la production du bien X et continue de se spécialiser dans la production de ce bien. Il cède au pays B la production du bien Y pour lequel il a avantage comparatif.

B- Les Théories Néoclassiques Du Commerce International

1- La théorie de la dotation en facteur (H.O.S)

HECKSHER et OHLIN sont les théoriciens de l'inégalité des dotations en facteurs. L'idée de départ de cette théorie consiste à dire que chaque pays est doté de facteurs de production en proportion différente. Cette différence de proportion conditionne la nature des échanges entre les pays.

Plus un facteur est abondant dans un pays moins il est coûteux.

Plus un facteur est rare dans un pays plus il est cher.

Ainsi chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production des biens pour lesquels il dispose des facteurs de production en abondance et dont la combinaison lui donne le maximum d'avantage,

2- Théorie de Burestam Linder : le rôle de la demande

BÛRESTAM Linder affirme que chaque pays a intérêt à adapter ses productions à la consommation mondiale. Selon lui le pays qui gagnera à l'échange est celui qui s'adaptera le mieux aux évolutions de la demande mondiale.

IV- LES CONSEQUENCES DU COMMERCE INTERNATIONAL

A- AVANTAGES

Le commerce extérieur est un facteur de croissance économique

Le commerce extérieur permet à tout pays de disposer d'importantes recettes à la douane. Ces nombreuses sommes renflouent les caisses de l'état et lui permettent de multiplier ses activités économiques.

Le commerce extérieur facteurs de stabilisation conjoncturelle

Le commerce extérieur est un facteur de stabilisation conjoncturelle lorsqu'un pays exporte le surplus de sa production vers un pays qui est en manque de biens afin de lui éviter les déséquilibres économiques.

Le commerce international facteur de spécialisation à moyen et à long terme

Le pays a intérêt à se spécialiser dans les activités où il a la meilleure production de travail. Grâce aux échanges de technologies de savoir et de savoir-faire on assiste à une amélioration de la productivité et de la qualité des biens produits. Toutes les transactions mondiales sont dépendantes du dollar et de l'euro

B- INCONVENIENTS

B-1) dans les pays en voie de développement

Le manque de technologie appropriée, le manque de capitaux entraînent l'absence ou l'insuffisance de produits de bonnes qualités pour défier la concurrence internationale. L'Inégalité dans le commerce extérieur entraîne l'appauvrissement des pays en voie de développement ; en effet ces pays ne possèdent pas de capitaux, de technologies, de main d'œuvre qualifiée, la faiblesse de la monnaie entraîne le coût élevé de ces produits. Il en résulte d'affaiblissement des recettes d'exportation due à la détérioration des termes de l'échange.

Cette situation crée des difficultés de développement.

D'où la seule voie qui reste pour s'en sortir est la voie de l'endettement sur le marché financier.

On assiste aussi à un important déficit de la balance des paiements à cause des produits manufacturés importés à des prix plus élevés.

B-2) dans les pays développés

Les pays développés subissent la forte concurrence des nouveaux pays industrialisés (chine, japon,...). En effet ces pays implantent des industries d'import de substitution dans les colonies des pays développés. Ceci constitue pour les européens un manque à gagner et une perte progressive de leurs débouchés.

Pour se maintenir sur leur marché traditionnel les pays développés vont entreprendre des attitudes agressives.

B-3) les inconvénients d'ordre général

Pour organiser le tarif douanier certains Etats ont décidé de mettre en place des communautés économiques sous régionales. Par exemple les ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique). Ces regroupements constituent une entrave de libre-échange.

En effet les pays ACP qui privilégient ces membres quant à la circulation des produits ne rencontrent aucun obstacle pour pénétrer ces marchés européens. Cette situation limite les débouchés extérieurs des autres pays du monde parce que ne faisant pas partis de certains groupes économiques. Cette politique conduit à la création de barrières douanières, au protectionnisme contraire aux libres échanges. Les investissements indirects

Il s'agit de l'aide publique au développement. Ce sont les apports de ressources qui sont fournis au PVD par les partenaires de développement Le plus souvent cette aide au développement est liée. En effet cette aide peut être un mécanisme pour accélérer la production mondiale. Elle permet de consolider les relations entre métropole et colonies. Néanmoins il arrive que la contrepartie exigée par les donateurs fausse la discipline budgétaire de l'état qui reçoit l'aide. Dans cette perspective certaines aides s'avèrent inutiles.

Conclusion

Retenons que ce chapitre nous a permis de mieux comprendre les contours des échanges commerciaux internationaux. Il nous a surtout permis de comprendre ces fondements théoriques, mais une question se pose à nous : quel est le rôle de l'Etat dans le commerce international

CHAPITRE II : L'ACTION DE L'ETAT SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

INTRODUCTION

Depuis le début du XIXe siècle, les Etats hésitent entre l'ouverture internationale et le repli car, pendant que la théorie libérale insiste sur les avantages de l'ouverture internationale, l'analyse historique de cette politique montre qu'elle n'est pas si avantageuse que cela. Ainsi, on assiste à une opposition entre les défenseurs du libreéchange et ceux du protectionnisme. Dans ce chapitre nous étudierons ces deux politiques du commerce international.

I-LE LIBRE-ECHANGE

1- Définition

C'est une doctrine économique basée sur la circulation des biens et services c'est- à -dire un commerce libre de toutes barrières.

Cette doctrine se résume comme suit

« On satisfait mieux l'intérêt propre des nations et l'intérêt du monde en laissant les gens commercer à leur convenance. » ce qui signifie que les pays échangent leurs biens et services pour leurs bénéfices mutuels. Il faut alors encourager un commerce international libre de toutes barrières.

2- Les avantages du libre-échange
La diffusion des innovations : Le libre-échange permet aux pays qui s'ouvrent de bénéficier de transfert de technologies donnant ainsi l'occasion à de nombreux pays en développement de profiter des innovations technologiques des pays développés.

L'accroissement du marché ; donc des possibilités de choix et de vente ; ce qui favorise les Economies d'échelles

La baisse des prix et l'amélioration de la qualité des produits : la concurrence provoquée par le libre-échange entraîne la baisse des prix des produits et leur qualité s'améliore.

L'augmentation de la production globale : Grâce à la spécialisation préconisée par les théories du commerce international, le volume global de la production s'accroît lorsqu'il y a libre-échange et évite ainsi les pénuries de biens

Il permet la spécialisation : le savoir- faire, l'expérience et l'expertise naissent

3- Les Inconvénients Du Libre-échange

II fait perdre aux Etats leur indépendance dans la mesure où tous les secteurs économiques sont concernés par la concurrence étrangère.

Il crée des échanges illégaux profitables aux pays riches (pratique de subvention, de détention de moyen de production). Il aggrave les crises économiques et la montée du chômage parce que les entreprises qui ne peuvent pas résister à la concurrence disparaissent (concurrence déloyale car En effet, les FMN qui réalisent des économies d'échelle sont souvent en concurrence dans les pays sousdéveloppés avec des industries jeunes obligées de vendre leurs produits chers pour couvrir leur coût.). **Création d'entente ou de monopoles**

La détérioration des termes de l'échange des pays en voie de développement ; Les termes de l'échange (TE) représentent le rapport de l'indice des prix des produits exportés à l'indice des prix des produits importés.

Danger De mono-exportation

Perte d'indépendance nationale

Dumping

II- LE PROTECTIONNISME

Le protectionnisme est une politique visant à protéger la production d'un pays contre la concurrence étrangère. Ainsi il limite l'accès des étrangers au marché intérieur d'un pays et accroît la compétitivité des entreprises nationales face aux entreprises étrangères

1- Les Raisons Du Protectionnisme Le protectionnisme est pratiqué pour trois raisons majeures :

La protection des industries naissantes : industrie dans l'enfance)

Selon les économistes FRIEDRICH et JOHN Stuart Mill, les industries naissantes sont pénalisées face aux industries mûres, parce qu'elles ne bénéficient pas encore d'économie d'échelle et d'effets d'expérience. Un protectionnisme temporaire est donc nécessaire pour aider ces entreprises à réussir leur insertion dans le libre-échange.

Définition : les effets d'expérience sont des réductions du coût -obtenu grâce à l'ancienneté ou à l'habileté d'une entreprise dans la production d'un bien. *La création d'un marché interne pour la production locale*

Pour répondre à un souci d'indépendance économique, certains pays ont recours au protectionnisme en vue de créer un marché interne de produits locaux suffisamment forts pour ne pas dépendre de l'extérieur.

Le maintien ou l'accroissement de la compétitivité des entreprises nationales Pour maintenir ou accroître la compétitivité des entreprises nationales, l'Etat les soutient, parfois financièrement.

2- Les pratiques protectionnistes Les barrières tarifaires

Ce sont des augmentations de droits de douane sur les produits étrangers arrivant à la frontière visant à limiter l'entrée de ces produits sur le territoire national, Ces augmentations sont faites ad valorem c'est-à-dire en pourcentage de la valeur de produits concernés.

Les barrières non tarifaires

Ce sont des mesures réglementaires qui limitent l'entrée des produits étrangers sur un territoire national. On en distingue différentes formes qui sont :

Les contingentements qui sont des limitations quantitatives des importations sur une période donnée. Il s'agit de fixer aux étrangers, des quotas d'importations ou des taux précis de pénétration du marché intérieur.

Les interdictions totales d'importations

Les normes ou Les prohibitions : pour certains produits (stupéfiants, alcools dans certains pays islamiques) qui sont des règles précisant les caractéristiques des produits autorisés à la consommation sur un territoire national dans le but d'écarter les produits étrangers.

Les subventions aux entreprises nationales : Ce sont des aides financières accordées par L'Etat aux entreprises nationales pour que celles-ci soient compétitives face aux entreprises étrangères.

Ex : La politique commerciale stratégique

Définition : la politique commerciale stratégique est une politique d'intervention de l'Etat pour soutenir les investissements des entreprises nationales.

3- Les Conséquences Du Protectionnisme

Avantages

- 1 - Accroissement de la compétitivité des entreprises nationales faces aux entreprises étrangères
- 2- Renforcement de l'indépendance économique du pays
- 3- Renforcement de l'expérience des entreprises nationales naissantes,
- 4- Elimination de la concurrence des entreprises étrangères

Inconvénients

Risque de dégénérer en guerre commerciale avec les autres pays

Risque de protéger des industries nationales inefficaces

Elévation des prix et élimination de certaines activités prometteuses, faute de concurrence étrangère

Limitation des capacités de production, faute de spécialisation internationale

Diminution des exportations ; Perte d'emploi dans les entreprises exportatrices

Aggravation du retard technologique

Dirigisme de l'Etat

Diminution de la qualité des produits

CONCLUSION :

Le commerce international, grâce au libre-échange, est souvent considéré comme un élément moteur de la croissance des richesses des pays. Pourtant, le protectionnisme peut aussi être à l'origine de cette croissance. Donc plutôt que d'opposer libre-échange et protectionnisme, il semble plus juste de montrer en quoi ces deux conceptions peuvent se combiner pour permettre le développement des pays.

INTRODUCTION

Pour mesurer l'ensemble des échanges de biens, de services et de capitaux entre les résidents et les non-résidents d'un pays, les autorités utilisent la balance des paiements. Dans ce chapitre, nous définirons la balance des paiements, nous analyserons ses composants, son rôle et son solde.

I- DEFINITION ET LES COMPOSANTS DE LA BALANCE

1- Définition

La balance des paiements est un document comptable qui retrace l'ensemble des flux réels et monétaires entre un pays et le reste du monde.

Elle est construite sur le principe de l'écriture en partie double c'est-à-dire que chaque opération donne lieu à une double écriture : en tant que flux réel et en tant que flux monétaire enregistrée d'un côté de la BP en tant qu'exportation {flux réel} et de l'autre côté, en tant qu'augmentation des réserves de devises (flux monétaire) Cela signifie que la balance des paiements est toujours équilibrée.

NB : Pour chaque pays, la Balance des paiements est établie par la Banque Centrale (la BCEAO dans le cas de la Côte d'Ivoire).

2- Les composants

Selon la présentation en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1996 (d'après les recommandations de l'ONU), la balance des paiements se divise en comptes :

Le compte des transactions courantes

Le compte de capital

Le compte financier

Aux résultats de ces différents comptes, on ajoute une marge d'erreurs d'omissions... Cependant, une présentation simplifiée de la balance des paiements permet de dégager de ses comptes, des balances partielles à savoir :

- La balance commerciale
- La balance des invisibles
- La balance des transactions courantes
- La balance des capitaux ou des flux financiers

1) La balance commerciale

Elle enregistre l'ensemble des importations et exportations de marchandises en y ajoutant le négoce international, c'est-à-dire la vente et la revente de marchandises sans que celles-ci ne franchissent les frontières.

Les exportations sont souvent comptabilisées en valeur FAB (franco à bord) ou FOB (Free On Board), c'est-à-dire la valeur du produit à sa sortie de l'usine majorée des coûts de transport jusqu'à la frontière du pays exportateur et les importations le sont en valeur CAF (coût assurance fret) ou CIF (Cost Insurance Freight) c'est-à-dire la valeur FAB

majorée des frais de transport et d'assurance à la frontière du pays importateur. Mais pour ne pas comptabiliser des services (transports, assurance) avec des marchandises, on préfère procéder à des enregistrements de type FAB/FAB

2} *La balance des invisibles*

Elle enregistre les exportations et importations de services, les revenus versés et reçus du reste du monde et les transferts courants ou unilatéraux (les dons)

3} *La balance des transactions courantes*

Elle enregistre l'ensemble des flux de marchandises et d'invisibles ainsi que les autres biens et services. Elle est donc composée de la balance commerciale et de la balance des invisibles.

4} *La balance des capitaux*

Elle enregistre les déplacements de ressources financières entre les pays, c'est-à-dire les flux financiers et mouvements de capitaux qu'on retrouve dans le compte de capital et dans le compte financier.

II- LE RÔLE ET LE SOLDE LA BALANCE DES PAIEMENTS

A- Rôle

Le rôle de la balance des paiements est de :

- Enregistrer Les échanges d'un pays avec l'extérieur.
- Surveiller le niveau de la trésorerie externe d'un pays à l'aide du solde des flux monétaires
- Mesurer la performance de l'économie d'un pays à travers des indicateurs tels que le taux de couverture des échanges et tes termes de l'échange.

Le taux de couverture des échanges

Le taux de couverture des échanges est le rapport entre La valeur des exportations et celle des importations.

Valeur des exportations

Taux de couverture ~ _____ x 100

Valeur des importations

Si le taux de couverture = 100%, les exportations sont égales aux importations : *la balance commerciale est équilibrée.* »

Si le taux de couverture < 100%, les exportations sont inférieures aux importations : *la balance commerciale est déficitaire*

Si le taux de couverture > 100%, les exportations sont supérieures aux importations : *la balance commerciale est excédentaire*

Les termes de l'échange

Les termes de l'échange représentent Le rapport entre l'indice de prix des exportations de l'indice de prix des importations

Si les termes de l'échange = 100%, l'indice des prix d'exportations est égal à celui des importations : les termes de l'échange sont égaux

Si les termes de l'échange < 100%, l'indice des prix d'exportations est inférieur à celui des importations : il y a détérioration des termes de l'échange

Si les termes de l'échange $> 100\%$, l'indice des prix d'exportations est supérieur à celui des importations : il y a amélioration des termes de l'échange

B- Le solde de la balance des paiements et ses ajustements 1}

Le solde de la BP

La balance des paiements étant nécessairement équilibrée, son solde global est toujours nul. C'est donc par abus de langage que l'on évoque le déficit ou l'excédent de la balance des paiements : il s'agit en fait de variations du solde des flux réels :

S'il est positif, la BP est dite « excédentaire » (enrichissement de la nation)

S'il est nul, la BP est dite « équilibrée » (ni enrichissement, ni appauvrissement)

S'il est négatif, la BP est dite « déficitaire » (appauvrissement de la nation)

Ainsi, un déficit ou un excédent de la BP dépend avant tout des variations des soldes partiels qui sont ;

- Le solde de la balance commerciale Le solde de la balance des invisibles
- Le solde de la balance des transactions courantes Le solde de la balance des capitaux

2) Les ajustements de la BP

Une balance des paiements déficitaire veut dire que les importations sont supérieures aux exportations ; ce qui correspond à des recettes inférieures aux dépenses. Pour corriger ce déséquilibre, il existe des mesures d'ajustement qui sont.

L'ajustement par la monnaie : on augmente la masse monétaire pour provoquer une baisse des taux d'intérêt qui va permettre de relancer les investissements et donc les exportations (politique d'open market)

L'ajustement par les prix : on dévalue la monnaie nationale afin de provoquer une augmentation des prix des produits d'importation. Cela aura pour effet de baisser le niveau des importations à celui des exportations et même en dessous.

L'ajustement par les revenus : c'est la politique de « rigueur » ou « d'austérité », désormais classique, du FMI ; on espère réduire les importations en pesant sur la consommation. Pour cela, on fait des économies sur le budget de l'Etat en limitant les revenus pour que les consommateurs dépensent moins en achats de biens de luxe à l'étranger

L'ajustement par l'endettement : l'Etat assure le financement de l'économie, directement en accordant des crédits aux entreprises publiques et indirectement en avançant des fonds aux banques pour leur permettre d'accorder des prêts à taux réduit. Cela permet de relancer l'investissement et donc les exportations.

L'ajustement par le protectionnisme : l'Etat intervient pour subventionner les entreprises nationales en vue de leur donner un nouveau souffle face à la concurrence étrangère. Cela permettra de réduire les importations en abaissant la consommation des produits étrangers au profit des produits nationaux.

L'ajustement par le recours aux réserves d'or et de devises : on vend une partie de ses réserves d'or et de devise afin de créer de la monnaie supplémentaire qui contribuera à réduire le taux d'intérêt permettant ainsi une relance des investissements et par ricochet, des exportations.

CONCLUSION

La balance des paiements est l'outil majeur de mesure des échanges d'un pays avec l'extérieur. Elle permet donc à chaque pays, de déterminer l'efficacité de son économie à travers le taux de couverture de ses échanges et ses termes de l'échange. Dès lors, elle fait l'objet de déséquilibres qu'il convient d'ajuster régulièrement.

CHAPITRE IV : LE MARCHE DES CHANGES

INTRODUCTION

Voyager à l'étranger exige que l'on dispose de la monnaie nationale qui y à cours. Aussi, acheter des biens, des services ou des capitaux à l'étranger demande, très souvent, un règlement de devise, c'est-à-dire en monnaie étrangère. Dans ces deux cas, il est nécessaire d'effectuer une opération de change pour faciliter les transactions.

Dans ce chapitre, nous étudierons la notion de change, le marché des changes, les systèmes de change et le système monétaire international (SMI).

I- LA NOTION DE CHANGE

A- Définition

Le change est l'achat ou la vente d'une monnaie contre une autre.

B- Les types de change

Le change est effectué selon deux modalités.

1) Le change manuel

C'est la conversion directe des monnaies au guichet d'une banque ou par les services d'un opérateur économique spécialisé. Il se fait sous forme de billets ou de chèques de voyage entre particuliers et bureaux de change.

2) Le change scriptural

C'est la conversion à distance des monnaies par le jeu des virements de compte à compte entre banques.

La banque appelle « nostro » le compte qu'elle détient au près d'une banque étrangère et « vostro » les comptes ouverts par les banques étrangères chez elle. Donc, une banque française qui achète des dollars se fait livrer ces dollars sur un nostro aux Etats Unis et livre en contrepartie des euros sur un vostro en France. Ainsi, le change scriptural permet de faire des transferts sans qu'il y ait de mouvement physique de fonds.

C- L'utilité du change

Le change est effectué pour trois motifs principaux :

- Opérer au moindre coût le règlement des transactions commerciales et financières, présentes et futures, libellées en monnaies étrangères.

- Rechercher un gain en capital, en s'exposant volontairement au risque de change à travers la spéculation

- Tirer profit des disparités de cours de change et de taux d'intérêts par le biais des arbitrages

NB : le cours de la monnaie est la quantité de monnaie d'un pays A nécessaire pour obtenir la monnaie nationale d'un pays B

II- EVOLUTION HISTORIQUE : DE L'ETALON OR A L'ETALON D'ECHANGE-OR

A- Les Systèmes De Change

Le système de change fixe ou rigide

C'est un système selon lequel une partie de la monnaie est maintenue à un niveau fixe selon des règles préalablement définies par la banque centrale-. Ainsi, lorsque le cours réel s'écarte trop de la parité la banque centrale intervient pour réajuster en achetant ou en vendant des devises

Le système de change flottant ou flexible

Dans ce système le cours de la monnaie est fixé au gré de l'offre et de la demande : la banque centrale laisse le cours de la monnaie fluctuer sans entrave.

B- Evolution Des Systèmes

1- Les différentes périodes du SMI fondé sur la parité fixe

-Le système de l'étalon-or (avant 1914) : le dénominateur commun de toutes les monnaies était l'or (c'est pourquoi on parle d'étalon qui veut dire monnaie universelle}. Chaque monnaie était rattachée à l'or selon la parité fixe. Ce système a été satisfaisant parce qu'il a permis une grande stabilité des taux de change mais la guerre de 1914-1918 va entraîner sa rupture.

-Le système de l'étalon de change-or ou Gold Exchange Standard (de 1922 à 1934) : il repose sur une double convertibilité. D'une part, celle des devises fortes (dollar et livre) en or car la grande Bretagne et les Etats Unis sont les seuls à disposer d'un stock d'or suffisant, et d'autre part, celle de devises satellites en livre ou en dollar. Les dévaluations de la livre en 1931 et du dollar en 1934 vont entraîner sa rupture et le système restera désorganisé jusqu'à la deuxième guerre Mondiale.

-Le système issu des accords de Bretton Woods de (1945 à 1971) : c'est un autre étalon de change-or dans lequel le dollar joue tout seul le rôle de devise clé. Cependant, le Fonds monétaire international est créé en vue de le surveiller. Son rôle sera donc de veiller au bon fonctionnement de ce nouveau SMI et d'accorder des prêts limités et temporaires aux Etats membres. Mais il prendra fin en 1971 lorsque le Président américain Richard Nixon se verra contraint de suspendre la convertibilité du dollar en

or parce que les pays étrangers avaient des avoirs trop élevés en dollar. Toutefois, le FMI ne sera pas dissout.

2- Le SMI fondé sur la parité flottante

Il débute en 1973 : la valeur des monnaies est désormais fixée par le jeu de l'offre et de la demande de devises sur le marché des changes. Ainsi, l'instabilité monétaire s'installe (le cours du dollar en mark s'apprécie de 80% de 1979 à 1985 puis se déprécie de 100% de 1985 à 1980) car les effets attendus du flottement des changes ne sont pas traduits dans la réalité.

Effets attendus du flottement des changes

- Les balances de paiements se rééquilibrent automatiquement
- La spéculation est stabilisée et devient même profitable à l'équilibre des taux de change
- Le taux de change est l'instrument principal de l'ajustement de chaque économie aux conditions du marché international
- Les politiques économiques deviennent plus autonomes car elles se libèrent de la contrainte de stabilisation des changes
- Les banques centrales n'ont plus à détenir des réserves de change coûteuses pour intervenir sur le marché des changes

Effets obtenus du flottement des changes

- Les parités se sont durablement écartées de leur niveau d'équilibre
- Les déséquilibres des balances de paiement ont atteint des niveaux record depuis que les changes flottent
- La spéculation s'est amplifiée donnant lieu à des bulles spéculatives déstabilisatrices du marché des changes
- L'instabilité monétaire et l'incertitude se sont accrues à court et à moyen terme provoquant des effets négatifs sur la croissance des économies
- L'autonomie des politiques économiques n'a guère été constatée

Dès lors, ce nouveau SMI dont les bases sont concrètement définies par la conférence de la Jamaïque (à KINSTON) en janvier 1976, sera marquée par le développement spectaculaire des marchés de capitaux utilisant des liquidités internationales privées d'une part et par une recherche constante de la stabilité des changes d'autre part.

Les principes de base du SMI fondé sur les changes flexibles accords de KINSTON ont défini les bases suivantes du nouveau système).

- L'or ne joue plus le rôle d'étalon monétaire (il est démonétisé) : les pays membres du FMI ne peuvent plus définir la parité de leur monnaie par un poids d'or
- Le nouvel étalon monétaire est le DTS (Droit de Tirage Spécial) : (voir encadré sur le FMI)
- Les parités seront stables mais ajustables : chaque pays devra tenir une parité officielle en DTS et ne pourra laisser varier son taux de change effectif que dans les

limites de $\pm 4,5\%$ par rapport à cette parité. Il pourra enfin ajuster cette parité avec l'accord du FMI,

La seule liquidité internationale officielle était désormais le DTS. Cependant, il joue très bien le rôle d'unité de compte, mais très mal celui de moyen de paiement et de réserve de valeur. C'est pourquoi le marché des capitaux en plein essor dans les années 70 et 80 va utiliser massivement les eurodollars et d'autres monnaies comme le Deutschemark, la livre sterling le yen et le franc suisse qui remplissaient bien au plan international, les fonctions d'unité de compte, de réserve de valeurs et de moyen de paiement

Définition : l'eurodollar est un avoir en dollar détenu par un ou plusieurs non-américains dans des banques européennes.

NB ; l'or servait aussi parfois de liquidité internationale

III- LE MARCHE DES CHANGES

Le marché des changes est le lieu de rencontre entre les offres et les demandes de devises. Dans chaque pays, le marché de change local est appelé **place financière**, Et sur chaque place financière, la confrontation entre L'offre et la demande de monnaie permet de fixer un cours (un prix) de la monnaie appelé **taux de change**.

A- Les caractéristiques du marché des changes

Un marché sans frontière

Il y a un seul marché des changes dans le monde dans la mesure où les transactions se font en même temps entre plusieurs points du monde à l'aide d'instruments modernes de transmission (téléphoné, télex,...) complétés par les réseaux d'information spécialisés (Reuters, Telerate) et des systèmes informatiques permettant d'effectuer et d'enregistrer rapidement les opérations. Ainsi le marché des changes apparaît-il comme un « **marché réseau** » qui transcende les espaces économiques nationaux et contribue à unifier l'économie mondiale.

Un marché en continu

Le marché des changes fonctionne en continu car les cours de change (taux de change) sont cotés 24h/24 et en raison des décalages horaires, il y a toujours une place financière ouverte.

Un marché interbancaire

Le fonctionnement quotidien du marché des changes est assuré par les banques et les autorités monétaires c'est-à-dire les banques centrales.

En effet, les entreprises, les gestionnaires de fonds et les particuliers qui se situent en amont du marché et les banques elles-mêmes en agissant pour leur propre compte, émettent des ordres d'achat ou de vente de devises aux banques qui se chargent de les

exécuter grâce à des agents appelés **cambistes**. Ceux-ci reçoivent les ordres de la clientèle, établissent des compensations et transmettent sur le marché des changes les offres et demandes excédentaires de devises. Ces opérations sont dites **cambiaires**. NB ; les clients peuvent aussi s'adresser à des agents indépendants QUI ont plus tard recours aux banques.

Un marché du risque

Le marché des changes fait courir des risques de change aux opérateurs. Ce risque est plus ou moins élevé en fonction de la position de change de l'opérateur.

Les notions de risque de change et position de change Le risque de change

C'est le risque de perte en capital lié aux variations futures du taux de change.

La position de change

La position de change d'un agent économique est la différence entre ses créances(avoirs) et ses engagements(dettes) en devises :

Si ce solde est non nul (créances > ou < aux engagements), alors la position de change est dite ouverte et l'agent est exposé au risque de change,

Si ce solde est nul (créances = engagements), alors la position de change est dite fermée et l'agent n'est pas exposé au risque de change. Dans le cas où la position de change est ouverte,

Si les créances (avoirs) > engagements (dettes), alors l'agent a une position de change longue ou **créditrice**. Si les créances < engagements, alors l'agent a une position de change **courte** ou **débitrice**.

Que sa position en devises soit longue ou courte l'agent a tout à craindre d'une dépréciation de ses avoirs ou d'une appréciation de ses engagements. C'est pourquoi il court un risque **de change qu'il doit chercher à couvrir**.

B- Le taux de change

1- Définition

C'est le prix d'une monnaie exprimé en une autre monnaie, il détermine le nombre d'unité monétaire qu'on peut obtenir en échange d'une unité d'une monnaie.

2) La détermination du taux de change

Principalement, le taux de change est déterminé, sur le marché des changes, par la confrontation entre l'offre et la demande de monnaie.

Cependant, on distingue différentes modalités du taux de change et différents déterminants qui influencent sa variation.

Les modalités du taux de change

On distingue trois modalités du taux de change qui sont ;

Le taux de change nominal : c'est le prix d'une monnaie par rapport à une autre, fixé par les places financières,

Le taux de change réel : c'est le prix d'un bien libellé dans une monnaie nationale par rapport au prix de ce même bien libellé dans une monnaie étrangère. Ex. Si l'on suppose qu'un bien se vend $P=1.000$ \$ aux Etats Unis et $P'=1.200$ € en Europe et que le taux de change nominal e_n , est $1\$=1€$, alors le taux de change réel e_r pour l'Europe, s'obtient des deux manières suivantes :

* Dans le cadre d'une cotation à l'incertain, c'est-à-dire lorsque la monnaie étrangère est exprimée en monnaie locale (zone euro), $e_r = e_n \times P/P^1$

Ce qui donne : $e_r = 1 \times (1.000/1.200)$

D'où $e_r = 0,833$ Ce qui veut dire que 1 dollar = 0,833 euro

* Dans le cadre d'une cotation au certain, c'est-à-dire lorsque la monnaie locale est exprimée en monnaie étrangère,

$e_r = e_n \times P'/P$

Ce qui donne. $e_r = 1 \times (1.200/1.000)$

D'où $e_r = 1,20$ Ce qui veut dire que 1 euro = 1,2 dollars

Le taux de change effectif : c'est le taux de change moyen d'une monnaie avec un ensemble de devises, il s'agit d'une moyenne pondérée des taux de changes bilatéraux en fonction du poids de chaque pays dans le commerce extérieur du pays concerne. Ainsi, on peut distinguer le calcul du taux de change nominal effectif de celui du taux de change réel effectif.

La spéculation : c'est l'opération qui consiste à anticiper l'appréciation ou la dépréciation de Monnaie en vendant ou achetant à l'avance pour réaliser un gain NB : La spéculation est qualifiée « d'opération sèche » parce qu'elle correspond à une Opération de change qui n'est généralement liée à aucune transaction commerciale ou financière.

Les arbitrages : ce sont les opérations Qui visent à réaliser un profit en tirant parti des différences momentanées de taux de change entre plusieurs places financières, mais aussi des différences de taux d'intérêt sur les monnaies ; Arbitrages surtaux de change.

C- Les Types De Marches Des Changes

On distingue deux marchés des changes selon que Les opérations se réalisent au comptant ou à terme.

1. Le marché des changes au comptant

C'est le marché sur lequel les avoirs en devise sont échangés dans un délai de deux jours (48 heures) après la date de négociation du cours de change.

2} Le marché de change à terme

C'est le marché sur lequel on négocie immédiatement le cours auquel des avoir en devises seront échangés ultérieurement.

Ainsi, contrairement au marché au comptant qui permet de fier la spéculation à des transactions commerciales et financières, ce marché permet de couvrir *le* risque de change. En effet, le taux de change peut connaître à terme, un **report** faisant payer plus cher (risque de perte en capital) ou un **déport** faisant payer moins cher (gains en capital).

- *Un report est une différence positive entre un taux de change au comptant et le même taux de change à terme*

Un déport est une différence négative entre un taux de change au comptant et le même taux de change à terme.

C'est l'ensemble des règles et conventions qui organisent les règlements internationaux et les changes en particulier. Depuis 1870 il a évolué en se fondant d'abord sur un système de change flottant parfois substitué par un système hybride issu d'arrangement (accords) internationaux.

I- Les fonctions

Le SMI assurent trois fonctions essentielles qui sont :

Déterminer les modalités de fixation des taux de change (parité fixe ou flottante)

Assurer la convertibilité interne et externe des monnaies afin de faciliter la mobilité des capitaux

Permettre le règlement des déficits des balances des paiements par le recours aux réserves de change (réserves en devises, en or).

II- Les institutions du SMI

Le SMI est doté de deux institutions majeures ; FMI et la Banque Mondiale.

1- Le FMI (Fonds Monétaire International)

Créée par les accords de Bretton Woods en 1944, Le FMI est l'institution officiellement chargée de gérer le système monétaire international. Cette gestion se traduit en quatre fonctions essentielles ;

Assurer la convertibilité des monnaies

Assurer la stabilité des changes

Faire des prêts limités et temporaires aux Etats membres pour les aider à rééquilibrer
Conseiller les pays (Etat membre) en déficit de balance des paiements sur leur politique économique et leur proposer des politiques d'ajustement. Il comptait 182 pays membres dont la Côte d'Ivoire, en 1999. *Les ressources du FMI*

LE capital du FMI est apporté par les pays membres selon des quotas correspondants à leur part dans le commerce international. Chaque pays effectue des dépôts d'un montant égal à sa quote-part pour 25% en devises et 75% en monnaie nationale (avant 1976: 25% en or et 75% en monnaie nationale). Les droits de vote sont proportionnels aux quotas

(les Etats Unis avec 23% des voix dispose d'un droit de veto). Les crédits (droits de tirage) accordent par le FMI

2- La Banque Mondiale

Fondée en même temps que Le FMI par les accords de Breton Woods en 1844, la Banque Mondiale qui regroupe en fait trois institutions : la **BIRD** proprement dite, fondée en 1944, L'AID (Association Internationale pour le Développement) fondée en 1960 dont les prêts sont réservés aux pays les plus pauvres et la SFI (Société Financière Internationale), fondée en 1965 et spécialisés dans le financement des entreprises privées.

Aujourd'hui, nous consommons plus et mieux que nos grands-parents à notre âge. Cela montre que les sociétés se développent et les richesses s'accroissent de plus en plus. Mais comment mesure-t-on ces différences ? Et comment favoriser l'accroissement des richesses pour le bien-être de tous ?

Dans ce chapitre, nous définirons la notion de croissance, puis nous étudierons la mesure, les facteurs de croissance

I- NOTION MESURE ET IRREGULARITES DE LA CROISSANCE

A- Définition De La Croissance Et Des Termes Proche

1) La croissance

LA CROISSANCE est l'augmentation soutenue, sur une longue période, de la production d'un pays, représentée par un indicateur de dimension (PIB, PNB, RN., . ,), il s'agit donc d'un phénomène quantitatif

2) Les termes proches

On entend souvent dire : croissance, expansion, développement et progrès économique. Mais au fait, alors que la croissance et l'expansion sont des phénomènes quantitatifs de l'évolution économique, Le développement et le progrès s'associent les approches quantitative et qualitative.

a) **L'expansion** est l'augmentation conjoncturelle (sur une courte période) de la production. Il faut plusieurs expansions pour avoir une croissance économique b) **Le développement**

Le développement est l'ensemble des transformations amélioratrices des structures démographiques, économiques, institutionnelles, sociales et culturelles qui accompagnent la croissance. On en distingue plusieurs formes (ou modes) :

- **Le développement durable** : forme de développement oui assure la satisfaction des besoins présents sans compromettre la capacité des générations avenir à satisfaire leurs propres besoins. Il remplace l'ancien terme « éco-développement » \$ Ignacy 'Sachs. -
- Le développement intégré** : forme de développement qui met l'accent sur la réduction de

la pauvreté à travers l'annulation de la dette des pays pauvres et une plus grande participation de la société civile à la mise en œuvre du développement.

- *Le développement humain* : forme de développement qui tient compte des progrès humains à travers l'évolution et de l'espérance de vie à la naissance. c) **Le progrès**

Le progrès est synonyme d'avancement et d'amélioration. Du point de vue économique, il désigne ; l'accroissement du bien-être matériel de la grande majorité des individus dans une société donnée.

B- La Mesure De La Croissance Et Du Développement

1) Mesure de la croissance

La croissance se mesure à l'augmentation d'un indicateur de dimension (PIB, PNB,...). Cependant, l'indicateur le plus utilisé est le PIB. Ainsi, une augmentation de 2% du PIB permet de dire que le taux de croissance est de 2%.

$$\text{D'où, taux de croissance (de l'année } n) = \frac{\text{PIB}_n - \text{PIB}_{n-1}}{\text{PIB}_{n-1}} \times 100$$

Toutefois, pour garantir la fiabilité des indicateurs de mesure, les économistes veillent à les corriger des effets de la hausse des prix ainsi que les effets de biais statistiques tels que les activités informelles, les fraudes, etc.

2) Mesure de développement

La mesure du développement est une façon plus approfondie de mesurer la croissance. Ainsi, le développement se mesure par l'amélioration simultanée de plusieurs indicateurs qui sont :

-Le **PIB par tête (PIB/HABITANT)**

- Le PNB par habitant)

-**La part du secteur industriel et des services** dans le PIB

-**Les taux d'urbanisation** : nombre d'habitant par médecin ; nombre d'habitant par enseignant nombre d'habitant par policier ; nombre d'habitant par bureau de mairie ; etc.

-L'**IDH (Indice de Développement Humain)** : indicateur composite qui mesure le progrès humain en combinant le revenu réel par tête, le niveau de scolarisation des adultes et l'espérance vie à la naissance. Il a été mis au point par les Nations Unies depuis 1990 et est compris entre 0 et 1.

- **Le niveau de vie** : quantité de biens et services qu'un individu peut se procurer avec son revenu.

-**Le mode de vie** : ensemble des facteurs économiques (*conditions de travail, structure de la consommation, habitat, moyens de communication...*) qui caractérisent la vie d'un groupe Social.

C- Les Irrégularités De La Croissance

L'activité économique ne suit pas une croissance régulière parce que les crises interviennent pour la ralentir. Elle évolue donc selon une succession de phases ascendantes et descendantes appelées fluctuations économiques. Ces fluctuations se répètent à intervalles réguliers de temps appelés cycles économiques. On distingue plusieurs types de cycle.

1) Les différentes phases d'un cycle économique Le cycle comprend en principe quatre phases :

L'expansion (ou la prospérité ou l'essor ou le boom) : phase active pendant laquelle la production, l'investissement, le niveau des prix, les profits et les salaires sont à la hausse.

La crise (ou le pic) : phase de retournement brutal de la conjoncture économique se traduisant par un déséquilibre entre offre pléthorique et une demande insuffisante de biens et services.

La dépression (ou contraction) : phase de baisse de la production et des prix provoquant de nombreuses faillites et un fort accroissement du chômage. (On parle de récession si la croissance est négative pendant trois mois)

La reprise (ou creux) : redémarrage de l'activité économique après une phase de récession ou de dépression.

Théoriquement le graphique du cycle a une allure sinusoïdale :

Cependant, il arrive que le cycle économique soit composé de trois phases. Dans ce cas, les phases expansion et de reprise sont séparées par une phase appelée récession qui est un ralentissement conjoncturel de la croissance économique caractérisé par une stagnation de l'investissement et la consommation

Remarque : chaque phase du cycle économique correspond soit, à une structure favorable, soit à une conjoncture économique défavorable.

Définition : *une conjoncture économique est. La situation économique d'un pays à un moment donné.*

2) Les types de cycle économique

Les différents types de cycles économiques du plus court au plus long sont :

Cycle saisonnier durée moyenne de 6mois (Rigidité des prix)

Cycle de Kitchin durée moyenne de 40 mois soit 3 à 4 ans (fortes variations des stocks)

Cycle de Juglar durée moyenne (de 8 ans) entre 6 et 10 périodicités des prix et de la production)

Cycle de Hansen durée moyenne(20ans) entre 18 ans et 22 ans

Cycle de kondratieff durée moyenne 50 ans encore appelé cycle de longue durée

II- LES FACTEURS ET LES ETAPES DE LA CROISSANCE

A- Les Facteurs De La Croissance

De la seconde guerre mondiale aux années 70 les pays industrialisés ont connu une période de croissance fulgurante appelée " Trente glorieuses ». L'analyse des facteurs qui ont contribué à cette croissance a permis de constater qu'il existe une multitude que nous pouvons classer en trois grands groupes : les facteurs de production, les facteurs économiques et les facteurs politiques et socioculturels.

1) Les facteurs de production

Ce sont le travail, le capital et leur productivité.

Le facteur travail

L'augmentation de la quantité ainsi que celle de la qualité du travail sont sources de croissance

La quantité de travail peut s'augmenter par l'accroissement du nombre de travailleur ou de la durée de travail tandis que la qualité du travail peut s'augmenter par l'amélioration du niveau d'instruction.

Le facteur capital

L'accroissement le renouvellement ou la modernisation du stock de capital est source de croissance économique. Cependant, c'est l'investissement qui permet d'accroître, de renouveler et de remplacer le capital, *la productivité des facteurs de production*

L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITE DU TRAVAIL OU DU CAPITAL OU DES DEUX A LA FOIS EST SOURCE DE CROISSANCE ECONOMIQUE.

Cependant, ce sont les sources de la productivité qu'il importe d'identifier. Ces sources sont :

Le progrès technique :

C'est la découverte de nouvelles sources d'énergie (charbon, électricité), de nouvelles techniques de production (PAO, nouvelles inventions) ou de nouveaux moyens de locomotion (chemin de fer). Il se mesure par l'évolution de la productivité Globale des facteurs (PGF) qui représente la part de la croissance qui n'est due ni au travail ni au capital. C'est pourquoi les progrès techniques sont appelés : facteurs résiduels ou tiers facteurs de la croissance. »

L'investissement : il permet aux entreprises de moderniser leurs appareils de production et de s'adapter aux nouvelles technologies afin de produire plus et mieux

L'organisation du travail : il s'agit d'adapter les formes d'organisation du travail aux nouvelles technologies et aux besoins des travailleurs.

2) Les facteurs économiques

Il s'agit des actions de certains agents économiques et de l'amélioration d'un certain nombre de variables économiques.

a) Les actions des agents économiques

-Les idées innovatrices des entrepreneurs : les idées nouvelles des chefs d'entreprise sont source de croissance.

- L'action de l'Etat : les investissements publics (*construction d'infrastructures, appui à l'effort de recherche de développement,...*) favorisent le développement et la croissance économique.

b) L'amélioration des variables économiques

- L'industrialisation : Une multiplication des industries est une source sûre de croissance économique.

-L'accroissement de la demande nationale : une augmentation de la demande entraîne la Production à la hausse (mais *pour cela, le niveau de l'emploi doit être élevé*).

- L'augmentation en volume des échanges internationaux : l'accroissement des exportations augmente le PIB et celui des importations de nouvelles technologies renforce l'efficacité des facteurs de production.

3) Les facteurs politiques et socioculturels

La démocratie et l'intégration nationale : un environnement économique apaisé grâce à l'expression de la démocratie et de l'unité nationale est une condition préalable à la croissance économique.

- Un environnement institutionnel favorable : l'existence d'institutions spécifiques qui facilitent le financement et garantissent une justice impartiale favorise la croissance économique.

- Un environnement socioculturel favorable ; les valeurs, les comportements et les relations entre l'Etat et entreprises sont essentiel pour amorcer la croissance.

B- Les Étapes De La Croissance

Walt Whitman ROSTOW a distingué cinq étapes de la croissance.

1. La Société Traditionnelle

- Le secteur agricole est dominant avec des méthodes de production archaïques.
- Le niveau d'éducation est peu élevé
- La société fonctionne sur le principe des solidarités familiales marqué par une tradition culturelle forte.

2. Les conditions préalables au décollage ou phase de démarrage

Phase de transition composée d'un ensemble de révolutions ;

- Révolution agricole : apparition du progrès technique dans l'agriculture.
- Révolution démographique : baisse simultanée des taux de natalité et de mortalité.
- Révolution commerciale : développement des moyens de communication nécessaires à la formation des marchés nationaux et internationaux.

- Révolution entrepreneuriale : hausse du taux d'épargne des ménages en faveur d'un accroissement de l'investissement
- Révolution politique : édification d'Etat centralisé et efficace.
- Révolution industrielle : apparition du progrès technique dans l'artisanat

3. Le décollage ou démarrage ou « take off »

- Hausse du taux d'investissement
- Emergence de capitaines d'industries qui investissent sans réserve et parient sur l'avenir
- Modernisation de l'agriculture qui libère de la main-d'œuvre et des capitaux pour l'industrie.
- Exode rural
- Modification des structures politiques, économiques et sociales.

4. La Maturité

Phase de transition, prolongement de la phase de décollage :

- **Le progrès** technique se diffuse à travers l'ensemble des secteurs de l'économie
- Modification des valeurs familiales

5. L'ère De La Consommation De Masse

- Les besoins** fondamentaux (alimentation, logement habillement) sont **satisfaits**.
- **Le secteur des services** (le secteur tertiaire) se développe et devient dominant.
- Emergence d'un Etat-providence, d'un système social qui se substitue en partie solidarités familiales.

III- LES MODALITES ET LES CONSEQUENCES DE LA CROISSANCE

Il existe plusieurs modalités de la croissance économique en fonction des sources de la croissance.

A- Les Modalités De La Croissance

La croissance extensive : croissance économique qui résulte de l'augmentation des quantités de facteurs de production utilisés.

La croissance intensive : croissance économique qui résulte d'une meilleure utilisation des facteurs de production et qui repose donc sur les gains de productivité. On l'appelle aussi *croissance fordiste*.

La croissance équilibrée : croissance issue d'un investissement dans tous les secteurs et dans toutes les régions afin d'éviter la rigidité des flux économiques. On l'appelle aussi croissance keynésienne.

La croissance déséquilibrée : croissance issue d'une politique d'investissements concentrés en certains pôles susceptibles d'avoir d'effets d'entraînement sur les autres secteurs et les autres régions.

La croissance endogène : processus de croissance auto-entretenu reposant sur l'hypothèse de rendements d'échelles croissants.

La croissance zéro ou « Zéro-Growth » : croissance économique égale à la croissance de la population et qui préserve les ressources naturelles.

La croissance harmonisée : notion de **F. Perroux** pour désigner une croissance orientée vers la satisfaction des besoins de tous les hommes. C'est une croissance avec progrès économique.

B- Les conséquences de la croissance

1) Les avantages de la croissance

La croissance a de multiples effets positifs qui justifient le fait qu'elle soit le but principal de tout système économique. En effet, elle permet :

- L'augmentation des richesses assurant ainsi l'amélioration du niveau de vie des individus et permettant à la nation, d'avoir une position favorable dans les échanges internationaux.
- L'augmentation de l'emploi, source de réduction de la pauvreté.
- Le développement général et le progrès si le taux de croissance est supérieur au taux d'accroissement de la population.

2) Les inconvénients de la croissance

Les économistes préfèrent parler de « limites » de la croissance. Ce sont :

- Les pollutions et les dégradations de la nature causées par la croissance incontrôlée.
 - Les émissions de gaz à effets de serre qui sont, aujourd'hui, à l'origine du réchauffement climatique.
- La croissance délaisse totalement une fraction de la population qui reste dans la misère.

CONCLUSION

La croissance économique traduit l'augmentation des richesses. Sans elle, le développement est impossible et il est plus difficile d'améliorer les conditions de vie des populations. C'est pourquoi une bonne mise en œuvre de ses facteurs est nécessaire tout en limitant les effets pervers qui peuvent en découler.

INTRODUCTION

Les pays du monde sont marqués par des inégalités qui sont la manifestation du sous-développement à côté d'un monde dit « développé ».

Dans ce chapitre, nous présenterons la notion de sous-développement puis, nous analyserons ses causes ainsi que les stratégies pour en sortir.

I- DEFINITION ET DESCRIPTION DU SOUS-DEVELOPPEMENT

A- La Notion De Sous-développement

1} Définition

Le sous-développement est la situation d'une économie qui n'arrive pas à couvrir les coûts de l'homme, c'est-à-dire les coûts qui permettent à l'homme de rester en vie (*lutte contre les accidents et soins médicaux*), d'avoir une vie décente (*trois repas par jour; habitat sain et sécurisé, indemnité de chômage, ...*) et d'être épanoui (*culture, éducation, loisirs....*)

2} Les formule pour désigner les pays sous-développés

- Pays en développement (PED),
- Pays en voie de développement (PVD)
- Pays du tiers monde (terme introduit par Alfred Sauvy),
- Pays du Sud (par opposition *aux pays du Nord désignant* les pays développés),
- Pays périphériques par opposition aux pays du centre désignant les pays développés (termes introduits par Samir Amin),
- Pays à faible revenu,
- Pays les moins avancés (PMA) on considère qu'un pays est PMA lorsque son PIB/habitant est inférieur à 450dollars
- Nouveaux pays industrialisés (NPI)
- Pays en transition (ex pays communistes)
- pays émergents
- Pays pauvre très endetté (PPTE}, - Etc.

3} Les analyses du sous-développement

a) *Le sous-développement, un phénomène naturel*

Cette analyse perçoit le sous-développement comme la conséquence d'un climat défavorable ou de ressources naturelles insuffisantes voire inexistantes. Mais certains exemples comme celui du Japon qui ne dispose, pourtant, d'aucune ressource naturelle, montrent le contraire.

b) *le sous-développement, un phénomène culturel*

Selon cette analyse, le sous-développement est la conséquence d'une culture basée sur des valeurs rétrogrades.

c) *L'analyse en termes de développement linéaire (analyse néo-libérale).*

L'économiste américain, Rostow est à l'origine de cette thèse ; il analyse le sous-développement comme un simple retard qui sera rattrapé après avoir passé plusieurs étapes (cinq pour être précis).

d) *L'analyse en termes de domination (analyste marxiste)*

Selon cette analyse, le sous-développement des uns est le produit du développement des autres (exploitation des uns par les autres). En effet, Karl Marx pense que le sous-développement est un phénomène historique et daté que les pays aujourd'hui développés n'ont jamais connu. Ce n'est donc pas un phénomène conjoncturel (un retard) mais plutôt un phénomène structurel (un blocage de croissance). Ce blocage provient de la domination exercée par les pays développés sur les pays en voie de développement.

B- La Mesure Des Inégalités De Développement

1) La mesure de la Banque mondiale

La Banque mondiale mesure les inégalités en se basant sur les différences entre les PNB par habitant. Elle distingue ainsi :

- **Les pays à faible revenu** ; PNB/hab. < 650 \$/an - **Les pays à revenu intermédiaire** dont ;

* ceux de la tranche inférieure : $650 \text{ \$/an} < \text{PNB/hab} < 2555 \text{ \$/an}$

* ceux de la tranche supérieure : $2555 \text{ \$/an} < \text{PNB/hab} < 7911 \text{ \$/an}$ | - les pays à revenu élevé ; PNB/hab < 7911 \$/an

2) La mesure de l'ONU

Une autre méthode plus rigoureuse, introduite dans les années 1980 par les économistes des Nations Unies, intègre d'une part l'espérance de vie et le niveau de l'éducation, à travers l'IDH (Indice de Développement Humain) et d'autre part l'accès aux services publics essentiels et la malnutrition à travers l'IPH (Indice de Pauvreté Humaine). Ainsi, les pays du tiers monde ne constituent pas un ensemble homogène car on y trouve différents niveaux de développement (NPI# PMA). Cette hétérogénéité du sous-développement se répartit en trois grands blocs territoriaux dans le monde :

- L'Amérique latine où se manifeste une diversité avec des pays très pauvres (PFR) comme le Pérou, moyennement pauvres (PRI) comme Le Mexique ou déjà assez riche (NPI) comme le Brésil).
- L'Asie du sud-est, caractérisée par les extraordinaires densités de population mais aussi par de fortes réserves pétrolières. La plupart des NPI se trouve dans cette zone mais les Etats les plus misérables s'y trouvent aussi (*Afghanistan, Népal etc.*). On peut ajouter l'Europe de l'ouest à cette zone.
- L'Afrique carabée pacifique (ACP), le pauvre des territoires. Son PNB total atteint à peine celui de la France. Il faut toutefois opposer une Afrique blanche (l'Afrique du Nord) à une Afrique noire, plus défavorisée.

II- LES CRITERES DU SOUS DEVELOPPEMENT

A- Les Caractéristiques Humaines Et Sociales

1) Caractéristiques humaines

- Manifestations fréquentes de la famine, de la sous-alimentation (sous-nutrition), de la Malnutrition et de la disette (*la famine est une faim généralisée causée par une carence quantitative alimentaire ; la malnutrition est une insuffisance qualitative d'aliments ; la disette est une phase grave de pénurie alimentaire ; le plus souvent saisonnière*).
- Taux élevé de morbidité (état constant de maladie) et de mortalité infantile
- Faible espérance de vie à la naissance (35 ans en général)
- Manifestation de la pauvreté (*la pauvreté est la situation d'un individu ou d'un groupe d'individu démunis de ressources jugées essentielles et se trouvant dans une grande précarité*).

2) Les caractéristiques sociales

- Fort taux de chômage et de chômage déguisé (*chômage déguisé : c'est l'inactivité d'un certain nombre de travailleurs du fait des effectifs pléthoriques dans leurs services*)
- importance de l'exode rural et de l'émigration
- Faible taux d'activité féminine
- Fort taux d'analphabétisme, faible pourcentage d'étudiants
- Paupérisation accélérée (*la paupérisation est UN appauvrissement processif et général de la population*)

B- Les Caractéristiques Politiques Et Culturelles

1) les caractéristiques politiques

- Mauvaise gouvernance
- Absence ou faiblesse de la démocratie
- Faiblesse du droit des affaires et/ou des droits de l'homme

2) Les caractéristiques culturelles

- Corruption et népotisme parfois très élevés
- Poids des traditions dans la réduction des heures de travail
- Acculturation des populations locales par la civilisation occidentale

C- Les Caractéristiques Économiques

Au plan économique, les pays du tiers monde sont marqués par deux grands problèmes structurels : ce sont d'une part, des économies déséquilibrées dans leurs activités et d'autre part, des économies dépendantes des pays du Nord.

1) Des économies désarticulées (déséquilibrées)

- Déséquilibre des secteurs économiques (*mauvaise répartition de la population active*)
- Déséquilibre commercial (*détérioration des termes de l'échange*)
- Faible part de l'industrie dans la production totale
- Faible part des entreprises à capitaux nationaux dans les grandes entreprises *{plus de 500 salariés}*
- Importance de l'économie souterraine (*secteur informel*)
- Défaut d'infrastructures : routes, chemin de fer, équipement portuaire et aéroportuaire,..
- Faible part du secteur des biens d'équipement dans l'industrie

2) Des économies dépendantes

Dépendance alimentaire

- Dépendance financière (*la crise de la dette*)
- Dépendance technologique

III- LES CAUSES DU SOUS-DEVELOPEMENT

Le retard des pays en développement s'explique d'une part, par des causes endogènes et d'autre part par des causes exogènes.

A- Les Causes Endogènes

1) Les goulots d'étranglement

Les goulots d'étranglement sont des blocages au processus de développement qu'il importe de réduire, voire d'éradiquer. Les théoriciens du sous-développement en distinguent traditionnellement quatre types.

a) Le cercle vicieux de la pauvreté

Une productivité basse entraîne un revenu bas qui conduit à une épargne négligeable conduisant à son tour à une impossibilité d'accumulation du capital rendant l'investissement négligeable, et lorsque l'investissement est négligeable, la productivité est condamnée à la stagnation.

b) L'étroitesse des marchés

L'incitation à épargner et à investir suppose l'existence d'une demande large et solvable. Or les marchés des PVD sont justement caractérisés par des demandes souvent restreintes et incapables d'absorber les offres proposant des produits au prix élevé.

c) Les effets de démonstration

Lorsqu'un surplus de revenus existe, il a tendance à être dépensé pour des produits de luxe plutôt qu'à être épargné. Cela est dû à l'attrait qu'exerce le mode de vie occidental sur les classes supérieures des pays sous-développés.

d) Le caractère archaïque des structures sociales et familiales

Les mentalités des populations dans les PVD sont figées sur des structures sociales et familiales très souvent non propices au développement (*polygamie, nombre élevé d'enfants, organisation de la société en caste...*)

2) Le sous-emploi du travail et de l'ensemble des ressources

Arthur LEWIS soutient que les pays sous-développés disposent de ressources inexploitées (*forces de travail, épargne, esprit d'entreprise et d'autres ressources qui ne sont pas employées dans l'activité productrice*). Ce sous-emploi dans une économie sous-développée affecte considérablement la demande entraînant ainsi une stagnation de la production à un faible niveau. **B- Les Causes Exogènes**

1) Le dualisme

Le dualisme est la présence d'enclaves modernes au sein d'un ensemble qui reste traditionnel. Il a pour conséquence majeure la non intégration économique. 2) l'impérialisme

La rude concurrence imposée par les firmes multinationales aux petites entreprises des pays sous-développés est souvent source de blocage des économies de ces pays.

IV- LES STRATEGIES OU LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT

A- Les stratégies fondées sur la coopération

1) La coopération Nord-Sud

l'aide au développement

C'est l'ensemble des mesures d'assistance prises par les pays développés se manifestant par des prêts, des investissements ou des dons à des pays en développement ou à d'autres pays développés affaiblis (cas du plan Marshall). Elle peut être publique ou privée.

L'aide publique au développement (APD) est l'ensemble des transferts de ressources à des pays en développement de la part des pays développés. Elle se manifeste sous diverses formes qui sont :

- Les aides alimentaires en vue de répondre à des crises importantes de famine ou de disette.
- Les soutiens budgétaires au fonctionnement des Etats
- Les soutiens aux balances de paiement (*annulation de la dette, prêts liés à des politiques d'ajustement...*)
- Les fournitures de service (*médicaux, militaire, sauvetage, de génie civil, ...*)
- Les aides techniques (*accords de coopération mettant des ingénieurs, des professeurs ou des techniciens à la disposition des Etats bénéficiaires*) Elle est cependant réalisée par deux voies :
 - **L'aide publique multilatérale** : aide consentie par les institutions financières internationales à savoir le FMI et la banque mondiale ou par les groupements comme l'union européenne et le CAD (*Comité d'Aide au Développement*) qui regroupent pays de l'OCDE (*Organisation de Coopération et de Développement Economique*).
 - **L'aide publique bilatérale** : aide issue d'une entente directe entre un pays aidant et un pays aidé.

L'aide privée au développement : c'est l'ensemble des transferts de capitaux, de compétence ou de service à des pays en développement de la part d'entreprises, ou d'organisations privées internationales.

Elle se manifeste sous diverses formes qui sont :

- Les **IDE** (Investissements Directs à l'Etranger) : augmentations de capital dû à la création ou la reprise totale **ou partielle** d'entreprises par les étrangers ou à l'étranger
- Les **IP** (*Investissements de Portefeuille*) : achat ou vente de titres (actions et obligations) entre agents résidents et non-résidents dans le but de réaliser une plus-value ou de récupérer des dividendes.
- Les **TT** (*Transferts de Technologies*) : transferts d'innovations technologiques des pays développés vers les pays sous-développés. Ils se font de cinq manières qui sont :
 - * la vente des techniques de production (vente de brevets ou concession de licences]

- * la vente de machines et de services après-vente
- * l'assistance technique (formation, emploi)
- * la vente d'usines clé en main ou produit en main

*l'implantation de firmes multinationales

-Les actions humanitaires : lutte contre la pauvreté, le Sida, la faim, etc., grâce à des actions de bénévolat de la part d'ONG internationales comme médecin sans frontière, CARE international et Action international contre la faim

Le dialogue Nord-Sud

Il existe un dialogue entre le Nord et le Sud destiné à obtenir des accords de coopération matérialisés par des traités. Ce dialogue se déroule officiellement au cours de la conférence des nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) en vue d'obtenir des accords multilatéraux. Cependant, certains pays du Nord fuient le caractère contraignant des accords multilatéraux en signant des accords bilatéraux avec certains pays du Sud comme c'est le cas de L'AGOA.

l'assistance institutionnelle

C'est l'ensemble des recommandations faites par des organisations internationales aux pays du Sud pour les aider à amorcer le développement. Les mesures les plus connues de l'assistance institutionnelle sont :

Les PAS (Programmes d'Ajustement Structurel) qui sont des mesures de bonne gouvernance visant à amener les PVD à ne pas vivre au-dessus de leurs moyens. Ces mesures sont basées d'une part, sur la libéralisation économique à travers la privatisation des entreprises publiques et la dérégulation des marchés et d'autre part, sur la réduction du train de vie de l'Etat.

Les OMD (les Objectifs du Millénaire pour le Développement) issus de la déclaration du millénaire initié en 2000 par le PNUD. Ces objectifs, au nombre de huit, sont :

- Réduire l'extrême pauvreté et la faim
- Assurer l'éducation primaire pour tous
- Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans
- Améliorer la santé maternelle
- Combattre le VIH/SIA et les autres maladies
- Assurer un environnement humain durable
- Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

2) la coopération Sus-Sud

l'aide au développement

Elle se manifeste surtout par des aides privées au développement.

Leur efficacité est parfois si grande que les pays aidés tentent souvent de les attirer massivement par la création de zones franches.

Définition : une zone franche est une zone d'activité économique sur laquelle l'Etat fait des exonérations d'impôt afin d'accroître l'industrialisation par les IDE.

L'Intégration économique

C'est une unification économique d'un groupe de pays au plan régional ou sous-régional en vue de constituer un ensemble cohérent. Sur chaque bloc territorial, elle se traduit par la création d'institutions communes comme c'est le cas du NEPAD, la CEEAC, la CEDEAO, l'UEMOA, la CEMAC, etc., ou par la signature de traités comme l'OHADA en Afrique.

B- Les Stratégies Fondées Sur L'industrialisation

1) Les stratégies de développement extraverti (stratégies d'extraversion)

Une partie des pays du tiers-monde va suivre une autre stratégie d'industrialisation, passant par une participation croissante au commerce international (développement extraverti), suivant en cela les principes de la théorie néoclassique des avantages comparatifs, avec plus ou moins de succès.

L'exportation de produits primaires

Des PED dotés de ressources naturelles abondantes, comme le pétrole, vont suivre une stratégie classique de spécialisation dans l'exportation de ces produits primaires : ressources naturelles, produits agricoles, etc. Les ressources financières tirées de ces exportations doivent permettre d'importer des biens d'équipement pour favoriser l'industrialisation du pays.

La promotion des exportations (PE)

Cette stratégie de promotion des exportations, appelée aussi « substitution aux exportations », a été initiée dès les années 1950. Il s'agit de substituer progressivement aux exportations de produits primaires des produits de plus en plus élaborés par la remontée de filières : remplacer les exportations traditionnelles par de nouvelles, plus intensives en capital et à plus forte valeur ajoutée ; passer de l'industrie légère à l'industrie lourde, en intégrant progressivement du progrès technique et en assurant la formation de la main-d'œuvre.

2) Les stratégies de développement autocentré ou endogène ou introverti

Pour de nombreux économistes « tiers-mondistes », la croissance **extravertie** oriente la production des pays de la périphérie en fonction des besoins des pays du centre et du marché mondial. Il en découle une dépendance et une fragilité accrue des pays ayant optés pour cette voie. C'est pourquoi il serait mieux d'opter pour une croissance autocentrée qui repose sur une dynamique interne de valorisation des richesses locales. Cette option exige cependant que trois conditions soient remplies :

- L'Etat doit fixer les priorités de développement des différentes branches.
- Le pays doit disposer d'un large marché interne.
- Le pays doit disposer de ressources stables et importantes.

Par ailleurs, le développement autocentré selon deux modèles : l'industrie des biens de - production et l'industrie industrialisante.

Ce sont les stratégies basées sur l'initiation de la production étrangère. On en distingue deux types.

a) La stratégie de l'ISI (Industrialisation par Substitution des Importations) Elle prend le marché national comme base de développement en se donnant pour objectif de remplacer les biens importés par les produits fabriqués sur place.

Avantages

- Production locale de biens de consommation auparavant importés
- Développement de l'industrie légère

Inconvénients

- Faiblesse du marché
- Risque d'inflation due à la cherté des facteurs de production

b) La stratégie des industries industrialisantes

Elle consiste à développer le secteur des industries lourdes afin de créer des « pôles » d'activités qui entraîneront l'apparition d'autres industries.

C- Les Stratégies Fondées Sur L'agriculture

1) révolution verte

Elle consiste à mener des recherches afin de trouver des variétés de cultures vivrières à haut rendement (VRH) ; blé et riz essentiellement.

Ces variétés ont un rendement à l'hectare deux à trois fois plus élevé que les variétés traditionnelles. Toutefois, pour parvenir à ces rendements élevés, des apports parfois soutenus, en produits phytosanitaires (*engrais, pesticide,...*) en eau et en mécanisation sont absolument nécessaires

2) L'autosuffisance alimentaire

Il s'agit de développer la production des variétés locale de cultures vivrières de sorte à couvrir le besoin national d'alimentation.

3) Le développement des cultures de rente

Les cultures de rente sont les produits agricoles servant de matière première à des industries (*café, cacao, hévéa coton...*) Leur exportation ou leur transformation sur place est une source de croissance économique.

CONCLUSION

Le sous-développement est l'expression utilisée pour désigner la pauvreté de certains pays dans le monde. Cette pauvreté n'a pas la même gravité d'un pays à un autre. C'est pourquoi avant d'y apporter des solutions à l'aide des politiques de développement, il est nécessaire d'en déterminer les causes.

INTRODUCTION

Comme toute entreprise humaine, le commerce international fait l'objet d'un certain nombre d'organisations qui se traduisent par la création d'institutions spécialisées et la signature d'accords au plan intercontinental, continental ou sous-continental. Dans ce chapitre nous étudierons ces différents moyens de l'organisation du commerce international.

I- LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

A- Du GATT à l'OMC

1 - le GATT (General agreement on tariffs and trade) a)

Naissance du GATT

En 1947, l'initiative des Etats Unis, l'accord général sur les tarifs et le commerce {AGETAC}, traduction française du GATT, fut signé par 23 pays pour deux raisons : le Libéralisme (libre- échange) et le multilatéralisme entre les pays signataires. Ainsi, le GATT n'est pas une organisation (comme l'ONU) mais plutôt, un code de bonne Conduite librement accepté par les signataires et qui ne lie que ces derniers. b) les principes du GATT

Le GATT repose sur trois principes de base :

La non-discrimination ou la clause de la nation la plus favorisée

L'élimination des restrictions quantitatives

L'interdiction du dumping et des subventions à l'exportation

Le principe de la consolidation selon lequel chaque pays signataire s'engage à ne pas revenir sur les concessions qu'il accorde aux autres.

Toutes les clauses du GATT sont arrêtées à l'issue de négociations qui se font au cours de conférences internationales appelées « Rounds ». Les différents rounds e 1947 à 1999 sont Ses suivants :

Historique des cycles de négociations commerciales multilatérales

Cycles de négociation	Nombre de participants	Principaux résultats
Genève, 1947	23	Signature des accords du GATT. 45000 réductions tarifaires sur les produits manufacturés, baisse moyenne de 1 5% sur 50% du commerce mondial.
Annecy, 1949	13	Baisse moyenne de 25% des tarifs douaniers
Torquay, 1950/51	38	Réduction tarifaire de 8700 nouveaux produits
Genève, 1955/56	26	Peu de réductions tarifaires
Dillon Round 1961/1962	26	Réduction de 20% des tarifs douaniers de la part de la CEE avec tout pays qui accorderait la même réduction
Kennedy Round 1964/1967		Réductions tarifaires de 35% sur les produits manufacturés et 20% sur produit agricoles et adoption d'un code antidumping.
Tokyo Round 1973/1979	99	Réductions tarifaires de 34% sur les produits manufacturés. Accords sur les barrières non tarifaires interdiction)
Uruguay Round 1986/1994	115	Création de l'OMC. Accords sur l'agriculture, le textile et les droits de la propriété intellectuelle.
Millenium Round Seattle 1999	135	Echec des négociations d'ouverture du cycle.

2- L'OMC (Organisation Mondiale du Commerce)

L'OMC a été créé à l'issu des accords de l'Uruguay Round signés en avril 1994. Ainsi, le GATT devient une organisation internationale au même titre que le FMI ou la banque mondiale. Cela signifie que l'OMC conserve les mêmes principes que ceux du GATT.

Les missions de l'OMC

Quatre missions principales lui sont confiées :

- L'OMC administre les accords commerciaux (Veiller à l'exécution des accords de l'Uruguay Round ainsi que des accords signés entre un nombre restreint de pays).
- L'OMC est le lieu des nouvelles négociations commerciales (Constituer le nouveau cadre pour les négociations multilatérales en cours et avenir).
- L'OMC analyse les politiques commerciales nationales (Etablir régulièrement le bilan des politiques commerciales suivi par les pays membres).
- L'OMC est un lieu de règlement des différends commerciaux (proposer une solution aux différents conflits pouvant surgir entre pays membres).

Les enjeux actuels de l'OMC

Trois objectifs en matière le commerce International font actuellement l'objet d'une attention particulière de l'OMC.

Ce sont :

La prise en compte des échanges de services. Un accord sur le commerce des services (GATS) a été créé à cet effet.

La reconnaissance des droits de propriété. Un accord sur les droits de propriété protège les marques mais aussi les brevets afin de permettre aux inventeurs de profiter pleinement de leurs inventions.

La lutte contre les politiques de subvention aux agriculteurs qui sont interdites aux pays pauvres niais qui sont fortement pratiquées des pays riches comme les Etats unis.

B- La CNUCED (Conférence des Nations Unis pour le Commerce et le Développement)

La Conférence de Nations Unis pour le Commerce et le Développement (CNUCED) Elle est fondée par l'ONU en 1964 à la demande des pays du tiers monde : « le groupe des 77 » qui considéraient que les principes libéraux du GATT ne prenaient pas en compte leurs problèmes spécifiques qui sont :

La faiblesse des cours des produits agricoles qui représentent les produits de base des pays du tiers monde.

La difficulté pour les pays en développement de vendre leurs produits industriels sur les marchés des pays développés.

Depuis sa date de création, elle se réunit tous les quatre *ans*. Son objectif est de promouvoir une organisation du commerce international plus favorable au développement des pays sous-développés.

*** Son rôle**

La CNUCED a pour rôle de :

Négocier les accords visant à stabiliser le cours des produits de base des pays en développement,

Elargir le Système Généralisé de Préférence (SGP) par lequel les pays développés accordent des avantages tarifaires à certains produits industriels exportés par les pays en voie de développement.

Rechercher un nouvel ordre économique international pour aboutir à des relations plus égalitaires entre pays riches et pays pauvres

Aider les pays en développement à choisir des politiques commerciales plus aptes à favoriser leur développement

II- LA COOPERATION ET L'INTEGRATION ECONOMIQUE

A- **La coopération**

Même si elle connaît diverses formes, la coopération dans le cadre des échanges internationaux se manifeste principalement à travers la coopération UE -AGP {coopération entre les pays de l'Union Européenne et de ceux de l'Afrique Caraïbe Pacifique}. Celle-ci vise à garantir aux pays du Sud (pays ACP) des recettes d'exportation plus abondantes par :

Le financement de la stabilisation des prix de produits d'exportation grâce au STABEX (système de stabilisation des recettes d'exportation). Ce système concerne les pays ACP signataires de la convention de Lomé avec l'Union Européenne

B- **L'intégration économique**

1- Définition et étapes de l'intégration

L'intégration économique est un concept qui désigne le processus par lequel plusieurs pays s'engagent à éliminer toute forme de discrimination entre leurs opérateurs économiques, de manière à unifier leurs espaces économiques.

L'intégration régionale passe généralement par cinq étapes :

□ **la zone de libre-échange** : les pays membres éliminent entre eux les droits de douanes et les restrictions quantitatives à la libre circulation des marchandises ; chaque membre conserve, cependant, son propre arsenal de protection vis-à-vis des pays tiers. Ex : le MERCOSUR (marché commun créé en 1995 dont les pays membres sont l'Argentine, le Brésil, le Paraguay...), l'ALENA (Accord de libre-échange Nord-Américain entre les USA, le Canada et le Mexique)

□ **L'union douanière** : elle est plus poussée que la zone de libre-échange, dans la mesure où les partenaires adoptent une politique commerciale, marquée par l'instauration d'un tarif extérieur commun. Ex : le conseil de l'entente ; l'UPFM (l'union

des pays du Fleuve Mano regroupant la Côte d'Ivoire, le Libéria, la Sierra Leone et Guinée)

□ Le **marché commun** : en plus du tarif extérieur commun, les pays membres éliminent toute entrave aux mouvements de facteurs de production à l'intérieur de l'union.

Exemple : la CEEAC (Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale) ; la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest)

□ **l'union économique** comprend, en plus d'un marché commun, une harmonisation des politiques économiques des pays membres. Exemple : l'union européenne, l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africain)

□ **L'intégration économique** : constitue la phase ultime de l'intégration avec la création d'une monnaie commune. Exemple : les Etats Unis

2) Les pratiques intégrationnistes

a) *L'intégration régionale.*

Elle s'effectue à travers les blocs et les pôles commerciaux

- Les blocs commerciaux

Ce sont des blocs d'intégration régionale, c'est-à-dire des zones constituées entre pays généralement voisins sur lesquels sont créés des espaces de libre-échange, des nations douanières ou des ententes politiques.

- les pôles commerciaux

Ce sont des groupements de pays autour d'un pays « leader » et de sa monnaie afin de constituer un acteur unique du commerce international. Chaque pôle est organisé de manière hiérarchique. On en distingue actuellement trois qui sont :

Les Etats Unis et le Dollar qui rassemble les pays de l'Amérique a

L'Allemagne et l'Euro qui rassemble les pays de l'union européenne

Le Japon et le Yen qui rassemblent les pays d'Asie C'est la tripolarisation du commerce international.

b) L'intégration mondiale : la mondialisation

La mondialisation est un processus d'intégration (mondiale) qui vise l'émergence d'un vaste marché mondial de biens, de services, de capitaux et de force de travail, s'affranchissant de plus en plus des frontières politiques des Etats et accentuant les interdépendances entre pays. Elle recouvre les étapes suivantes :

L'internationalisation des échanges

L'internationalisation de la production

La globalisation qui correspond à la mise en place de réseaux mondiaux d'information en vue de créer une plateforme commune d'échanges et une interdépendance entre les économies

CONCLUSION

L'organisation du commerce International est nécessaire pour assurer une bonne répartition des revenus qui s'en dégagent entre les différents pays du monde.

TITRE II : CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT

CHAPITRE I : MESURE ET SIGNIFICATION DE LA CROISSANCE

Aujourd'hui, nous consommons plus et mieux que nos grands-parents à notre âge. Cela montre que les sociétés se développent et les richesses s'accroissent de plus en plus. Mais comment mesure-t-on ces différences ? Et comment favoriser l'accroissement des richesses pour le bien-être de tous ?

Dans ce chapitre, nous définirons la notion de croissance, puis nous étudierons la mesure, les facteurs de croissance

I- NOTION MESURE ET IRREGULARITES DE LA CROISSANCE

A- Définition De La Croissance Et Des Termes Proche

1) La croissance

LA CROISSANCE est l'augmentation soutenue, sur une longue période, de la production d'un pays, représentée par un indicateur de dimension (PIB, PNB, RN., . ,), il s'agit donc d'un phénomène quantitatif.

2) Les termes proches

On entend souvent dire : croissance, expansion, développement et progrès économique. Mais au fait, alors que la croissance et l'expansion sont des phénomènes quantitatifs de l'évolution économique, Le développement et le progrès s'associent les approches quantitative et qualitative.

a) **L'expansion** est l'augmentation conjoncturelle (sur une courte période) de la production. Il faut plusieurs expansions pour avoir une croissance économique b) **Le développement**

Le développement est l'ensemble des transformations amélioratrices des structures démographiques, économiques, institutionnelles, sociales et culturelles qui accompagnent la croissance. On en distingue plusieurs formes (ou modes) :

- **Le développement durable** : forme de développement qui assure la satisfaction des besoins présents sans compromettre la capacité des générations avenir à satisfaire leurs propres besoins. Il remplace l'ancien terme « éco-développement » \$ Ignacy 'Sachs.
- **Le développement intégré** : forme de développement qui met l'accent sur la réduction de la pauvreté à travers l'annulation de la dette des pays pauvres et une plus grande participation de la société civile à la mise en œuvre du développement.
- **Le développement humain** : forme de développement qui tient compte des progrès humains à travers l'évolution et de l'espérance de vie à la naissance.

c) **Le progrès**
Le progrès est synonyme d'avancement et d'amélioration. Du point de vue économique, il désigne ; l'accroissement du bien-être matériel de la grande majorité des individus dans une société donnée.

B- La Mesure De La Croissance Et Du Développement

1) Mesure de la croissance

La croissance se mesure à l'augmentation d'un indicateur de dimension (PIB, PNB,...). Cependant, l'indicateur le plus utilisé est le PIB. Ainsi, une augmentation de 2% du PIB permet de dire que le taux de croissance est de 2%.

$$\text{PIB}_n - \text{PIB}_{n-1}$$

$$\text{D'où, taux de croissance (de l'année } n) = \frac{\text{PIB}_n - \text{PIB}_{n-1}}{\text{PIB}_{n-1}} \times 100$$

Toutefois, pour garantir la fiabilité des indicateurs de mesure, les économistes veillent à les corriger des effets de la hausse des prix ainsi que les effets de biais statistiques tels que les activités informelles, les fraudes, etc.

2) Mesure de développement

La mesure du développement est une façon plus approfondie de mesurer la croissance. Ainsi, le développement se mesure par l'amélioration simultanée de plusieurs indicateurs qui sont :

- Le **PIB par tête (PIB/HABITANT)**
- Le PNB par habitant)

La part du secteur industriel et des services dans le PIB

-**Les taux d'urbanisation** : nombre d'habitant par médecin ; nombre d'habitant par enseignant ; nombre d'habitant par policier ; nombre d'habitant par bureau de mairie ; etc.

-**L'IDH (Indice de Développement Humain)** : indicateur composite qui mesure le progrès humain en combinant le revenu réel par tête, le niveau de scolarisation des adultes et l'espérance de vie à la naissance. Il a été mis au point par les Nations Unies depuis 1990 et est compris entre 0 et 1.

- **Le niveau de vie** : quantité de biens et services qu'un individu peut se procurer avec son revenu.

-**Le mode de vie** : ensemble des facteurs économiques (*conditions de travail, structure de la consommation, habitat, moyens de communication...*) qui caractérisent la vie d'un groupe Social.

C- Les Irrégularités De La Croissance

L'activité économique ne suit pas une croissance régulière parce que les crises interviennent pour la ralentir. Elle évolue donc selon une succession de phases ascendantes et descendantes appelées fluctuations économiques. Ces fluctuations se répètent à intervalles réguliers de temps appelés cycles économiques. On distingue plusieurs types de cycle.

1) *Les différentes phases d'un cycle économique* Le cycle comprend en principe quatre phases :

L'expansion (ou la prospérité ou l'essor ou le boom) : phase active pendant laquelle la production, l'investissement, le niveau des prix, les profits et les salaires sont à la hausse.

La crise (ou le pic) : phase de retournement brutal de la conjoncture économique se traduisant par un déséquilibre entre offre pléthorique et une demande insuffisante de biens et services.

La dépression (ou contraction) : phase de baisse de la production et des prix provoquant de nombreuses faillites et un fort accroissement du chômage. (On parle de récession si la croissance est négative pendant trois mois)

La reprise (ou creux) : redémarrage de l'activité économique après une phase de récession ou de dépression théoriquement le graphique du cycle a une allure sinusoïdale :

Cependant, il arrive que le cycle économique soit composé de trois phases. Dans ce cas, les phases expansion et de reprise sont séparées par une phase appelée récession qui est un Ralentissement conjoncturel de la croissance économique caractérisé par une stagnation de l'investissement et la consommation

Remarque : chaque phase du cycle économique correspond soit, à une structure favorable, soit à une conjoncture économique défavorable.

Définition : une conjoncture économique est la situation économique d'un pays à un moment donné.

2) Les types de cycle économique

Les différents types de cycles économiques du plus court au plus long sont :

Cycle saisonnier durée moyenne de 6 mois (Rigidité des prix)

Cycle de Kitchin durée moyenne de 40 mois soit 3 à 4 ans (fortes variations des stocks)

Cycle de Juglar durée moyenne (de 8 ans) entre 6 et 10 périodicités des prix et de la production)

Cycle de Hansen durée moyenne (20 ans) entre 18 ans et 22 ans

Cycle de Kondratieff durée moyenne 50 ans encore appelé cycle de longue durée

II- LES FACTEURS ET LES ETAPES DE LA CROISSANCE

A- Les Facteurs De La Croissance

De la seconde guerre mondiale aux années 70 les pays industrialisés ont connu une période de croissance fulgurante appelée " Trente glorieuses ». L'analyse des facteurs qui ont contribué à cette croissance a permis de constater qu'il existe une multitude que nous pouvons classer en trois grands groupes : les facteurs de production, les facteurs économiques et les facteurs politiques et socioculturels.

1) Les facteurs de production

Ce sont le travail, le capital et leur productivité.

• *Le facteur travail*

L'augmentation de la quantité ainsi que celle de la qualité du travail sont sources de croissance

La quantité de travail peut s'augmenter par l'accroissement du nombre de travailleur ou de la durée de travail tandis que la qualité du travail peut s'augmenter par l'amélioration du niveau d'instruction.

• *Le facteur capital*

L'accroissement le renouvellement ou la modernisation du stock de capital est source de croissance économique. Cependant, c'est l'investissement qui permet d'accroître, de renouveler et de remplacer le capital, □ *la productivité des facteurs de production*

L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITE DU TRAVAIL OU DU CAPITAL OU DES DEUX A LA FOIS EST SOURCE DE CROISSANCE ECONOMIQUE.

Cependant, ce sont les sources de la productivité qu'il importe d'identifier. Ces sources sont :

Le progrès technique :

C'est la découverte de nouvelles sources d'énergie (charbon, électricité), de nouvelles techniques de production (PAO, nouvelles inventions) ou de nouveaux moyens de locomotion (chemin de fer). Il se mesure par l'évolution de la productivité Globale des facteurs (PGF) qui représente la part de la croissance qui n'est due ni au travail ni au capital. C'est pourquoi les progrès techniques sont appelés : facteurs résiduels ou tiers facteurs de la croissance. »

L'investissement : il permet aux entreprises de moderniser leurs appareils de production et de s'adapter aux nouvelles technologies afin de produire plus et mieux

L'organisation du travail : il s'agit d'adapter les formes d'organisation du travail aux nouvelles technologies et aux besoins des travailleurs.

2) Les facteurs économiques

Il s'agit des actions de certains agents économiques et de l'amélioration d'un certain nombre de variables économiques.

a) Les actions des agents économiques

-Les idées innovatrices des entrepreneurs : les idées nouvelles des chefs d'entreprise sont source de croissance.

- L'action de l'Etat : les investissements publics *{construction d'infrastructures, appui à l'effort de recherche de développement,...}* favorisent le développement et la croissance économique.

b) L'amélioration des variables économiques

- L'industrialisation : Une multiplication des industries est une source sûre de croissance économique.

-L'accroissement de la demande nationale : une augmentation de la demande entraîne la Production à la hausse (mais *pour cela, le niveau de l'emploi doit être élevé*).

- L'augmentation en volume des échanges internationaux : l'accroissement des exportations augmente le PIB et celui des importations de nouvelles technologies renforce l'efficacité des facteurs de production.

3) Les facteurs politiques et socioculturels

La démocratie et l'intégration nationale : un environnement économique apaisé grâce à l'expression de la démocratie et de l'unité nationale est une condition préalable à la croissance économique.

- Un environnement institutionnel favorable : l'existence d'institutions spécifiques qui facilitent le financement et garantissent une justice impartiale favorise la croissance économique.

- Un environnement socioculturel favorable ; les valeurs, les comportements et les relations entre l'Etat et entreprises sont essentiel pour amorcer la croissance.

B- Les Étapes De La Croissance

Walt Whitman ROSTOW a distingué cinq étapes de la croissance.

1. La Société Traditionnelle

- Le secteur agricole est dominant avec des méthodes de production archaïques.
- Le niveau d'éducation est peu élevé
- La société fonctionne sur le principe des solidarités familiales marqué par une tradition culturelle forte.

2. Les conditions préalables au décollage ou phase de démarrage

Phase de transition composée d'un ensemble de révolutions ;

- Révolution agricole : apparition du progrès technique dans l'agriculture.
- Révolution démographique : baisse simultanée des taux de natalité et de mortalité. - Révolution commerciale : développement des moyens de communication nécessaires à la formation des marchés nationaux et internationaux.
- Révolution entrepreneuriale : hausse du taux d'épargne des ménages en faveur d'un accroissement de l'investissement
- Révolution politique : édification d'Etat centralisé et efficace.
- Révolution industrielle : apparition du progrès technique dans l'artisanat

3. Le décollage ou démarrage ou « take off »

- Hausse du taux d'investissement
- Emergence de capitaines d'industries qui investissent sans réserve et parient sur l'avenir
- Modernisation de l'agriculture qui libère de la main-d'œuvre et des capitaux pour l'industrie.
- Exode rural
- Modification des structures politiques, économiques et sociales.

4. La Maturité

Phase de transition, prolongement de la phase de décollage :

- **Le progrès technique** se diffuse à travers l'ensemble des secteurs de l'économie
- Modification des valeurs familiales

5. L'ère De La Consommation De Masse

- Les besoins** fondamentaux (alimentation, logement habillement) sont **satisfaits**.
- **Le secteur des services** (le secteur tertiaire) se développe et devient dominant.
- Emergence d'un Etat-providence, d'un système social qui se substitue en partie solidarités familiales.

III- LES MODALITES ET LES CONSEQUENCES DE LA CROISSANCE

Il existe plusieurs modalités de la croissance économique en fonction des sources de la croissance.

A- Les Modalités De La Croissance

La croissance extensive : croissance économique qui résulte de l'augmentation des quantités de facteurs de production utilisés.

La croissance intensive : croissance économique qui résulte d'une meilleure utilisation des facteurs de production et qui repose donc sur les gains de productivité. On l'appelle aussi *croissance fordiste*.

La croissance équilibrée : croissance issue d'un investissement dans tous les secteurs et dans toutes les régions afin d'éviter la rigidité des flux économiques. On l'appelle aussi croissance keynésienne.

La croissance déséquilibrée : croissance issue d'une politique d'investissements concentrés en certains pôles susceptibles d'avoir d'effets d'entraînement sur les autres secteurs et les autres régions.

La croissance endogène : processus de croissance auto-entretenu reposant sur l'hypothèse de rendements d'échelles croissants.

La croissance zéro ou « Zéro-Growth » : croissance économique égale à la croissance de la population et qui préserve les ressources naturelles.

La croissance harmonisée : notion de **F. Perroux** pour désigner une croissance orientée vers la satisfaction des besoins de tous les hommes. C'est une croissance avec progrès économique.

B- Les conséquences de la croissance

1) *Les avantages de la croissance*

La croissance a de multiples effets positifs qui justifient le fait qu'elle soit le but principal de tout système économique. En effet, elle permet :

- L'augmentation des richesses assurant ainsi l'amélioration du niveau de vie des individus et permettant à la nation, d'avoir une position favorable dans les échanges internationaux.
- L'augmentation de l'emploi, source de réduction de la pauvreté.
- Le développement général et le progrès si le taux de croissance est supérieur au taux d'accroissement de la population.

2) *Les inconvénients de la croissance*

Les économistes préfèrent parler de « limites » de la croissance. Ce sont :

- Les pollutions et les dégradations de la nature causées par la croissance incontrôlée.
 - Les émissions de gaz à effets de serre qui sont, aujourd'hui, à l'origine du réchauffement climatique.
- La croissance délaisse totalement une fraction de la population qui reste dans la misère.

CONCLUSION

La croissance économique traduit l'augmentation des richesses. Sans elle, le développement est impossible et il est plus difficile d'améliorer les conditions de vie des populations. C'est pourquoi une bonne mise en œuvre de ses facteurs est nécessaire tout en limitant les effets pervers qui peuvent en découler.

INTRODUCTION

Les pays du monde sont marqués par des inégalités qui sont la manifestation du sous-développement à côté d'un monde dit « développé ».

Dans ce chapitre, nous présenterons la notion de sous-développement puis, nous analyserons ses causes ainsi que les stratégies pour en sortir.

I- DEFINITION ET DESCRIPTION DU SOUS-DEVELOPPEMENT

A- La Notion De Sous-développement

1} Définition

Le sous-développement est la situation d'une économie qui n'arrive pas à couvrir les coûts de l'homme, c'est-à-dire les coûts qui permettent à l'homme de rester en vie (*lutte contre les accidents et soins médicaux*), d'avoir une vie décente (*trois repas par jour, habitat sain et sécurisé, indemnité de chômage, ...*) et d'être épanoui (*culture, éducation, loisirs*)

2} Les formule pour désigner les pays sous-développés

- Pays en développement (PED),
- Pays en voie de développement (PVD)
- Pays du tiers monde (terme introduit par Alfred Sauvy),
- Pays du Sud (par opposition *aux pays du Nord désignant les pays développés*),
- Pays périphériques par opposition aux pays du centre désignant les pays développés (termes introduits par Samir Amin),

Pays à faible revenu,

- Pays les moins avancés (PMA) on considère qu'un pays est PMA lorsque son PIB/habitant est inférieur à 450dollars
- Nouveaux pays industrialisés (NPI)
- Pays en transition (ex pays communistes)
- pays émergents
- Pays pauvre très endetté (PPTE}, - Etc.

3} Les analyses du sous-développement

a) *Le sous-développement, un phénomène naturel*

Cette analyse perçoit le sous-développement comme la conséquence d'un climat défavorable ou de ressources naturelles insuffisantes voire inexistantes. Mais certains exemples comme celui du Japon qui ne dispose, pourtant, d'aucune ressource naturelle, montrent le contraire.

b) *le sous-développement, un phénomène culturel*

Selon cette analyse, le sous-développement est la conséquence d'une culture basée sur des valeurs rétrogrades.

c) *L'analyse en termes de développement linéaire (analyse néo-libérale).*

L'économiste américain, Rostow est à l'origine de cette thèse ; il analyse le sous-développement comme un simple retard qui sera rattrapé après avoir passé plusieurs étapes (cinq pour être précis).

d) *L'analyse en termes de domination (analyste marxiste)*

Selon cette analyse, le sous-développement des uns est le produit du développement des autres (exploitation des uns par les autres). En effet, Karl Marx pense que le sous-développement est un phénomène historique et daté que les pays aujourd'hui développés n'ont jamais connu. Ce n'est donc pas un phénomène conjoncturel (un retard) mais plutôt un phénomène structurel (un blocage de croissance). Ce blocage provient de la domination exercée par les pays développés sur les pays en voie de développement.

B- La Mesure Des Inégalités De Développement

1) La mesure de la banque mondiale

La banque mondiale mesure les inégalités en se basant sur les différences entre les PNB par habitant. Elle distingue ainsi :

- **Les pays à faible revenu** ; PNB/hab. < 650 \$/an - **Les pays à revenu intermédiaire** dont ;

* ceux de la tranche inférieure : 650 \$/an < PNB/hab < 2555 \$/an

* ceux de la tranche supérieure : 2555 \$/an < PNB/hab < 7911 \$/an | - les pays à revenu élevé ; PNB/hab < 7911 \$/an

2) La mesure de l'ONU

Une autre méthode plus rigoureuse, introduite dans les années 1980 par les économistes des Nations Unies, intègre d'une part l'espérance de vie et le niveau de l'éducation, à travers l'IDH (Indice de Développement Humain) et d'autre part l'accès aux services publics essentiels et la malnutrition à travers l'IPH (Indice de Pauvreté Humaine). Ainsi, les pays du tiers monde ne constituent pas un ensemble homogène car on y trouve différents niveaux de développement {NPI# PMA). Cette hétérogénéité du sous-développement se répartit en trois grands blocs territoriaux dans le monde :

- L'Amérique latine où se manifeste une diversité avec des pays très pauvres (PFR) comme le Pérou, moyennement pauvres (PRI) comme Le Mexique ou déjà assez riche (NPI) comme le Brésil).
- L'Asie du sud-est, caractérisée par les extraordinaires densités de population mais aussi par de fortes réserves pétrolières. La plupart des NPI se trouve dans cette zone mais les Etats les plus misérables s'y trouvent aussi (*Afghanistan, Népal etc.*). On peut ajouter l'Europe de l'ouest à cette zone.
- L'Afrique carabée pacifique (ACP), le pauvre des territoires. Son PNB total atteint à peine celui de la France. Il faut toutefois opposer une Afrique blanche (l'Afrique du Nord) à une Afrique noire, plus défavorisée.

II- LES CRITERES DU SOUS DEVELOPPEMENT

A- Les Caractéristiques Humaines Et Sociales

1) Caractéristiques humaines

- Manifestations fréquentes de la famine, de la sous-alimentation (sous-nutrition), de la Malnutrition et de la disette (*la famine est une faim généralisée causée par une carence quantitative alimentaire ; la malnutrition est une insuffisance qualitative d'aliments ; la disette est une phase grave de pénurie alimentaire ; le plus souvent saisonnière*).
- Taux élevé de morbidité (état constant de maladie) et de mortalité infantile
- Faible espérance de vie à la naissance (35 ans en général)
- Manifestation de la pauvreté (*la pauvreté est la situation d'un individu ou d'un groupe d'individu démunis de ressources jugées essentielles et se trouvant dans une grande précarité*).

2) Les caractéristiques sociales

- Fort taux de chômage et de chômage déguisé (*chômage déguisé : c'est l'inactivité d'un certain nombre de travailleurs du fait des effectifs pléthoriques dans leurs services*)
- importance de l'exode rural et de l'émigration
- Faible taux d'activité féminine
- Fort taux d'analphabétisme, faible pourcentage d'étudiants
- Paupérisation accélérée (*la paupérisation est UN appauvrissement processif et général de la population*)

B- Les Caractéristiques Politiques Et Culturelles

1) les caractéristiques politiques

- Mauvaise gouvernance

- Absence ou faiblesse de la démocratie
- Faiblesse du droit des affaires et/ou des droits de l'homme

2) Les caractéristiques culturelles

- Corruption et népotisme parfois très élevés
- Poids des traditions dans la réduction des heures de travail
- Acculturation des populations locales par la civilisation occidentale

C- Les Caractéristiques Économiques

Au plan économique, les pays du tiers monde sont marqués par deux grands problèmes structurels : ce sont d'une part, des économies déséquilibrées dans leurs activités et d'autre part, des économies dépendantes des pays du Nord.

1) Des économies désarticulées (déséquilibrées)

- Déséquilibre des secteurs économiques (*mauvaise répartition de la population active*)
- Déséquilibre commercial (*détérioration des termes de l'échange*)
- Faible part de l'industrie dans la production totale
- Faible part des entreprises à capitaux nationaux dans les grandes entreprises *{plus de 500 salariés}*
- Importance de l'économie souterraine (*secteur informel*)
- Défaut d'infrastructures : routes, chemin de fer, équipement portuaire et aéroportuaire.
- Faible part du secteur des biens d'équipement dans l'industrie

2) Des économies dépendantes

Dépendance alimentaire

- Dépendance financière (*la crise de la dette*)
- Dépendance technologique

III- LES CAUSES DU SOUS-DEVELOPEMENT

Le retard des pays en développement s'explique d'une part, par des causes endogènes et d'autre part par des causes exogènes.

A- Les Causes Endogènes

1) Les goulots d'étranglement

Les goulots d'étranglement sont des blocages au processus de développement qu'il importe de réduire, voire d'éradiquer. Les théoriciens du sous-développement en distinguent traditionnellement quatre types.

a) Le cercle vicieux de la pauvreté

Une productivité basse entraîne un revenu bas qui conduit à une épargne négligeable conduisant à son tour à une impossibilité d'accumulation du capital rendant l'investissement négligeable, et lorsque l'investissement est négligeable, la productivité est condamnée à la stagnation.

b) L'étroitesse des marchés

L'incitation à épargner et à investir suppose l'existence d'une demande large et solvable. Or les marchés des PVD sont justement caractérisés par des demandes souvent restreintes et incapables d'absorber les offres proposant des produits au prix élevé.

c) Les effets de démonstration

Lorsqu'un surplus de revenus existe, il a tendance à être dépensé pour des produits de luxe plutôt qu'à être épargné. Cela est dû à l'attrait qu'exerce le mode de vie occidental sur les classes supérieures des pays sous-développés.

d) Le caractère archaïque des structures sociales et familiales

Les mentalités des populations dans les PVD sont figées sur des structures sociales et familiales très souvent non propices au développement (*polygamie, nombre élevé d'enfants, organisation de la société en caste...*)

2) Le sous-emploi du travail et de l'ensemble des ressources

Arthur LEWIS soutient que les pays sous-développés disposent de ressources inexploitées (*forces de travail, épargne, esprit d'entreprise et d'autres ressources qui ne sont pas employées dans l'activité productrice*). Ce sous-emploi dans une économie sous-développée affecte considérablement la demande entraînant ainsi une stagnation de la production à un faible niveau. **B- Les Causes Exogènes**

1) Le dualisme

Le dualisme est la présence d'enclaves modernes au sein d'un ensemble qui reste traditionnel. Il a pour conséquence majeure la non intégration économique.

2) l'impérialisme

La rude concurrence imposée par les firmes multinationales aux petites entreprises des pays sous-développés est souvent source de blocage des économies de ces pays.

IV- LES STRATEGIES OU LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT

A- Les stratégies fondées sur la coopération

1) La coopération Nord-Sud

□ l'aide au développement

C'est l'ensemble des mesures d'assistance prises par les pays développés se manifestant par des prêts, des investissements ou des dons à des pays en développement ou à d'autres pays développés affaiblis (cas du plan Marshall). Elle peut être publique ou privée.

L'aide publique au développement (APD) est l'ensemble des transferts de ressources à des pays en développement de la part des pays développés. Elle se manifeste sous diverses formes qui sont :

- Les aides alimentaires en vue de répondre à des crises importantes de famine ou de disette.
- Les soutiens budgétaires au fonctionnement des Etats
- Les soutiens aux balances de paiement (*annulation de la dette, prêts liés à des politiques d'ajustement...*)
- Les fournitures de service (*médicaux, militaire, sauvetage, de génie civil, ...*)
- Les aides techniques (*accords de coopération mettant des ingénieurs, des professeurs ou des techniciens à la disposition des Etats bénéficiaires*) Elle est cependant réalisée par deux voies :
 - **L'aide publique multilatérale** : aide consentie par les institutions financières internationales à savoir le FMI et la banque mondiale ou par les groupements comme l'union européenne et le CAD (*Comité d'Aide au Développement*) qui regroupent pays de l'OCDE (*Organisation de Coopération et de Développement Economique*).
 - **L'aide publique bilatérale** : aide issue d'une entente directe entre un pays aidant et un pays aidé.

L'aide privée au développement : c'est l'ensemble des transferts de capitaux, de compétence ou de service à des pays en développement de la part d'entreprises, ou d'organisations privées internationales.

Elle se manifeste sous diverses formes qui sont :

- Les **IDF** (Investissements Directs à l'Etranger) : augmentations de capital du à la création ou la reprise totale **ou partielle** d'entreprises par les étrangers ou à l'étranger
- Les IP (*Investissements de Portefeuille*) : achat ou vente de titres (actions et obligations) entre agents résidents et non-résidents dans le but de réaliser une plus-value ou de récupérer des dividendes.
- Les TT (*Transferts de Technologies*) : transferts d'innovations technologiques des pays développés vers les pays sous-développés. Ils se font de cinq manières qui sont :
 - * la vente des techniques de production (vente de brevets ou concession de licences]

- * la vente de machines et de services après-vente
- * l'assistance technique (formation, emploi)
- * la vente d'usines clé en main ou produit en main

*l'implantation de firmes multinationales

-Les actions humanitaires : lutte contre la pauvreté, le Sida, la faim, etc., grâce à des actions de bénévolat de la part d'ONG internationales comme médecin sans frontière, CARE international et Action international contre la faim

- Le dialogue Nord-Sud

Il existe un dialogue entre le Nord et le Sud destiné à obtenir des accords de coopération matérialisés par des traités. Ce dialogue se déroule officiellement au cours de la conférence des nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) en vue d'obtenir des accords multilatéraux. Cependant, certains pays du Nord fuient le caractère contraignant des accords multilatéraux en signant des accords bilatéraux avec certains pays du Sud comme c'est le cas de L'AGOA.

- l'assistance institutionnelle

C'est l'ensemble des recommandations faites par des organisations internationales aux pays du Sud pour les aider à amorcer le développement. Les mesures les plus connues de l'assistance institutionnelle sont:

Les PAS (Programmes d'Ajustement Structurel) qui sont des mesures de bonne gouvernance visant à amener les PVD à ne pas vivre au-dessus de leurs moyens. Ces mesures sont basées d'une part, sur la libéralisation économique à travers la privatisation des entreprises publiques et la dérégulation des marchés et d'autre part, sur la réduction du train de vie de l'Etat.

Les OMD (les Objectifs du Millénaire pour le Développement) issus de la déclaration du millénaire initié en 2000 par le PNUD. Ces objectifs, au nombre de huit, sont :

- Réduire l'extrême pauvreté et la faim
- Assurer l'éducation primaire pour tous
- Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans
- Améliorer la santé maternelle
- Combattre le VIH/SIA et les autres maladies
- Assurer un environnement humain durable
- Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

2) la coopération Sus-Sud

- l'aide au développement

Elle se manifeste surtout par des aides privées au développement.

Leur efficacité est parfois si grande que les pays aidés tentent souvent de les attirer massivement par la création de zones franches.

Définition : une zone franche est une zone d'activité économique sur laquelle l'Etat fait des exonérations d'impôt afin d'accroître l'industrialisation par *les* IDE.

- L'Intégration économique

C'est une unification économique d'un groupe de pays au plan régional ou sous-régional en vue de constituer un ensemble cohérent. Sur chaque bloc territorial, elle se traduit par la création d'institutions communes comme c'est le cas du NEPAD, la CEEAC, la CEDEAO, l'UEMOA, la CEMAC, etc., ou par la signature de traités comme l'OHADA en Afrique.

B- Les Stratégies Fondées Sur L'industrialisation

1) Les stratégies de développement extraverti (stratégies d'extraversion}

Une partie des pays du tiers-monde va suivre une autre stratégie d'industrialisation, passant par une participation croissante au commerce international (développement extraverti), suivant en cela les principes de la théorie néoclassique des avantages comparatifs, avec plus ou moins de succès.

- L'exportation de produits primaires

Des PED dotés de ressources naturelles abondantes, comme le pétrole, vont suivre une stratégie classique de spécialisation dans l'exportation de ces produits primaires : ressources naturelles, produits agricoles, etc. Les ressources financières tirées de ces exportations doivent permettre d'importer des biens d'équipement pour favoriser l'industrialisation du pays.

- La promotion des exportations (PE)

Cette stratégie de promotion des exportations, appelée aussi « substitution aux exportations », a été initiée dès les années 1950. Il s'agit de substituer progressivement aux exportations de produits primaires des produits de plus en plus élaborés par la remontée de filières : remplacer les exportations traditionnelles par de nouvelles, plus intensives en capital et à plus forte valeur ajoutée ; passer de l'industrie légère à l'industrie lourde, en intégrant progressivement du progrès technique et en assurant la formation de la main-d'œuvre.

2) Les stratégies de développement autocentré ou endogène ou introverti

Pour de nombreux économistes « tiers-mondistes », la croissance **extravertie** oriente la production des pays de la périphérie en fonction des besoins des pays du centre et du marché mondial. Il en découle une dépendance et une fragilité accrue des pays ayant optés pour cette voie. C'est pourquoi il serait mieux d'opter pour une croissance autocentrée qui repose sur une dynamique interne de valorisation des richesses locales. Cette option exige cependant que trois conditions soient remplies :

- L'Etat doit fixer les priorités de développement des différentes branches.
- Le pays doit disposer d'un large marché interne.
- Le pays doit disposer de ressources stables et importantes.

Par ailleurs, le développement autocentré selon deux modèles : l'industrie des biens de production et l'industrie industrialisante.

Ce sont les stratégies basées sur l'initiation de la production étrangère. On en distingue deux types.

a) La stratégie de l'ISI (Industrialisation par Substitution des Importations) Elle prend le marché national comme base de développement en se donnant pour objectif de remplacer les biens importés par les produits fabriqués sur place.

Avantages

- Production locale de biens de consommation auparavant importés
- Développement de l'industrie légère

Inconvénients

- Faiblesse du marché
- Risque d'inflation due à la cherté des facteurs de production

b) La stratégie des industries industrialisantes

Elle consiste à développer le secteur des industries lourdes afin de créer des « pôles » d'activités qui entraîneront l'apparition d'autres industries.

C- Les Stratégies Fondées Sur L'agriculture

1) révolution verte

Elle consiste à mener des recherches afin de trouver des variétés de cultures vivrières à haut rendement (*VRH*) ; blé et riz essentiellement.

Ces variétés ont un rendement à l'hectare deux à trois fois plus élevé que les variétés traditionnelles. Toutefois, pour parvenir à ces rendements élevés, des apports parfois soutenus, en produits phytosanitaires (*engrais, pesticide,...*) en eau et en mécanisation sont absolument nécessaires

2) L'autosuffisance alimentaire

Il s'agit de développer la production des variétés locale de cultures vivrières de sorte à couvrir le besoin national d'alimentation.

3) Le développement des cultures de rente

Les cultures de rente sont les produits agricoles servant de matière première à des industries (*café, cacao, hévéa coton,...*) Leur exportation ou leur transformation sur place est une source de croissance économique.

CONCLUSION

Le sous-développement est l'expression utilisée pour désigner la pauvreté de certains pays dans le monde. Cette pauvreté n'a pas la même gravité d'un pays à un autre. C'est pourquoi avant d'y apporter des solutions à l'aide des politiques de développement, il est nécessaire d'en déterminer les causes.

CHAPITRE III : L'ENDETTEMENT DU TIERS-MONDE

Le développement des pays du tiers- monde nécessite des capitaux dont ils ne disposent pas. Pour ce faire il leur est conseillé la voie de l'emprunt extérieur qui, selon cette logique fournirait aux PVD suffisamment de capitaux devant leur permettre de rattraper leur retard de développement.

I. Evolution de la dette extérieure du tiers-monde

□ Les causes de la dette

Plusieurs raisons sont évoquées pour expliquer l'endettement des PVD à partir des années 80. Parmi ces raisons, on peut citer :

- l'effet conjugué de l'accroissement de la valeur des importations (pétrole, produits alimentaires, biens d'équipement, etc.) et de la baisse de la valeur des exportations (chute du prix des matières premières) ;
- le désir ardent des PVD de se développer le plus rapidement possible (investissement productif et social,...) les a poussé à prendre parfois des engagements démesurés ou non proportionnels à leurs réelles possibilités ou capacités ;
- le laxisme dont ont fait preuve les banques privées engagées dans une compétition à elles par rapport aux clients potentiels, en accordant des prêts aux PVD ;
- le relèvement des taux d'intérêt pour raison de politique anti- inflationniste dans les pays industrialisés, et la hausse du dollar au cours des années 80 aux USA ont contribué à accroître davantage la dette des PVD.

□ Les caractéristiques de la dette

Le total de la dette extérieure du tiers-monde a été évalué à 831 milliards de dollar en 1982, puis à 1320 milliards de dollar en 1988 et à 1700 milliards de dollar en 1994. On dit même que la dette des PVD a été multipliée depuis les années 70 par 20.

Pour ce qui concerne la Côte d'Ivoire, sa dette est passée de 133 milliards de FCFA en 1970 à plus de 4500 milliards de FCA en 1997, puis à plus de 6500 milliards de FCA en 2010. L'évaluation faite de cette dette est de 750 000 FCFA/HT pour un revenu par habitant de 250 000 FCFA, ce qui montre donc le niveau d'endettement de la Côte d'Ivoire.

II. LES CONSEQUENCES DE L'ENDETTEMENT DU TIERS- MONDE

L'expérience des années 60 et 70, où le recours à la dette avait permis une croissance économique rapide des PVD montre bien que l'endettement n'est pas une mauvaise chose en soi. Il devient cependant mauvais dès l'instant où il conduit le pays à l'insolvabilité c'est-à-dire l'impossibilité de rembourser ; ses moyens ou ses capacités étant en deçà du niveau de la dette. Cette dernière apparaît dès lors comme une contrainte insurmontable, ce qui engendre des conséquences aussi bien pour les débiteurs que pour les créanciers.

1. Conséquences pour les débiteurs

- Le poids de la dette empêche le développement des PVD car le remboursement absorbe une part croissante des recettes d'exportation ;
- L'application rigoureuse des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) dont les conséquences sociales constituent une menace grave pour la stabilité et la paix sociale pour les PVD.

2. Conséquences pour les créanciers

- Le tarissement des flux financiers vers le sud ;

- Les risques de faillite des banques commerciales ; □ La mise en péril des équilibres économiques dans les pays riches.

III. LA GESTION DE LA CRISE DE L'ENDETTEMENT

Deux options sont retenues à la recherche de solutions aux problèmes de la dette :

□ L'application des programmes d'ajustement structurel (P.A.S) par les pays débiteurs. Ces programmes doivent leur permettre de redresser leurs économies. Ce qui donnera la possibilité à ces pays de rembourser le service de la dette (capital échu + intérêt). □ des efforts de la part du créancier qui s'engage à consentir des modalités de paiement en faveur des débiteurs :

- rééchelonnement de la dette (report de la date de remboursement de la dette, mais paiement des intérêts et octroi de nouveaux prêts) ;
- transformation de la dette (prise de participation dans les entreprises publiques de l'Etat débiteur) ;
- réaménagement de la dette (renégociation des conditions globales, report des échéances, baisse des taux d'intérêt,...) ;
- moratoire de la dette (interruption temporaire de la dette) ;
- réduction de la dette (initiative PPTE) : l'initiative des pays pauvres très endettés (IPPTE) est un dispositif global de réduction de la dette des pays pauvres très endettés qui appliquent des programmes d'ajustement et de réforme appuyés par le FMI et la Banque Mondiale. L'objectif est de rétablir la solvabilité des pays bénéficiaires en annulant par des mesures exceptionnelles leur dette (celle-ci dépassant un niveau considéré comme « insoutenable » au vu de leurs perspectives de croissance économique).
- annulation pure et simple de la dette.

MOTS ET EXPRESSIONS A DEFINIR

La croissance - L'expansion - Le progrès - Le développement - Une économie désarticulée Industrie industrialisante - La crise économique - rééchelonnement de la dette - endettement - initiative PPTE - le moratoire de la dette - le créancier- le débiteur

Questions à Choix Multiple (QCM) 1.

La croissance prend en compte :

- L'augmentation de la production d'un pays ☐
- Les changements sociaux ☐
- Le taux de mortalité infantile ☐

2. Quand la croissance est positive, le chômage a tendance à diminuer.

Vrai ☐ Faux ☐

3. L'expansion est :

- L'augmentation de la production sur une longue période ☐
- L'augmentation de la production sur une courte période ☐

4. Le PIB est :

- un critère tenant compte de la nationalité des agents ☐
- égal à la somme des valeurs ajoutées des agents établis dans le pays ☐

5. Le PIB comptabilise :

- L'économie souterraine ☐
- le travail des étrangers en situation régulière ☐
- la production de tabac en Côte d'Ivoire et les méfaits qui lui sont attachés ☐

6. La croissance est toujours indépendante de la situation socioculturelle du pays.

Vrai ☐ Faux ☐

7. Le rôle de l'état est neutre pour ce qui concerne la croissance.

Vrai ☐ Faux ☐

8. Le rôle des ménages est neutre pour ce qui concerne la croissance.

Vrai ☐ Faux ☐

9. Le rôle des entreprises est neutre pour ce qui concerne la croissance.

Vrai ☐ Faux ☐

10. Le progrès économique se caractérise par :

- une hausse de la production associée à une augmentation de la productivité ☐
- une répartition inégalitaire des revenus ☐

11. Progrès technique et social sont synonymes.

Vrai ☐ Faux ☐

12. L'IDH est:

- un critère exclusivement quantitatif ☐
- l'indice de développement humain ☐

- l'association de facteurs sociaux au PIB par habitant □

13. En quoi la situation démographique des PED est-elle un blocage du développement ?

- baisse du revenu par tête : cela bloque la consommation et l'épargne
- investissements concentrés dans les domaines sociaux et démographiques : ils sont donc insuffisants par manque de moyens financiers pour le domaine productif
- c) main-d'œuvre trop peu nombreuse : frein à toute révolution des techniques agricoles car la substitution du facteur capital au facteur travail est impossible

14. Quel est le choix de production le plus souvent effectué par les pays du tiersmonde en matière agricole ?

- a) les cultures d'exportation, b) les cultures vivrières, c) les cultures maraîchères.
- les cultures d'importation.

15. La plupart des pays du tiers-monde ont une production agricole axée sur les produits primaires, quelles en sont les conséquences ?

- a) dépendance commerciale au niveau des importations de produits manufacturés.
- b) détérioration des termes de l'échange, c) endettement supplémentaire d) ajustement structurel nécessaire.

REPENDRE AUX QUESTIONS SUIVANTES

1. Quelles sont les conditions à remplir pour atteindre l'union économique et monétaire ?
2. Quels sont les critères du sous-développement ?
3. Expliquez le rapport entre le développement et la croissance. Réponses

SUJET :

... La croissance économique ? L'économie américaine avance triomphalement depuis six ans, alors que l'Europe piétine. Pendant les trente Glorieuses, les pays développés ont creusé l'écart avec le Tiers monde, mais la troupe grossissante des pays émergents rattrape son retard à vive allure. Qui aurait pu prévoir ces mouvements ? Quels sont, aujourd'hui, les secrets de la croissance ? Classiquement, trois facteurs entrent en jeu, qui génèrent de la croissance, le capital, le travail, plus un supplément « Inexpliqué », la productivité, ou, /si l'on préfère, le progrès technique. Aujourd'hui, l'importance de ce facteur saute aux yeux : le fait que les investissements des entreprises américaines en informatique grimpent de quelque 30 % par an depuis le début de la décennie n'est évidemment pas sans rapport avec la vigueur de l'expansion aux Etats-Unis. Mais comment naît ce progrès technique ? Les théories traditionnelles le considèrent comme une « donnée exogène » : elles ne se préoccupent pas de la façon dont il est produit et postulent qu'il a tendance à se diffuser, sans coût, dans le monde entier ? Ou, ce n'est manifestement pas ainsi que les choses se passent. Certains économistes tels P. Romer et R. Lucas (prix Nobel 1995) ont développé au cours des années quatre-vingt l'idée d'une « croissance endogène » : le progrès technique n'est pas une aubaine tombée du ciel mais un facteur produit par la croissance elle-même. D'où sort-il ? Du processus de production, d'un capital humain constitué par l'éducation et la formation, ou de l'activité de recherche - développement, Mais le libre jeu du marché ne conduit pas nécessairement à la « production optimale » de progrès technique. L'Etat a donc un rôle d'incitation à jouer. De même, la recherche - développement sera découragée si ses résultats tombent trop vite dans le domaine public : l'Etat devra donc protéger les brevets et pour cela admettre l'existence, pendant un temps suffisamment long, de « rente de monopole ». Ces tâches dévolues à la puissance publique ne sont plus du tout de même nature que les interventions Keynésiennes. Mais elles battent en brèche elles aussi, pour des raisons différentes, le strict neutralisme des partisans du « tout marché ».

Source : « Huit Idées neuves qui changent la logique du monde », L'Expansion. 3 avril 1997

Questions :

A l'aide du texte et de vos connaissances, répondez aux questions suivantes :

- Définir : capital, travail et capital humain
- Expliquer l'expression suivante : croissance endogène

- *Monter que la croissance est à la fois une cause et une conséquence du progrès technique.*
- *Peut-on parler de croissance sans développement ?*
- *Quels sont les obstacles à la croissance économique ?*
- *Donnez les différentes phases de la croissance ?*

QCM

- **On compte parmi les indicateurs du développement :**

a) l'urbanisation, b) l'industrialisation. c) le niveau d'éducation, d) la désertification, e) l'agriculture intensive

- **Le sous-développement a souvent pour manifestation :**

a) une faible natalité, b) une forte part des services dans l'activité économique, c) des investissements insuffisants d) un faible taux de mortalité - **Le critère le plus utilisé pour mesurer le développement est :** a) l'IPH. b) le PIB par habitant, c) l'IDH

4. Figurent parmi les causes de retard de développement :

a) gouvernements et politiques instables, b) endettement, c) recherche du profit, d) surpopulation.

b) Dans les pays en développement :

a) l'agriculture est vivrière, b) les revenus sont inégalement répartis, c) il existe peu d'inflation et de chômage

d) le secteur industriel produit plus de 50 % du PNB

6. En quoi la situation démographique des PED est-elle un blocage du développement ?

- baisse du revenu par tête : cela bloque la consommation et l'épargne
- investissements concentrés dans les domaines sociaux et démographiques : ils sont donc insuffisants par manque de moyens financiers pour le domaine productif • main-d'œuvre trop peu nombreuse : frein à toute révolution des techniques

agricoles car la substitution du facteur capital au facteur travail est impossible

7. Quel est le choix de production le plus souvent effectué par les pays du tiersmonde en matière agricole ?

a) les cultures d'exportation

b) les cultures vivrières

c) les cultures maraîchères

d) les cultures d'importation

e) La plupart des pays du tiers-monde ont une production agricole axée sur les produits primaires, quelles en sont les conséquences ?

a) dépendance commerciale au niveau des importations de produits manufacturés

b) détérioration des termes de l'échange

c) endettement supplémentaire

d) ajustement structurel nécessaire Réponses

LEXIQUE : ECONOMIE GENERALE

Acquit : Acte écrit par lequel le créancier donne au débiteur décharge de son engagement.

Accord d'autolimitation : Pratique commerciale selon laquelle, les producteurs s'engagent à limiter leurs exportations vers les pays consommateurs.

Acompte : Somme perçue pour un travail déjà effectué (ex : Paiement de la quinzaine).

Actifs : Emplois économiques contrôlés par l'entreprise provenant d'événements passés qui sont susceptibles de lui procurer des avantages économiques futurs. Ils comprennent les immobilisations, les stocks, les créances et les disponibilités.

Action : Titre délivré au détenteur d'une fraction du capital d'une société pour constater ses droits d'associés.

Actualisation : Technique de détermination de la valeur présente (ou valeur actualisée) d'un capital futur ou d'une suite de flux de trésorerie.

Agios : Ensemble de retenues prélevées sur une opération d'escompte ou de découvert.
Amendes : Pénalités à payer à l'Etat ou aux collectivités publiques consécutives à des infractions fiscales, pénales ou sociales. Elles sont analysées comme des charges d'impôt en fonction de leur nature.

Agrégats : Ce sont des grandeurs synthétiques qui mesurent les résultats de l'activité économique en termes de production et de revenu.

Ajustement structurel : C'est le processus par lequel se rétablit l'équilibre de la balance des paiements à la suite d'une perturbation quelconque dans l'économie. L'ajustement peut être monétaire ou réel [accroissement ou baisse des capitaux extérieurs (dette), hausse ou baisse des importations ou des exportations.]

Allègement de la dette : Moyen de modifier l'échelonnement ou le montant des remboursements.

Amortissement comptable : Amoindrissement de la valeur d'une immobilisation qui se déprécie de façon certaine et irréversible avec le temps, l'usage ou en raison du changement de technique, de l'évolution du marché ou de toute autre cause.

Du fait des difficultés de mesure de cet amoindrissement, l'amortissement procède d'une répartition programmée selon un plan d'amortissement du coût du bien sur sa durée probable d'utilisation. Le montant amortissable est égal à la différence entre la valeur d'entrée du bien et sa valeur résiduelle probable à l'issue de la période d'utilisation prévue.

Amortissement d'un emprunt : C'est le remboursement d'une fraction ou de la totalité d'une somme empruntée. C'est l'amortissement financier, par distinction avec l'amortissement comptable.

Amortissement du capital : Opération par laquelle une société rembourse aux associés une partie ou la totalité du montant nominal de leurs actions à titre d'avance sur le produit de la liquidation future de la société. Les actions totalement amorties sont appelées des actions de jouissance.

Anomie : C'est une situation de déréglementation sociale caractérisée par l'insuffisance ou l'absence de normes sociales permettant de réguler l'activité.

Antichrèse : Nantissement d'un bien immobilier. Il s'agit d'une sûreté immobilière, conventionnelle qui emporte dépossession du constituant au profit du créancier ou d'un tiers convenu et qui confère au créancier, outre un droit de préférence sur la valeur de l'immobilier, la perception des fruits, à charge de les imputer sur les intérêts et subsidiairement sur le capital jusqu'à extinction de la dette.

Appointements : Rémunération des cadres.

Avance : C'est un fonds accordé pour travail non encore effectué.

Balance commerciale : Compte statistique qui enregistre les flux de marchandises entre un pays donné et le reste du monde.

Balance des paiements : C'est un document comptable qui retrace pour une période donnée, l'ensemble des transactions économiques et financières d'un pays avec l'extérieur.

Banqueroute : Situation du débiteur incapable de régler ses dettes.

Bien : C'est une chose qui permet de satisfaire une nécessité humaine, un besoin. **Budget** : Prévision de recettes et de dépenses.

Brevet : Titre d'invention attribué par l'autorité publique au créateur d'un dispositif, d'une formule ou d'une technique. Ce titre lui confère l'exclusivité de l'utilisation de sa découverte.

Caisse : Lieu où sont détenues les espèces (billets et monnaie divisionnaire). En comptabilité, c'est un compte retraçant les opérations effectuées en espèces (ou numéraires).

Cambiste : agent bancaire spécialisé dans le commerce des devises (surtout dans les banques spécialisées dans le commerce extérieur.).

Cartel : Entente réalisée entre des entreprises indépendantes en vue de limiter ou de supprimer les risques de concurrence.

Caution : Engagement pris par une personne de satisfaire à une obligation souscrite par une autre personne, en cas de défaillance de celle-ci.

Change : C'est la transformation d'un avoir ou d'une monnaie en une autre monnaie.

Chèque : Formule écrite par laquelle le propriétaire de fonds déposé dans une banque ou un organisme similaire donne l'ordre à son banquier de payer à vue une certaine somme au profit d'un tiers.

Chrysohédonisme : Doctrine économique fondant la richesse des nations sur l'accumulation des métaux précieux (de l'or en particulier - voire les mercantilistes).

Chômage : C'est le sous-emploi du facteur travail, c'est l'état d'une personne privée d'emploi.

Les causes du chômage :

- Pour les classiques : C'est le coût élevé du facteur travail (salaire) ou l'insuffisante capacité de production des entreprises due au manque de rentabilité.
- Pour les Keynésiens : C'est l'insuffisance de la demande globale et l'existence de capacité de production inemployée.
- Chômage lié aux structures économiques et sociales : structures inadaptées, manque de travailleurs qualifiés.

Clause de la nation la plus favorisée : Clause des traités de commerce par laquelle les pays contractants s'engagent à étendre à leurs échanges réciproques, les avantages douaniers qu'ils accorderaient ultérieurement à un pays tiers. En d'autres termes, la réduction de droit et tout autre avantage accordé à la nation qui se trouve être la plus favorisée sont étendus à tous les pays signataires du traité prévoyant cette extension.

Club ou cercle d'investissement : Groupe de personnes physiques constitués pour pratiquer des achats ou des ventes de valeurs mobilières en commun.

Club de Londres : Structure formelle où se retrouvent débiteurs (PVD) et créanciers privés (banques occidentales) pour négocier les dettes et les restructurer lorsque surgissent des difficultés de remboursement.

Club de Paris : C'est le pendant du club de Londres, mais pour les dettes publiques. Présidé par le directeur du trésor Français, il organise les négociations entre les débiteurs et leurs créanciers publics.

Clientèle : Ensemble de personnes qui ont l'habitude de se fournir auprès d'une entreprise commerciale ou industrielle.

Coefficient de capital : C'est le rapport entre le stock de capital fixe et la production.

Colonisation : Action constituant pour les membres d'une collectivité à acquérir de façon systématique des droits de propriété ou de contrôle, sur des biens situés dans un territoire étranger, en vue de les exploiter et de les mettre en valeur.

Combinat ; Groupement d'entreprise réalisant un processus de concentration verticale en Russie et dans les autres pays socialistes.

Commission : Revenu perçu par un agent commercial.

Comité d'entreprise : Organisme de représentation du personnel au sein d'une entreprise.

Conjoncture : Elément constitutif de la situation économique d'un pays, d'une région, d'une branche à un moment donné.

Connaissance : Document par lequel le capitaine d'un navire reconnaît avoir reçu un chargement et s'engage à le transporter à destination et à le tenir à la disposition de toute personne qui lui présentera ce connaissance.

Consolidation : Opération qui vise à améliorer la situation financière d'un ménage, d'une entreprise, d'un Etat. Pour les pays pauvres endettés, elle consiste à remplacer les dettes à court terme par des crédits à plus longue échéance, ce qui permet le remboursement périodique de l'emprunt.

Consommation : C'est l'ensemble des actes par lesquels un individu ou une collectivité utilise des biens et services pour satisfaire un besoin.

Consortium bancaire : Groupement non institutionnalisé de banques qui se partagent la réalisation d'un crédit au profit d'une opération ou d'un client déterminé.

Consumérisme : Développement des mouvements de défense des consommateurs face aux producteurs.

Contingentement : Politique protectionniste visant à restreindre l'entrée de certains produits étrangers par la fixation d'un volume d'importation autorisé (Fixation de quota).

Coût du béliet : Restriction passagère de trésorerie provoquée par un renversement de la conjoncture. Un ralentissement de l'expansion provoque un gonflement des stocks de l'entreprise ; celle-ci pour résorber les stocks excédentaires allonge la durée du crédit client. De ce fait, elle réduit la liquidité des actifs déjà affectés par le phénomène de stockage dû à la mévente.

Cours de la monnaie est la quantité de monnaie d'un pays A nécessaire pour obtenir la monnaie nationale d'un pays B

Courtier : C'est un intermédiaire offrant contre rémunération, des informations, des conseils et le réseau de relation dont il dispose au sein du marché.

Croissance zéro : C'est un taux de croissance nul qui n'empêche pas les mutations. Les secteurs polluants connaissant une croissance négative et les secteurs non polluants restant en expansion. La croissance zéro permet de respecter l'équilibre écologique et en particulier de ne pas détruire les ressources naturelles.

Cette théorie est critiquée parce qu'elle ne favorise pas l'installation d'industries à cause de la pollution.

Crédit : C'est une. Opération par laquelle un agent économique met à la disposition d'un autre agent économique demandeur, une créance assortie d'un engagement de remboursement différé des biens ou des instruments monétaires.

Crédit croisé : Echange de devises pour une courte durée entre institutions monétaires

Crédit Crunch : Littéralement « coup de dent du crédit ». L'expression a été inventée aux USA pour désigner une contraction de l'offre de crédit.

Crédit de mobilisation des créances commerciales (CMCC) : Technique de crédit à court terme consentie par une banque à un industriel ou à un commerçant en contrepartie des créances figurant dans le compte « client » de l'emprunteur.

Crédit de paiement : Dotation destinée à couvrir la dépense annuelle correspondant à l'exécution d'un investissement.

Crédit différé : Formule de crédit dans laquelle l'octroi du prêt est subordonné à la constitution préalable d'une épargne au cours d'une période d'attente.

Crédit documentaire : Technique de règlement d'une opération commerciale dans le déroulement de laquelle, l'intervention d'un banquier mandataire de l'importateur et la transmission de documents représentatifs de la propriété des mandataires apportent la sécurité aux deux parties.

Cycle : Fluctuation de grande amplitude de l'activité économique.

Croissance économique : C'est l'augmentation soutenue des grandeurs économiques telles que le PIB, le PNB, le RN. C'est l'augmentation sur une longue période de la production d'un pays. La croissance est donc une notion quantitative.

Dégrèvement : C'est le fait d'être dispensé d'une partie ou de la totalité d'un impôt

Demande : C'est la quantité de biens ou services qu'un agent économique ou un groupe d'agents souhaite acquérir.

Déréglementation (dérégulation) : Elle vise à supprimer au maximum les moyens d'intervention étatique pour laisser jouer la libre concurrence sur les marchés.

Développement : C'est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rend apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel global (François Perroux). On peut dire aussi que c'est le processus de transformation des structures économiques, sociales, culturelles et institutionnelles permettant l'apparition de la croissance et sa prolongation dans le temps. Le développement est donc une notion purement qualitative.

Le Sous-développement : Situation de blocage du développement qui résulte de l'absence de conditions propices à la transformation des structures économiques.

Déévaluation : C'est une politique de change qui consiste pour un pays ou un groupe de pays, à baisser par une décision délibérée des autorités monétaires, la valeur de la monnaie de ce pays ou groupe de pays par rapport aux monnaies étrangères (différent de la dépréciation de la monnaie, mais les conséquences sont identiques). La réévaluation est le contraire de la déévaluation

Devise : Moyen de paiement libellé en monnaie étrangère.

Double clip : C'est le spectre du «double plongeon», c'est-à-dire d'une rechute de l'activité économique.

Dumping : C'est lorsqu'une entreprise vend sur les marchés étrangers, à un prix inférieur au prix de revient ou au prix pratiqué sur le marché national.

Economie : C'est une science qui a pour objet l'étude des phénomènes de production, de répartition et de consommation des richesses dans une société. Elle lutte de ce fait contre la rareté face à des ressources souvent limitées. [C'est donc une branche de la science économique qui étudie comment les ressources rares (ou limitées) sont utilisées pour satisfaire les besoins illimités des individus (définition de Paul Samuelson)].

Economie compétitive : Situation d'un pays qui grâce à ses avantages comparatifs, produit et vend des biens et services bon marché, par rapport à d'autres pays producteurs des mêmes biens et services.

Economie d'échelle : Baisse des coûts unitaires de production liée à une augmentation des quantités produites.

Effet « boule de neige » : Cercle vicieux, c'est la nécessité de payer les intérêts aggravant le déficit et la dette.

Effet d'annonce : Phénomène traduisant la modification du comportement des agents économiques à la simple annonce de mesures par les pouvoirs publics.

Effet de cliquet : Phénomène traduisant une rigidité à la baisse pour certaines grandeurs économiques. Ex : les augmentations des prix sont courantes, et les diminutions rares.

Encours : Montant global à un moment donné, des crédits de toute nature enregistrés par une personne déterminée.

Epargne : C'est la fraction du revenu qui n'est pas consommée immédiatement. " L'épargne peut être publique (différence des recettes et les dépenses de l'Etat) ou privée (différence entre revenu et consommation).

Extrapolation : Prolongation hypothétique d'une loi, d'une fonction ou d'une grandeur au-delà des limites temporelles où elles sont objectivement constatées ou observées.

GATT (General Agreement on Tariffs and Trade): Créé en 1947 et entré en vigueur en 1948, il s'appuie sur le principe selon lequel, le libre-échange et l'essor du commerce international permettent d'assurer le développement économique. (L'OMC a remplacé le GATT).

La globalisation (ou global World en anglais) : C'est l'intégration des marchés des biens et des facteurs de production, la diffusion du progrès technique et de l'information.

Hypothèses : Point de départ d'une démonstration, à partir duquel on propose d'aboutir à la conclusion de la démonstration. C'est aussi l'explication plausible d'un phénomène naturel, provisoirement admise et destinée à être vérifiée par l'expérience.

Impasse ; Insuffisance de recettes définitives par rapport à l'ensemble des dépenses de toute nature qui seront recensées dans la loi de finance.

Indemnité : Somme allouée aux salariés pour les aider à supporter certaines charges (transport, logement). .&

Intégration économique : C'est un concept qui désigne le processus par lequel plusieurs pays s'engagent à éliminer toute forme de discrimination entre leurs opérateurs économiques, de manière à unifier leurs espaces économiques.

Internationalisation ; C'est le développement des flux d'exportation, l'élargissement du champ d'activité des entreprises au-delà du territoire national, soit par leurs activités commerciales, soit par leur investissement en prenant le contrôle d'entreprises étrangères. Les multinationales résultent de cette stratégie.

Intérêt : C'est le revenu du capital mobilier, c'est aussi le prix du service rendu par le prêteur à l'emprunteur et payé par ce dernier pour acquérir l'usage d'une somme d'argent pendant une période déterminée.

Investir : C'est consentir un coût immédiat en échange d'une satisfaction ou d'une production future.

Jachère : Etat d'une terre arable laissée temporairement sans culture.

Libre-échange : Il s'oppose au protectionnisme, c'est la libre circulation des biens et services. Ceux-ci traversent les frontières des Etats sur la base d'avantages comparatifs.

Loi de Wagner : Les dépenses de l'Etat croissent plus vite que la production.

C'est le revenu du capital immobilier.

Méso-économie : Etude des structures et des comportements des secteurs et des branches d'activité de l'économie. Ex : Etude de l'industrie textile. Elle étudie également les groupes ayant une influence sur l'activité économique (syndicats, association des consommateurs...)

Micro-économie : C'est l'étude des comportements économiques individuels.

Macro-économie : C'est l'étude de l'économie dans sa globalité (PNB, chômage, inflation).

Marasme économique : C'est une baisse des performances ou du niveau de l'activité économique.

Mobiliser l'épargne : C'est la fait de collecter ou d'accumuler de l'épargne.

- Pour les néo-classiques, l'épargne est choix délibéré entre consommation présente et consommation future, c'est donc une fonction croissante du taux d'intérêt.

- Pour les keynésiens, l'épargne est un résidu (partie non-consommée du revenu), c'est une fonction croissante du revenu.

Moins-value : C'est une insuffisance de recettes par rapport aux prévisions.

Mondialisation : C'est l'interdépendance et l'intégration accrues des économies qui tendent à réduire les influences nationales, (C'est l'intégration des économies à l'échelle mondiale).

C'est donc un principe multiforme par lequel s'instaure une situation d'étroite interdépendance entre les différentes régions du monde et les diverses facettes de l'activité économique. Elle développe la concurrence à tous les niveaux.

Monnaie : C'est l'ensemble des moyens de paiements acceptés par tous, partout et en tout temps pour le règlement des dettes issues de l'échange (André Chaîneau).

Moratoire : C'est la suspension des paiements que l'emprunteur s'est contractuellement engagé à effectuer au titre du service de la dette, (on paye les intérêts et on suspend le paiement du capital).

Nue-propriété : Part du démembrement de la propriété restant au-delà de l'usage et de la jouissance effective d'une chose ou d'un droit. Le nu-propriétaire conserve le droit d'aliéner ses titres.

Offre : C'est la quantité de biens et services mise sur le marché afin d'être vendue. **Passif**

du bilan : Il décrit les ressources de l'entreprise. Celles-ci comprennent les capitaux

propres, les dettes financières, les dettes d'exploitation, la trésorerie passive. **Politique commerciale** : Elle est caractérisée soit par le libre-échange soit par le protectionnisme. L'expérience montre que le libre-échange s'établit en période d'expansion, alors que les périodes de récession font état d'un protectionnisme.

Politique économique : C'est un ensemble de mesures prises par les pouvoirs publics, afin d'atteindre grâce à l'utilisation de divers instruments, des objectifs économiques. Les objectifs de la politique économique sont la croissance économique, la stabilité du taux de change, le plein-emploi et l'équilibre extérieur.

Politique budgétaire : Elle consiste à utiliser le budget de l'Etat (en agissant soit sur les recettes, soit sur les dépenses publiques) pour stabiliser ou relancer l'activité économique.

[Elle consiste pour l'Etat à agir sur le niveau de la production et de l'emploi directement par le niveau des dépenses publiques et indirectement en influençant la consommation par les impôts, les salaires ou les prestations sociales qu'il verse aux ménages.]

Politique monétaire : Elle a pour but de fournir à l'économie, la quantité de monnaie nécessaire à la poursuite de la croissance économique et à la réalisation du plein-emploi, tout en évitant l'inflation, en préservant la stabilité du taux de change.

La politique monétaire consiste donc à ajuster la quantité de monnaie en circulation, avec les besoins de l'activité économique. Cela est essentiel dans la mesure où un excès de monnaie est source d'inflation, alors qu'une insuffisance de monnaie est source de ralentissement de l'activité économique, et une hausse du taux d'intérêt. Toutes choses qui sont néfastes à l'investissement et à l'emploi.

Pouvoir d'achat : C'est la quantité de biens et services qu'un revenu permet d'acquérir, compte tenu du niveau des prix. **Plus-value** :

- Au plan micro-économique : Pour les marxistes c'est l'exploitation du travailleur par le capitaliste, c'est la différence entre le nombre d'heures de travail effectués par les salariés et le pouvoir d'achat de ces derniers exprimé en heures de travail.
- Au plan macro-économique : C'est l'augmentation de la valeur réelle d'un bien à la suite non pas d'une transformation matérielle qui le valoriserait, mais d'un événement extérieur à ce bien. C'est un profit exceptionnel.
- Pour les comptables, c'est un excédent de recettes par rapport aux prévisions initiales. C'est la différence positive entre la valeur réelle d'un élément d'actif (stock, immobilisation corporelle ou financière) et prix pour lequel ce bien figure en comptabilité.

Il y a donc plus-value lorsque le prix de cession d'un élément de l'actif est supérieur à sa valeur comptable nette des amortissements. (Il y a également plus-value potentielle ou latente lorsque la valeur d'estimation d'un bien est supérieure à sa valeur nette comptable.)

Population active : Personnes exerçant habituellement une activité professionnelle, y compris celles qui se trouvent momentanément sans travail pour une cause indépendante de leur volonté. **Pouvoir d'achat** : c'est la quantité de biens ou services qu'une somme d'argent permet d'acquérir.

Position de place : En bourse, c'est le rapport à un moment donné, entre les engagements à la hausse et les engagements et les engagements à la baisse.

Précompte : C'est un impôt payé par une société lorsqu'elle distribue les dividendes provenant des bénéfices n'ayant pas supporté l'impôt sur les sociétés.

Préférence : Réglementation du commerce extérieur plus favorable que le droit commun accordé par un pays, aux produits en provenance de certains Etats ou groupes d'Etats.

Prescription : En fiscalité, c'est le temps au bout duquel une Imposition ne peut plus être établie, une somme perçue, une restitution de droits accordés, des poursuites ou une instance engagée.

Agression fiscale : Mesure économique de la contrainte exercée par un impôt ou un ensemble d'impôts.

Pour la mesurer, on divise le montant des recouvrements soit par le PIB, PNB, le RN ou le total de la population.

Prime : Complément de rémunération accordé à un travailleur pour diverses raisons.

Privatisation : C'est la cession des entreprises publiques et parapubliques au secteur privé jugé plus efficace.

Prix : C'est l'expression monétaire de la valeur d'un bien ou d'un service. Il est obtenu soit par la loi de l'offre et de la demande, soit par une décision autoritaire de la puissance publique.

Profit : C'est le revenu de l'entreprise. **Production** : C'est une activité qui consiste à créer des biens et services aptes à satisfaire un besoin.

Il faut que ces biens et services puissent s'échanger sur un marché et qu'ils soient le résultat d'un travail rémunéré.

Productivité : C'est le rapport entre la production totale et la quantité du facteur qui a permis de l'obtenir. C'est la production par unité du facteur utilisé.

Progrès : C'est l'ensemble des améliorations dans le domaine économique et social qui accompagnent la croissance économique avec le minimum de nuisance possible.

Protectionnisme : C'est toute mesure qui tend à exclure les biens et services étrangers des marchés nationaux (barrières tarifaires et non tarifaires).

Qualification : C'est l'ensemble des aptitudes requises pour l'exécution d'une tâche donnée.

Rabais : Réduction accordée à un client en cas de défaut de qualité sur le produit acheté.

Ratio : Rapport entre deux grandeurs significatives et homogènes.

Ratio d'endettement : ratio mettant en évidence au passif du bilan d'une entreprise, la part des capitaux propres et celle des capitaux d'emprunt.

Rebut : Produit résiduel ou matière de récupération n'ayant pas les qualités voulues (copeaux, sciures de bois) provenant de la fabrication d'un produit principal. Le rebut peut être détruit recycler ou vendu en l'état.

Rééchelonnement : Modification de l'échéancier sans modification du montant total de la dette. C'est l'étalement dans le temps des remboursements d'une dette pour en alléger le poids (le report de la date de remboursement.).

Remise : Réduction accordée à un client en fonction du montant de l'achat.

Rente : C'est le revenu du capital foncier.

Revenu : C'est d'abord ce qui est engendré par la production, mais aussi ce qui engendre la production. La consommation du revenu permet de continuer à produire.

Ristourne : Réduction accordée à un client sur le montant de ses achats concernant une période donnée (en général un an).

Salaire : rémunération des ouvriers.

Sursalaire : Complément de salaire accordé à un travailleur compte tenu de son expérience ou de sa qualification.

Sogo shosha : Société de commerce liée aux grands groupes industriels et financiers japonais qui sont très développés à l'étranger.

Solde : Réduction de prix.

Système : Ensemble cohérent de notions, de principes, liés logiquement et considérés dans leur enchaînement.

Science : Savoir, connaissances que l'on acquiert par l'étude l'expérience, l'observation, c'est la connaissance que l'on a d'une chose.

Poids de la dette : Encours de la dette, c'est une grandeur qui indique le total de la dette d'un débiteur.

Service de la dette : C'est le remboursement de la dette, c'est-à-dire le paiement des intérêts et d'une fraction du capital.

Take-off : C'est la phase de décollage ou de démarrage (W. Rostow).

Titrisation : C'est le fait de transformer des créances en titres.

Théorie : C'est une hypothèse qui a été vérifiée avec succès.

Thésaurisation : Conservation des moyens de paiements par les ménages.

Traitement : Rémunération des fonctionnaires.

Unités territoriales : Groupe de pays ayant des structures économiques identiques ou très voisines et ayant le même type d'échanges extérieurs.

Usufruit : Droit réel issu du démembrement du droit de propriété et en vertu duquel, le titulaire utilise un bien et en perçoit les fruits sans pour autant pouvoir en disposer.

Vacation : Activité rémunérée par des honoraires.

Warrant : Document délivré en reconnaissance de marchandises déposées dans un magasin général. Il comprend à la fois un titre de propriété (le récépissé) qui permet de vendre les marchandises sans les déplacer et un effet de commerce qui permet d'emprunter en donnant les marchandises en gage. Le warrant est aussi utilisé pour désigner le bon de souscription, d'acquisition ou d'échange de valeurs mobilières.

ECONOMIE D'ENTREPRISE

PREMIERE PARTIE : LES RELATIONS SOCIALES.....	75
Chapitre 1 : LA FONCTION PERSONNEL.....	76
Chapitre 2 : LES RELATIONS HUMAINES.....	87
DEUXIEME PARTIE : LE PILOTAGE DE L'ENTREPRISE.....	94
Chapitre 1 : NOTION DE PILOTAGE.....	95
Chapitre 2 : L'ANALYSE DU PROCESSUS DE DECISION.....	100
TROISIEME PARTIE : LA STRATEGIE.....	102
Chapitre 1 : NOTION DE STRATEGIE.....	103
Chapitre 2 : LA CROISSANCE DE L'ENTREPRISE.....	109
Chapitre 3 : LA MONDIALISATION DE L'ENTREPRISE.....	117

PREMIERE PARTIE : LA GESTION DE L'ENTREPRISE

CHAPITRE I : LA FONCTION DU PERSONNEL

INTRODUCTION

La fonction du personnel s'est longtemps occupée de l'administration et de la surveillance des employés. De nos jours sa fonction a beaucoup évolué au point où elle est une fonction stratégique dans la gestion de l'entreprise ; Son évolution est due aux changements socio-économique, technique et technologique, psychosociologique. La fonction du personnel est définie comme celle qui permet à l'entreprise de disposer en quantité et en qualité des hommes et des femmes dont elle a besoin pour assurer son bon fonctionnement actuellement et dans l'avenir.

I- LES FACTEURS D'EVOLUTON DE LA GESTION DU PERSONNEL

A- Les Facteurs Techniques Du Changement

L'évolution des techniques a entraîné des transformations profondes dans l'organisation du travail et la conduite des hommes ; les changements techniques sont : □ La mécanisation du travail

□ L'informatique

1. LA MECANISATION DU TRAVAIL

Pour lutter contre les pertes de temps FREDERIC TAYLOR 1856,1915 a proposé des méthodes administratives de gestion du personnel appeler OST (Organisation Scientifique du Travail) quels sont ces fondements ou ces principes ? □ Les principes de l'OST

La spécialisation des taches

Ici, chaque ouvrier effectue toujours les mêmes taches, le processus de production d'un bien va être décomposé en multitude de taches impliquant les gestes simples à accomplir.

- ***L'individualisation des postes.***

Chaque poste est organisé de telle sorte que le salarié à le moins de contacts, le moins de relation possible avec les autres postes afin d'augmenter la cadence de la production.

- ***Les temps imposés***

C'est le temps nécessaire pour une tâche connue à l'avance en se servant de l'homme.

La séparation de l'exécution et du contrôle

Ces deux tâches étant différentes, l'exécution et le contrôle par niveaux hiérarchique supérieurs.

La séparation entre la conception et l'exécution

Le personnel d'encadrement est le seul responsable de la conception du travail et de la coordination et l'exécution revient aux ouvriers.

□ Les Conséquences De l'OST.

a. Les Avantages

L'OST présente les avantages suivants :

(Amélioration de la productivité de la main d'œuvre, Création des grands groupes industriels, Développement du travail à la création, Développement de la production en grande série par conséquent la consommation de masse)

b. Les inconvénients

(La monotonie du travail, L'absentéisme, Les accidents de travail, Les conflits sociaux apparaissent, Arrêt de la production, La baisse de la qualité des produits)

2. L'INFORMATIQUE

L'évolution de la technologie a eu une influence sur l'intégration du personnel dans la gestion.

- *L'évolution des qualifications*

+ Les nouvelles technologies devenues complexes exigent une main d'œuvres qualifiée

+ Le personnel doit être polyvalent pour éviter le chômage en cas de suppression d'emploi dans les situations d'utilisation de l'automatisation - *La gestion de l'effectif*

Cette gestion devient complexe en raison de changement rapide des techniques avec l'ère de la télécommunication et l'œuvre électronique.

Les entreprises sont tenues de réduire les emplois dont le niveau de capacité intellectuelle ne leur permet pas de s'adapter à cette révolution - *L'aménagement du temps de travail*

Face aux nouvelles technologies les entreprises vont former les équipes successives de travail, vont concevoir des horaires variables et de nouveaux programmes d'activité.

B- Les Facteurs Economiques

Les impératifs de productivité accrue nécessitent une grande implication du personnel, Avec la transformation économique et surtout l'ouverture vers le reste du monde la qualité du produit est une exigence. Cette situation sera renforcée par la concurrence, il est donc nécessaire de produire mieux par ce que les consommateurs aiment la qualité. On exige un personnel qui s'adapte aux révolutions technologiques, la formation qui permettra d'avoir des travailleurs polyvalents. La sévère concurrence inter-entreprise oblige les entreprises à porter un intérêt aux facteurs humains. On se rend compte que la compétitivité générale dépend de l'efficacité des ressources humaines.

On permettra également à l'entreprise une promotion des salariés et un changement des salariés ; les rémunérations se feront désormais selon la performance des travailleurs

C- Les Facteurs Institutionnels

Ces facteurs ont donné l'autorisation des représentations syndicales et collectives de travailleurs au sein de l'entreprise, ainsi, le personnel est autorisé à discuter de façon constante avec la direction.

D- Les Facteurs Juridiques

Avec l'évolution juridique, la fonction du personnel va désormais instaurer les contrats de travail les règlements intérieurs et appliquer les inventions collectionner et le code travail.

E- Les Facteurs Sociologiques

Ces facteurs font l'objet d'étude détaillé avec les théories suivantes :

MAC GREGOR, HERZBERG

1) SELON HERZBERG

Les individus ont deux (2) sources de satisfactions : les besoins d'hygiène et les besoins de motivations.

Les besoins entretien (hygiène au travail et maintenance)

Il s'agit de l'environnement de travail qui doit être sain et qui doit être favorable à l'épanouissement des travailleurs (Politique et administration de la firme, Supervision, Salaire, Relations personnelles, Conditions de travail)

La non satisfaction de ces besoins engendre des conflits, mais leur satisfaction n'apporte aucun contentement supplémentaire.

Les besoins de réalisation (reconnaissance, responsabilité)

Il concerne le contenu du travail ; c'est à dire que le travailleur doit connaître une évolution professionnelle. Il doit être responsabilisé (Achèvement, Reconnaissance, Attraction du travail lui-même, Responsabilité, Avancement)

La réponse à ce type de besoin est un facteur de satisfaction

2) SELON MAC GREGOR

Selon MAC GREGOR il y a la théorie X et la théorie Y. _

La théorie X

Le travailleur est irresponsable par nature ; pour ce fait il faut une direction de contrôle permanente de l'individu.

_ La théorie Y

Selon elle, les buts des travailleurs et de l'entreprise sont comparatifs. Cette théorie débouche sur une direction dont la tâche essentielle est d'organiser les conditions et les méthodes de travail pour que le personnel puisse atteindre ses propres buts en orientant ses

LES NOUVELLES FORMES D'ORGANISATION DU TRAVAIL

Pour remédier aux inconvénients de l'OST les entreprises ont proposé quatre (4) formules de solution : La rotation des postes ; l'élargissement des tâches ; l'enrichissement des tâches

LA ROTATION DES POSTES

Le principe est le suivant : faire tourner les ouvriers sur différents postes. Ce qui permet d'atténuer la visuelle et la fatigue physique au cours d'une même journée.

Cette formule diminue la monotonie, permet l'apprentissage d'autres tâches ; c'est à dire lui faire connaître l'ensemble des tâches et donc le rend polyvalent améliorant sa qualification. Cette façon d'accroître variété du travail à résoudre le problème de l'absentéisme et de vacation de poste dans l'entreprise.

L'ELARGISSEMENT DES TACHES

Il consiste à introduire plus de variété dans un travail répétitif en d'autres termes c'est la recomposition d'un ensemble d'opération partialisées à l'extrême. On regroupe alors plus de tâches élémentaires qui forment un tout.

L'ENRICHISSEMENT DES TACHES

Il consiste à rendre le travail plus intéressant ; pour cela il faut améliorer les conditions de travail et favoriser la participation des travailleurs aux prises de décision. Il s'agit également de l'accroissement du niveau de responsabilité des salariés, de l'autonomie et du contrôle dans un emploi.

La technique consiste à donner plus l'initiative et de responsabilité aux travailleurs en lui confiant les tâches es plus motivantes et les qualifier.

LE TRAVAIL EN GROUPE

Il consiste à regrouper les tâches de l'entreprise par les équipes de travail. On distingue deux (2) sortes d'équipes de travail :

Les groupes semi-autonomes

On parle de groupe semi-autonome lorsque les travailleurs reçoivent plus d'ordre de la direction, mais ont le privilège de décider de la mise en exécution de ces ordres du début à la fin de la production des résultats obtenus. Les groupes autonomes

Les travailleurs décident seuls des tâches à exécuter et même des techniques exécutions de ces tâches du début à la fin de la production des biens.

II- L'ADMINISTRATION DU PERSONNEL

Il consiste à gérer le personnel de sorte que les objectifs de l'entreprise soient atteints.
Selon FAYOL administrer c'est prévoir, organiser, commander, contrôler.

- 1) Place de la direction du personnel
- 2) Services du personnel

III- LA GESTION DU PERSONNEL

La gestion du personnel implique :

- _ L'affectation du personnel
 - _ Le recrutement du personnel
 - _ La rémunération et la promotion du personnel
 - _ La formation du personnel

N.B : Il faut ajouter l'établissement des plans de carrières, la définition et l'application des règles de sécurité, la conclusion des rapports.

A- L'affectation Du Personnel

L'affectation est un simple changement d'un lieu de travail. En d'autres termes il y a affectation lorsque le nouveau personnel est dirigé vers un service qui en fait la demande.

1) Les cas de changement de personnel

- Cas de l'évolution de l'entreprise

- _ La réorganisation des services de l'entreprise
- _ La décentralisation
- _ Le regroupement des services
- _ La suppression de certains postes

- Cas de l'évolution des travailleurs

(La promotion du personnel ou du travailleur, L'ancienneté, L'âge, La qualification, L'handicap, L'inaptitude)

2) Les méthodes d'affectation

- *L'utilisation des profils individuels*

Il s'agit de détecter les individus susceptibles d'être affectés à l'emploi considéré en tenant compte de leurs connaissances générales (diplômes), professionnelles, leurs expériences pour le poste et leurs aptitudes sociales (la vie en communauté, la moralité).

- ***L'utilisation des fiches d'appréciation***

Il s'agit des fiches individuelles d'appréciation et de notation du personnel.

- ***L'utilisation des plans carrières***

Il existe dans les entreprises des plans de carrières qui prévoient les possibilités d'évolution des travailleurs. On affecte les travailleurs sans tenir compte de leurs profils personnels.

- ***L'établissement des vacances d'emploi***

Cette méthode est certifiée pour prévoir les départs à la retraite, des mutations, des démissions ou des stages pour le service national, afin de remplacer le personnel au moment voulu. On signifie dans ce cas au personnel l'état des vacances d'emploi afin de susciter des candidatures.

- ***L'utilisation de l'organigramme prévisionnel***

L'entreprise s'appuie sur un organigramme ou elle envisage de l'affectation du personnel et conformément à cette prévision elle effectuera des affectations.

3) Les types d'affectation (les situations de changement d'Affectation)

□ La mutation

C'est un simple changement de poste sans évolution du niveau hiérarchique. On parle de mutation d'office lorsqu'elle sanctionne un comportement fautif de la part du salarié.

• La promotion

Elle correspond à une nouvelle affectation due à un niveau de qualification plus élevé, elle signifie plus de responsabilité et une augmentation de salaire.

REMARQUE : La promotion peut être verticale (passation d'un poste à un poste supérieur) ou horizontale (passation d'un poste à un autre poste voisin de même niveau hiérarchique)

• Le reclassement

C'est un changement d'emploi pour leur cause économique d'un poste précédemment occupé, soit à l'inaptitude de l'employé à conserver son poste à la suite d'un accident.

B- LE RECRUTEMENT DU PERSONNEL

1-Définition

Le recrutement est l'action par laquelle une entreprise satisfait ses besoins de personnel au niveau qualitatif et au niveau quantitatif.

Quelles sont les principales formes (sources) de recrutement ?

2-Les formes ou sources de recrutement

a) Le recrutement interne

L'entreprise recherche en son sein le personnel qu'elle veut recruter ; en d'autres termes c'est la promotion offerte à un salarié par l'entreprise pour que celui-ci occupe un poste de responsabilité plus élevé.

a-1) Les

avantages

(Augmentation des salaires, Coût de recrutement réduit, Rapidité d'adaptation, Motivation du travailleur, La promotion du travailleur).

a-2)

Inconvénients

Il entraîne la frustration, la démotivation des employés non connus, la jalousie, l'entreprise s'adapte difficilement au changement.

b) Le recrutement externe

Il désigne l'embauche du nouveau travailleur en provenance de l'extérieur. Pour ce faire l'entreprise peut s'adresser à des cabinets de placement pour le recrutement.

b-1) Les avantages

_ L'entreprise bénéficie des années de pratique (expérience du nouveau travailleur)

_ Le recours à de nouvelles compétences facteurs de dynamisation de l'entreprise

_ Il permet le rééquilibrage de l'entreprise en assurant le remplaçant des départs _

Il permet une nouvelle orientation de l'entreprise, un nouveau savoir-faire

2-b-2) Les inconvénients

_ Le coût du recrutement est très élevé pour l'entreprise

_ Intégration difficile des nouveaux travailleurs à cause du comportement aigris des anciens _ Difficulté d'adaptation au poste due à la méconnaissance de l'entreprise pour le recrû.

3) Quelles sont les étapes du recrutement ?

Un recrutement réussi commence par :

□ ***L'analyse du profil du poste*** : il s'agit de définir les compétences requises.

L'Objectif est de recueillir, évaluer, organiser l'information sur chaque poste.

Elle se caractérise par les éléments suivants :

✓ L'aptitude intellectuelle (formation académique)

✓ Les qualités professionnelles (l'expérience, la formation)

✓ Qualités relationnelles (présentation, autorités)

• **La prospection** : c'est la recherche des candidatures Elle se caractérise par :

- ✓ Une candidature spontanée (provenant de l'extérieur et de l'intérieur)
- ✓ Annonce dans les journaux, des affiches dans l'entreprise ✓ Appel aux organismes de placement aux services du personnel de l'entreprise.

• **La sélection** : Il s'agit de choisir le candidat le plus apte au profil demandé. Elle se fait en deux (2) étapes :

*La présélection : on écarte toutes les candidatures qui ne répondent pas aux exigences du poste

* La sélection finale : qui consiste à détecter la meilleure candidature.

Le tri des candidatures se fait par :

- ✓ . L'analyse du curriculum vitae (cv), rejet des candidatures ou retentions des candidatures
- ✓ . Seuls les candidats retenus font l'objet d'un examen approfondi
- ✓ . Un questionnaire standard est adressé aux candidats non éliminés, les autres reçoivent une lettre négative
- ✓ Les candidats retenus sont convoqués à un entretien
- ✓ . L'examen médical

□ **L'accueil et l'intégration** : L'accueil consiste à recevoir le candidat retenu dans l'entreprise pour une période d'essai. Ensuite on lui remet à cette occasion pour règlement, on lui fait visiter

le service, on lui présente le travail et le personnel et termine par l'embauche à l'issue de l'essai

C- LA REMUNERATION ET LA PROMOTION DU PERSONNEL

1) La rémunération

La rémunération est la contrepartie fournie par le salarié à l'entreprise.

a) Les facteurs déterminants de la rémunération Le système de rémunération doit tenir compte :

(De l'ancienneté de l'employé, Du niveau de qualification de l'employé, Du degré de difficulté et des compétences exigées par le travail, Les rémunérations versées par les autres entreprises pour les mêmes tâches, Les rentrées financières de l'entreprise) b)

Les formes ou modalités de la rémunération On distingue :

• *La rémunération totale au temps*

C'est la rémunération perçue par rapport au nombre d'heure de travail dans l'entreprise

• *La rémunération à la pièce*

C'est la rémunération perçue par rapport au nombre de produit fabriqués. L'employé est payé par l'unité de produit du prix sans faire référence au temps passé. Son inconvénient est qu'elle peut dégrader la qualité du travail

- *La rémunération mensuelle* : L'employé est rémunéré sur la base d'un horaire mensuel de travail

N.B : La rémunération comprend :

Le salaire de base, les primes, la gratification (la participation au fruit de l'expansion de l'entreprise)

c) La fonction d'un système de rémunération Le système de rémunération satisfait deux séries de besoin :

- Les besoins de l'employé -
Les besoins de l'entreprise

c-1) Les besoins de l'employé

Pour la couverture des besoins matériels, familiaux, personnel

- La sécurité : C'est la garantie de l'employé d'être payé régulièrement
- L'équité : la rémunération doit correspondre à la qualification de l'employé, ses compétences, son savoir-faire, son ancienneté, ses capacités, et ce que touchent les autres collègues dans d'autres entreprises du même secteur
- La clarté : Elle doit permettre au travailleur de contrôler, comprendre, lire les différents éléments de sa fiche de paye.

c-2) Les besoins de l'entreprise

- Augmenter la productivité du travail
- La qualité des travaux
- La sécurité du travail
- Le climat social

d) Les objectifs de la rémunération

- Attirer le personnel qualifié
- Retenir le personnel actuel dans l'entreprise
- Assurer l'équité
- Récompenser les comportements désirés
- Respecter les lois
- Contrôler les couts du personnel

2) La Promotion Et Le Suivi De Carrière

a) La promotion

Elle permet au personnel d'accéder à un nouveau poste de travail dont le niveau de responsabilité et de qualification est plus élevé. En d'autres termes la politique de

promotion consiste à donner à tout salarié la possibilité d'évoluer s'il est capable et s'il le désire.

On distingue deux types de promotion :

- **La promotion hiérarchique** : le salarié change de poste de travail à un niveau hiérarchique supérieur
- **La promotion professionnelle** : le salarié est maintenant dans son poste de travail mais ses activités professionnelles sont élargies

b) Le suivi de carrière

Le plan de carrière représente le plan de succession de chaque employé dans une entreprise.

Pour gérer la carrière de chaque employé il faut prendre en compte le présent et le futur.

- Les désirs exprimés pour le personnel dans le domaine de promotion, de l'affectation à un poste ou de mutation
- Les besoins de l'entreprise en matière de ressources humaines

D- LA FORMATION DU PERSONNEL

1 Définition

La formation correspond à l'acquisition d'un ensemble de savoir-faire, de savoir-être que tout individu doit posséder dans sa vie pour pouvoir exercer une activité professionnelle correctement

2 L'importance de la formation

_ La formation est un moyen d'adaptation

- Comblent les lacunes du nouvel embauché en vue de reformer aux techniques spécifiques de l'entreprise
- Le rendre plus qualifié avec un rendement attendu
- L'entreprise devient plus compétitive par rapport à ses concurrents

3 Les objectifs de la formation

Ces objectifs intéressent à la fois :

_ Le salarié

Outil de promotion

Un moyen d'adaptation au changement technologique

Source de satisfaction personnelle

Un moyen de réalisation d'une carrière professionnelle

_ l'entreprise

Moyen de motivation du salarié

Pourvoir les postes vacants

Attirer et avoir les salariés compétents et qualifiés

Se doter des salariés compétents et qualifiés
Elle devient compétitive par rapport à ses concurrents
Elever la productivité
Réaliser les plans carrières
Assurer la modalité de la main d'œuvre

— Pour l'économie du pays
Permet la mobilité des salariés
L'augmentation du niveau de connaissance de la population ; ainsi on a plus de chercheurs ingénieurs techniciens

4 Les types de formation

Il y a plusieurs types de formation. On les classe selon le contenu et selon la méthode
1) Selon le contenu

La formation initiale : elle est dispensée à l'école à l'université pour l'apprentissage et débouche sur un diplôme

- *La formation de perfectionnement ou d'adaptation* : elle permet d'améliorer les connaissances ou les compétences d'une personne disposant d'une qualification dans laquelle apparait des lacunes de permettre également au salarié de s'adapter à l'évolution de leur métier
- *La formation professionnelle continue* : elle a lieu après avoir obtenu un emploi et sert à entretenir les connaissances, les compétences. Elle permet également de reconverter les travailleurs privés de leur emploi au sein de l'entreprise
- *La formation de reconversion* : elle permet au salarié de changer d'emploi ou du secteur suite à son licenciement ou lorsque l'emploi qu'il occupait est menacé (soit par ce qu'il ne maîtrise pas le métier ou il on des heures très graves
- *La formation préventive* : elle prépare à un changement d'emploi dans les perspectives d'une restriction (agrandissement de l'entreprise ou extension des activités de l'entreprise
- *Le coaching* : cette formation consiste à confier le suivi d'un stagiaire à un cadre supérieur

2) Selon la méthode

- La formation classique : Ces formations se font sur le tas auprès des collègues lors des stages à durée variable
- La formation à distance : elle offre au salarié la possibilité de se former à leur rythme en utilisant divers moyens (par correspondance, par téléphone, l'internet logiciel, visioconférence)

N.B : On distingue la formation interne et la formation externe

La formation est aujourd'hui réglementée par le FDFP (Fond pour le Développement de la Formation Professionnelle). Toutes les entreprises de formation et de production doivent être agréées par le FDFP avant d'entreprendre toutes activités de formation.

De façon générale, on entend par relations humaines dans l'entreprise, les rapports qui se tissent entre le personnel de l'entreprise. Cependant, les plus importants sont ceux qui tissent entre la direction et les travailleurs. Ainsi, de façon plus particulière, les relations humaines dans l'entreprise concernent les rapports entre l'employeur et le personnel ou entre la direction et les travailleurs employés. En d'autres termes, les relations humaines définissent la manière dont l'employeur traite son travailleur dans l'entreprise sans information, sans communication, sans commandement, et sans une politique de motivation et d'intéressement. Pour mieux la comprendre, nous allons nous intéresser à l'information et à la communication dans l'entreprise, à l'organisation du travail, aux commandements et à la politique de motivation.

I- L'INFORMATION

1- Définition et caractéristique

L'information est un renseignement qui améliore notre connaissance sur un sujet. C'est un message complet capable de déclencher une action. Pour qu'une information soit de qualité, il faut qu'elle soit :

- Pertinente (répond à l'attente de celui qui la recherche)
- Vraie (conne une image exacte de la réalité)
- A jour (car une information dépassée peut être dangereux pour son utilisateur)
- Précise (décrit précisément son objet)
- Économique (à cout raisonnable)

Il existe l'information interne et l'information externe

2- L'importance de l'information dans l'entreprise

L'information est d'abord une base de décision.

En effet, la gestion de l'entreprise exige la prise de décision à tous les niveaux.

L'information permet donc de réduire les risques d'erreurs dans les prises de décision.

L'information est ensuite un facteur d'efficacité

Elle permet une bonne coordination des actions dans l'entreprise et donc accroît l'efficacité.

L'information est un facteur de motivation

En effet, pour s'impliquer à fond dans la vie de l'entreprise, les salariés doivent comprendre le sens de leur travail. Une telle améliore le climat social et donc la rentabilité de l'entreprise.

CHAPITRE II : LES RELATIONS HUMAINES

I. L'INFORMATION EST ENFIN UN FACTEUR D'ADAPTATION

Elle permet à l'entreprise d'être au courant des chargements et des innovations existantes sur le marché. Nous voyons aussi clairement que l'information est un élément central de la gestion de l'entreprise. A la différence d'une simple donnée de l'information est directement utile pour le décideur. Elle réduit de ce fait l'incertitude du manager

II- LA COMMUNICATION DANS L'ENTREPRISE

1- Présentation

Communiquer, c'est échanger des informations. C'est faire passer un message à une cible. C'est donc transmettre une information. Pour GALAMBAUD « la communication est un ensemble de pratique qui cherche surtout à réaliser une mise en relation des individus entre eux au sein de l'entreprise » On distingue :

- La communication descendante

C'est lorsque l'information part du niveau supérieur vers les subordonnées et véhicule les ordres, les renseignements, elle doit être claire et précise pour éviter les erreurs d'interprétation. Elle permet la bonne exécution du travail □ La communication ascendante

L'information part des subordonnées vers les supérieurs et véhicule des comptes rendus, des suggestions, des doléances, des critiques... L'absence d'information représente un danger pour l'entreprise ; Les dirigeants ne peuvent pas suivre correctement le travail des salariés et ceux-ci ne se sentent considérés que par leurs hiérarchies qui ne les consultent pas.

- La communication latérale ou horizontale

Elle se déroule entre les individus de même niveau hiérarchique et véhicule des explications, des conseils, des rumeurs ; Les différents services doivent pouvoir communiquer facilement afin d'éviter les rivalités et les rumeurs 2-

Les réseaux de communication

Le réseau formel : il concerne les informations officielles ou circulaires et les notes de services

Le réseau informel : il concerne les informations non- officielles relatives aux activités de l'entreprise.

Les objectifs attendus d'un réseau de communication

- Une circulation rapide de l'information
- Une circulation fluide de l'information
- Un cout peu élevé

3- Les Obstacles à La Communication Ils peuvent être de plusieurs ordres :

- Individuel : c'est lorsque très souvent le récepteur interprète l'information à partir de ses préjugés, de sa formation ou de son expérience. La peur, la méfiance sont également des attitudes de nature à détériorer la capacité de perception.
- Sémantique : il s'agit du vocabulaire utilisé, des mouvements de corps, du ton de la voix.
- Organisationnel : des perturbations peuvent provenir du nombre élevé d'intermédiaire ou d'une défaillance technique par lesquelles passe le message.

4- L'importance De La Communication

L'information rend l'entreprise transparente et lui permet d'être en permanence à l'écoute de l'environnement. La communication est source de motivation pour le personnel de l'entreprise et donc de rentabilité.

Diriger une entreprise n'est pas une chose aisée. L'entreprise étant au plan humain, non seulement une constellation de compétence mais aussi un ensemble de personne, de formation et de niveaux scolaires et universitaires divers, la diffusion du message apparaît donc comme le moyen privilégié par lequel le manager c'est-à-dire celui qui dirige et pratique le management donne des ordres, explique et coordonne les activités de cet ensemble humain hétéroclite. Une décision prise et mal comprise à la base n'aura jamais l'effet qu'on attend d'elle. L'information sera enfin utile pour dissiper les points d'ombre et d'une compréhension. Le bon management suppose donc une bonne circulation de l'information afin d'entretenir un bon climat social et soutenir la production et la productivité.

III- LES STYLES DE COMMANDEMENTS DANS L'ENTREPRISE

Définir les expressions suivantes (pouvoir, autorité, contrainte, centralisation, décentralisation, coordination)

Commander, c'est donner des ordres. Pour comprendre la façon dont la direction transmet ses ordres aux travailleurs. Nous allons distinguer deux types de commandements :

- le commandement traditionnel
- le commandement moderne et démocratique

1) Le Commandement Traditionnel

C'est un type de commandement que l'on retrouvait dans les entreprises à l'époque ancienne et qui s'exerce à travers trois types de commandements à savoir : le commandement autocratique, le commandement paternaliste et le commandement bureaucratique

□ Le style autocratique

C'est un style ancien de commandement qui repose sur une autorité rigide appelant le travailleur à se soumettre passivement à la direction

• *le style paternaliste*

C'est un style ancien qui admet une dépendance totale des travailleurs vis-à-vis de la direction que l'on considère comme << père de famille >> parce qu'elle récompense très souvent les travailleurs et sanctionne ceux qui n'obéissent pas aux ordres.

• *Le style bureaucratique*

C'est un style ancien qui repose sur le strict respect des règlements de l'entreprise et qui considère l'entreprise comme un système hiérarchisé, c'est-à-dire une organisation dans laquelle les ordres se transmettent aux travailleurs en passant par tous les services intermédiaires. En clair, c'est une organisation dans laquelle chacun sait qui a autorité sur qui. Avantages : puissants moyens de coordination et de cohérence. L'unité de commandement évite les rumeurs et permet la rapidité dans les prises de décision. La crainte des sanctions instaure de bons ordres indispensables à l'accroissement de la productivité.

• *Le style charismatique*

C'est un style de commandement dans lequel le chef décide tout, réfléchit et conçoit la politique de travail et ce qu'on doit faire

2) Le Commandement Moderne Et Démocratique Ou Décentralisation Du Pouvoir

C'est un commandement qui fait participer les travailleurs à l'élaboration des ordres.

C'est un style qui privilégie la concertation, des consensus.

□ Commandement participatif

□ Commandement coopératif

Il est fondé sur une collaboration entre les responsables de l'entreprise et les salariés. Les salariés sont associés aux prises de décision. Il existe deux (2) formes de commandements modernes

_ Le style technocratique

_ Le style démocratique

Le style technocratique

Dans ce style le pouvoir des salariés (dirigeants) est légitimé par leurs compétences techniques. Les cadres participent au pouvoir de décisions. Dans une telle situation on dit qu'il y a délégation de pouvoir à l'échelon inférieur (décentralisation)

Le style démocratique

Dans ce style le pouvoir est légitimé par la base (élection des dirigeants) c'est-à-dire que la participation des travailleurs aux décisions est nécessaire pour que ces décisions soient prises en compte

Le style consultatif ou délégatif

Dans ce style les subordonnés sont consultés sur les décisions à prendre mais le supérieur prend la décision finale

Le style participatif

Dans ce style le travail est effectué en commun pour élaborer des solutions et le manager ne joue qu'un rôle d'arbitre

REMARQUE :

L'autorité est le droit ou le pouvoir qu'une personne a de commander une autre personne
IL existe deux (2) types d'autorité :

_ L'autorité légale : Elle est fondée sur le statut dans l'entreprise (droit de propriété, délégation de pouvoir)

_ L'autorité naturelle : Elle est fondée sur des qualités professionnelles (l'expérience, la compétence technique, le charisme, l'influence)

IV- LA MOTIVATION DE L'HOMME AU TRAVAIL

1) Définition

La motivation est l'ensemble des facteurs qui pousse le personnel à s'investir dans l'activité ou à donner le meilleur de lui-même. C'est une politique d'incitation au travail. Elle couvre également au désir de l'employé de faire une activité à son plein gré.

2) Les Théories De La Motivation

• La théorie de TAYLOR

Pour TAYLOR l'homme est naturellement paresseux et sa principale motivation est la motivation pécuniaire. L'homme cherche à gagner beaucoup d'argent en travaillant le moins possible.

• La théorie d'ELTON MAYO

Dans sa théorie il montre que les motivations de l'homme au travail dépendent du groupe dans lequel il s'insère. Ces enquêtes ont montré que ses bonnes relations au sein d'un groupe et la considération manifestée à chaque travailleur contribuent à l'accroissement de la productivité dans l'entreprise.

Si l'on témoigne un intérêt particulier à un groupe de travail, la cohésion et le moral de ce groupe s'améliorent et sa productivité croît

Si l'on associe les travailleurs à certaines décisions, la satisfaction et le rendement augment

Si l'on améliore les rapports entre ouvriers et maîtres, les conflits et les freinages de production disparaissent.

Être considéré, participer, communiquer, voilà ce qui rend l'homme heureux dans son travail.

□ La théorie d'ABRAHAM MASLOW

MASLOW est l'auteur de la pyramide des besoins qui distingue cinq (5) niveaux de besoin. Selon lui aucun besoin supérieur ne peut être satisfait sans que le besoin inférieur ne soit satisfait. Les différents besoins sont :

Niveaux	Besoins
1	Physiologique (nourriture, logement, santé,...)
2	Sécurité (stabilité de l'emploi et régularité du revenu)
3	Appartenance (se sentir adopté par le groupe)
4	Estime (être quelqu'un aux yeux des autres), se sentir admiré
5	Réalisation (pouvoir utiliser ses facultés)

Selon cette théorie, les besoins constituent une donnée fondamentale dans la recherche d'un emploi rémunéré. L'entreprise doit donc offrir des conditions de travail susceptibles de répondre positivement à ces besoins.

C- Les Moyens De Motivation Du Personnel Dans L'entreprise

- _ Motivation pécuniaire ou financière (salarié, les primes, les participants au bénéfice, les avancements)
- _ Le cadre de travail (confort générale)
- _ Possibilité
- _ Formation continue de perfectionnement et de recyclage
- _ La communication bilatérale
- _ Activité socioculturelle
- _ Le travail dans une ambiance agréable
- _ Sentiment d'être traité comme un homme libre (juste appréciation des vérités, bonne information, consultation).
- _ Accorder certaines faveurs (logement, transport du personnel, assurance ce qui entraîne une amélioration des conditions de travail.)
- _ Adaptation du travail aux capacités professionnelles et au joute

D- Les Différents Types De Motivation

On distingue deux (2) types de motivation :

Les motivations financières et les motivations non financières

- _ Les motivations financières : Elle porte sur le niveau de rémunération sur le plan de carrière et sur les stages de formation
- _ Les motivations non financières : Elles portent sur les dons en nature, les décorations, les voyages, les soirées, les fêtes organisées par l'entreprise

V- LES CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DE BONNES RELATIONS HUMAINES

Ce sont des rapports sociaux, elles doivent donc viser la pleine intégration de l'homme dans son milieu de travail, elles doivent être au service de l'homme et consulter son épanouissement dans l'entreprise. Ses relations doivent aussi préserver les travailleurs d'un sentiment d'aliénation générateur de conflit. C'est pourquoi il faut adapter l'homme au travail c'est-à-dire il faut faire en sortes que les postes des travailleurs soient tenus par ceux qui ont des qualifications requises pour cela l'entreprise doit desceller les aptitudes des candidats à des postes et les former. Adapter le travailleur c'est-à-dire que l'entreprise doit offrir de bonnes conditions de travail.

Exemple : un lieu de travail propre, une juste rémunération.

Choisir un style de commandement qui favorise l'homme au travail. L'entreprise doit éviter de composer un fossé entre les travailleurs. Elle doit toujours chercher à cultiver ces sentiments de solidarité et encourager la pleine participation des travailleurs à la vie de l'entreprise.

MOTS ET EXPRESSIONS A DEFINIR

Le recrutement-La rémunération - La rémunération à la pièce - La formation - La flexibilité du personnel - L'ergonomie - Le recrutement interne - Le recrutement externe - La carrière ». La promotion - La Gestion Prévisionnelle des Effectifs - L'enrichissement des tâches - L'OST L'information - La communication - La motivation - Le système d'information - Outil d'aide à la décision - Un système de décision - Communiquer - Communication latérale - Les relais - Un feedback - Communication fonctionnelle - Un système de gestion - Style de commandement - Promotion verticale - Commandement technocratique

REPONDRE AUX QUESTIONS SUIVANTES

- Quelles sont les étapes du recrutement ?
- Comment se fait la prospection des candidats au cours d'un recrutement ? Dans un contexte concurrentiel, quelle est l'importance de la formation pour l'entreprise et pour le travailleur ?
- Citez les principales tâches qui relèvent de l'administration du personnel ?
- Quelles sont les différentes formes de rémunération du personnel ?
- Donnez les principes de l'OST et faire ressortir les conséquences.
- Donnez et expliquez les styles de commandement.
- Quelles sont les qualités d'un système d'information ?
- Quels sont les obstacles à une bonne communication ?
- Donnez le rôle de l'information dans une entreprise ?
- Quels sont les facteurs de motivation des salariés dans une entreprise ?
- Qu'est ce qui est susceptible de compromettre une bonne relation humaine dans une entreprise ? **Réponses**

*DEUXIEME PARTIE: LE
PILOTAGE
L'ENTREPRISE*

Chapitre 1 : NOTION DE PILOTAGE

Le pilotage de l'entreprise paraît la fonction la plus importante. Dans le langage courant on utilise indifféremment gestion, direction ou administration pour désigner les activités relatives au pilotage de l'entreprise. L'administration recouvre en réalité les notions de direction et de gestion.

I. Définition et objectifs du pilotage

□ Définition

Piloter une entreprise, c'est la diriger de façon à atteindre les objectifs fixés par celle-ci en mettant à sa disposition, des moyens nécessaires.

□ Objectifs

La direction a pour rôle de diriger, de planifier et de formuler les critères de base de l'entreprise. Piloter une entreprise, c'est à la fois :

- fixer des objectifs ;
- choisir et mettre en œuvre les moyens pour les atteindre ;
- contrôler le fonctionnement et les résultats
- opérer des régulations, c'est-à-dire apporter des mesures correctives afin d'atteindre les objectifs fixés.

a. Assigner des objectifs à l'entreprise

C'est la direction de l'entreprise qui détermine les objectifs (objectifs globaux). Selon Peter Drucker, on distingue huit principaux objectifs.

➤ Le profit

Le profit représente la rentabilité des capitaux investis. La recherche du plus grand profit incite les entreprises à mettre en place des stratégies diverses.

➤ La position sur le marché

C'est la part de marché de l'entreprise exprimée souvent par le volume de ses ventes. ➤

La productivité

Elle est l'augmentation de la production par ouvrier ou l'augmentation des ventes par vendeur.

P = production globale / facteur de production

Ainsi la productivité du travail est le rendement par ouvrier utilisé dans le processus de production. < **Les finances**

- Ce sont les ressources matérielles ou financières dégagées par l'activité propre de l'entreprise. **L'innovation**

C'est la création de produits nouveaux, l'amélioration des produits existants, la recherche et le développement. Ou encore, l'innovation est l'ensemble des améliorations que l'entreprise apporte à son fonctionnement. Elle exprime le progrès de l'entreprise.

➤ **Le développement**

L'objectif de développement en entreprise est la mise en place d'un programme de développement cohérent et fiable.

➤ **Capacités et aptitudes des travailleurs**

Cet objectif constitue pour l'entreprise la mise en place d'un programme de formation pour améliorer l'efficacité et la performance des travailleurs.

➤ **Les responsabilités**

Il s'agit de semer dans l'esprit des travailleurs, l'idée de l'entreprise citoyenne et les impliquer de plus en plus dans la vie de l'entreprise.

b. Mettre en place les moyens en vue d'atteindre les objectifs

Il s'agit de recevoir les hommes, de les former, de rassembler les capitaux et les moyens suffisants pour réaliser les objectifs fixés.

c. Contrôler le fonctionnement et les résultats

Il porte à la fois sur les résultats de l'activité et sur l'activité elle-même. Ce contrôle concerne différents domaines de gestion de l'entreprise :

- Le contrôle de la qualité des produits dans les unités techniques ;
- Le contrôle du climat social par rapport aux relations humaines ;
- Le contrôle des activités des représentants commerciaux.

d. Les régulations à opérer

L'entreprise utilise différents types de régulation :

- La régulation par rétroaction ou par erreur: c'est entreprendre des actions correctives à partir des écarts constatés entre les résultats et les objectifs ;
- La régulation par anticipation : c'est modifier le fonctionnement du système au regard des prévisions de l'évolution de l'environnement pour éviter les mauvais résultats ;
- La régulation par alerte : c'est corriger le processus à partir des informations sur le système lui-même (rupture de stock, panne etc.)

II. LES DIFFERENTS MODES DE DIRECTION.

On distingue deux modes de direction : la direction centralisée et la direction décentralisée. **1. La direction centralisée.**

La centralisation est la détention du pouvoir par un nombre limité de personnes. La direction s'informe et décide seule des actions qui doivent être menées par les subordonnés. Le système est fondé sur l'obéissance des subordonnés. La direction centralisée présente deux inconvénients majeurs tels que :

- la non responsabilisation du personnel
- la moindre qualité des décisions dans la mesure où un nombre limité de personne ne peut pas contrôler et analyser toutes les informations nécessaires à la prise de décisions.

2. La direction décentralisée

La décentralisation du pouvoir c'est transférer une partie de ses pouvoirs à des subordonnés tout en gardant les contrôles. Les modes de décentralisation sont :

- **La Direction Participative Par Objectif (DPPO)** : c'est la participation des salariés à la définition des objectifs ;
- **La Direction Par Objectif (DPO)** : c'est la définition des objectifs aux salariés sans leur indiquer les tâches à accomplir ;
- **La Direction Par Exception (DPE)** : c'est la prise de décision par les salariés eux-mêmes, sauf en cas de situation exceptionnelle où ils ont recours à la hiérarchie ;
- **Le cercle de qualité** : groupe de 5 à 10 salariés chargés de mener des réflexions sur la vie de l'entreprise et de faire des propositions à la direction ;
- **La délégation de pouvoir** : c'est le transfert de compétence de l'autorité aux collaborateurs dans une période de temps bien déterminée ;
- **L'autogestion** : c'est la gestion de l'entreprise par les salariés eux-mêmes soit directement, soit par le biais de représentants élus ;
- **La cogestion** : c'est l'association des salariés à la prise de décision à travers leurs représentants.

III. LES STYLES DE COMMANDEMENT

1. Définitions

Le pouvoir : c'est la capacité d'imposer sa volonté, de forcer l'obéissance ou de faire prévaloir son opinion au sein d'une organisation.

L'autorité : c'est l'aptitude à faire respecter volontairement les ordres.

2. Les commandements traditionnels

- **Le pouvoir charismatique**

Il est fondé sur la croyance dans les qualités exceptionnelles du décideur, très supérieures à celles des autres individus.

- **Le comportement autoritaire ou leadership autocratique**

Le chef décide seul, distribue et guide les tâches. L'entreprise risque de souffrir du manque d'implication du personnel. Elle n'exploite pas les capacités créatrices des salariés et peut connaître un grave problème de succession en cas de disparition du chef.

3. Les commandements modernes

c) **Le comportement démocratique**

Le chef demande l'avis des subordonnés sur les objectifs et les modalités d'exécution. Il développe la communication entre les membres du groupe afin que chacun se sente solidaire. Il recherche l'adhésion du personnel aux décisions et délègue autant que possible son pouvoir.

d) **La délégation d'autorité**

Il s'agit de confier à un subordonné une mission précise ainsi que les moyens pour la réaliser.

e) **La structure technologique**

Les pouvoirs sont transférés aux fonctionnels (staff) sous forme de formation, méthodes, ... On parle de technostructure.

IV. Les nouvelles méthodes de management.

1. La théorie X et Y.

Douglas MAC GREGOR (1906-1964) : Professeur de psychologie, issu du courant de pensée des Relations Humaines, propose la théorie Y en opposition à la théorie X (Ecole Classique) qui est, pour lui, dépassée. Il distingue 2 types opposés d'employés pour lesquels 2 styles de management différents sont nécessaires.

THEORIE X	THEORIE Y
Conception de l'homme au Travail	
• Aversion pour le travail • Fuite devant les responsabilités • Aime être dirigé • Prend peu d'initiatives • Stricte exécution des tâches	• Le travail est aussi naturel que les loisirs • Intéressé par son travail • Recherche les responsabilités • Aime entreprendre
Méthodes de management	
• Contrôle nécessaire • Contrainte, menaces • Exercice de l'autorité • « La carotte et le bâton »	• Participation aux décisions • Direction par objectifs • Responsabilisation des salariés • Délégation

**MANAGEMENT DIRECTIF
PARTICIPATIF.**

MANAGEMENT

2. La grille managériale de Black et Mouton.

Robert Blake et Jane Mouton : chercheurs en psychologie d'entreprise, ils publient en

1964, une grille représentant les comportements du manager qui est l'identification de 5 styles de management en fonction de 2 critères : ➤ Le degré d'attention porté aux hommes,

➤ Le degré d'intérêt porté aux tâches.

Style de management	CARACTERISTIQUES
Management « country club »	Bonnes relations dans le groupe ; bonne ambiance ; rythme de travail confortable.
Management D'équipe	Engagement de l'équipe pour accomplir le travail en commun.
Management Institutionnel	Voie médiane, celle du compromis qui permet l'équilibre entre rendement et moral des employés.
Management appauvri	Le minimum est fait pour accomplir le travail.
Management autoritaire	Fondé sur l'autorité et l'obéissance.

Notion De Décision

Une décision est un choix irréversible et risqué entre plusieurs solutions possibles ; c'est une action ou une politique qui permet à l'entreprise de fonctionner. La qualité de la décision dépend de celle des informations.

I- PROCESSUS DE PRISE DE DECISION OU LES ETAPES DE LA PRISE DE DECISION

La prise de décision en entreprise est un acte technique. La décision ne relève pas uniquement du talent d'un chef inspiré. L'art de décider se pratique et s'apprend. Une décision ne se prend pas subitement, elle résulte d'une démarche ou d'un processus structuré. On a :

** La perception du problème*

Elle consiste tout d'abord à identifier les difficultés à traiter ou l'opportunité à saisir. La perception du problème passe également par des comparaisons avec d'autres résultats, d'autres entreprises, toute forme d'informations...

L'interprétation de tous ces éléments aboutit au diagnostic de la situation de l'entreprise.

** L'examen des solutions*

Il s'agit de recenser toute forme de solutions envisageables en examinant les conséquences directes et indirectes sans se limiter au coût.

** La phase de choix*

Elle vise à sélectionner la meilleure opportunité. A ce niveau, l'expérience du décideur intervient et celui-ci s'assure avec les outils tels que les calculs de probabilité, la gestion des stocks...

** La mise en œuvre de la décision et le contrôle*

Une fois la décision arrêtée, il s'agit de l'appliquer sans hésiter et d'oublier les autres solutions qui auraient pu être retenues. Il s'agit aussi de se soucier du résultat ; c'est-à-dire voir si les effets de la décision sont conformes aux objectifs.

II- LES NIVEAUX DE DECISION

Les décisions peuvent être rangées en fonction de leur échéance. On distingue :

Les décisions stratégiques

Elles portent sur les relations de l'entreprise avec son environnement, le marché, la croissance, la technologie à adopter. Elles concernent l'avenir de l'entreprise et elles sont dévolues à la direction. En général ce sont des décisions de haute importance qui s'étendent sur une longue période.

Exemple : le changement de la politique de prix, le recrutement *les*

décisions tactiques ou de gestion ou administratives

Ce sont les décisions de gestions des ressources à savoir leur acquisition, leur organisation et leur développement. Ce sont des décisions qui servent d'appui à la réussite des décisions stratégiques et font intervenir des calculs de mathématiques

Exemple : la quantité à commander *les*

décisions opérationnelles

Ce sont des décisions d'exploitations, à savoir les décisions quotidiennes au sein de l'entreprise pour son bon fonctionnement. Ce sont des décisions à court terme Exemple : le pointage des travailleurs elles sont répétitives et donc ont des effets immédiats.

III- L'EXERCICE DU POUVOIR DE DECISION

Il repose sur le pouvoir et l'autorité.

Le pouvoir, c'est la capacité d'imposer sa volonté de force, l'obéissance au sein de l'organisation. L'exercice du pouvoir peut nécessiter de faire respecter volontairement des ordres ; dans un système d'autorité, les mesures contraignantes sont utiles. Le processus de prise de décisions : il comprend plusieurs étapes.

1-identifier le problème

2-collecte des informations ou recherche → phrase intelligente

3-analyse des informations recueillies

4-concertation et discussion en vue de phrase de conception Recenser
les situations envisageables

5-prise de décisions, un ou des choix d'une meilleure-----→ phrase de choix ou de sélection Opportunité de solutions

6-la mise en œuvre de la décision-----→ phrase d'exécution 7-
évaluation des résultats obtenus -----→phrase d'évaluatio

MOTS ET EXPRESSIONS A DEFINIR

Piloter une entreprise - Entreprise citoyenne - Décentralisation - Style de commandement Style participatif - Compétitivité des entreprises - Productivité du travail - Externalité - Décision Environnement - Part de marché - Décision tactique -

Style de décision - Organigramme - Le pouvoir
Segmentation du marché - Etude de marché - Régulation – Cogestion

REPONDRE AUX QUESTIONS SUIVANTES

1. Expliquez les styles de décision en fonction du temps et de la hiérarchie des décideurs ?
 2. Quelle est l'importance de l'innovation dans la compétitivité des entreprises ?
 3. Quelles sont les étapes de la prise de décision ?
 4. Quelle est l'importance de l'environnement dans la prise de décision de l'entreprise ?
 5. Expliquez les théories X et Y, et faites ressortir la différence entre ces deux théories.
- Réponses

TROISIEME PARTIE: LA STRATEGIE

DEFINITION

A l'origine, la stratégie est un terme militaire qui fait référence à l'art de coordonner l'ensemble des forces d'un pays en vue de préparer une guerre. En entreprise, la stratégie consiste à rassembler toutes les forces de l'entreprise, ces ressources pour lutter contre la concurrence.

L'objectif de la stratégie peut être quantitatif ou qualitatif ; les objectifs peuvent être de court ou long terme.

Selon CHANDLER, la stratégie, c'est la détermination des objectifs à long terme d'une entreprise par l'adoption de politiques déterminées et l'allocation des ressources pour atteindre le mieux possible ses buts.

Pour OCTAVE GELINIER, la stratégie d'entreprise est l'ensemble des décisions destinées à adapter dans le temps et dans l'espace les ressources de l'entreprise aux opportunités et aux risques d'un environnement en mutation constante, C'est l'art de maîtriser le destin, de choisir plutôt que de subir. En clair, la stratégie est l'art de combiner des actions pour atteindre un but.

LES GRANDES ETAPES DE LA STRATEGIE

- fixer les objectifs de la firme
- fixer les objectifs de la firme
- analyser l'environnement
- analyser les forces et faiblesses de l'entreprise
- effectuer une projection à terme de l'évolution de l'entreprise

examiner l'écart entre cette projection et la situation idéale souhaitée (cet écart s'appelle le GAP stratégique)

définir les moyens pour réduire le GAP

I- LES CARACTERISTIQUES DE LA STRATEGIE

Une stratégie repose sur trois caractéristiques :

- elle positionne l'entreprise par rapport à son environnement à partir d'une analyse de celui-ci et en fonction de ses potentialités

- elle engage l'entreprise à long terme puisqu'elle consiste en des décisions qui nécessitent une durée importante pour aboutir dans la mesure où elle concerne les activités et les structures mêmes de l'entreprise.
- Elle engage l'entreprise toute entière, contrairement aux décisions qui concernent les modalités d'exécutions de la stratégie.

II- LES TYPES DE STRATEGIES

On distingue les stratégies de diversification et les stratégies de spécialisation.

1) Les stratégies de diversifications

C'est le comportement de l'entreprise qui consiste à exercer dans plusieurs domaines d'activités. Il s'agit donc pour l'entreprise d'accomplir des activités hétérogènes ; plusieurs raisons poussent une entreprise à se diversifier.

- La première raison est la prudence car la diversification réduit la dépendance vis-à-vis d'un marché, d'un produit ou d'une mission économique.
- L'entreprise peut se diversifier par nécessité de contrôle de certains secteurs.
- On peut procéder à la diversification, à cause de la saturation du marché .Lorsque les réserves de l'entreprise excèdent ses besoins d'expansion, alors la diversification est pour elle un placement.

Il existe la diversification horizontale portant sur les produits qui répondent à une même mission. La diversification verticale consiste à se positionner dans les activités marquant les étapes d'une filière de production. La diversification conglomerale rassemble des activités très différentes les unes des autres.

2) les stratégies de spécialisation

Il s'agit des stratégies d'expansion. De nos jours, l'amateurisme ne suffit plus pour être compétitif. On est plus efficace en faisant un choix ou en se spécialisant. Pour cela, il y a trois voies qui s'offrent aux entreprises.

- * **La stratégie d'intégration** du marché : elle consiste à augmenter les ventes en conservant les produits et les marchés habituels. L'avantage est que l'entreprise connaît bien son produit et son marché. Mais elle est trop dépendante
- * **La stratégie de développement** du marché : elle consiste à rechercher de nouveaux marchés pour les produits habituels. Cela réduit la dépendance à l'égard d'un marché. Mais elle coûte chère à cause des études.

- * **La stratégie de développement** du produit : elle consiste à vendre de nouveaux produits sur les marchés habituels. Cette stratégie est utilisée pour la concurrence se fait par les prix et par le renouvellement de produits

Lorsque l'entreprise délaisse certaines activités pour se consacrer à une activité principale, on dit qu'elle fait un **recentrage**.

III- LE COMPORTEMENT DU STRATEGUE

Le stratège, c'est celui qui prend des décisions stratégiques : C'est donc le chef de l'entreprise ou de la direction. Le dirigeant doit concilier les aptitudes de gestionnaire et de stratégie. Cela signifie qu'il doit accomplir quatre types de tâches

- * Il doit posséder une réelle capacité de communication car il a en charge l'image de l'entreprise dans la société
- * Il doit rechercher la pérennité de l'entreprise en identifiant les opportunités.
- * Il doit savoir prendre des risques et innover
- * Il doit veiller à ce que des moyens suffisants garantissent l'efficacité du fonctionnement dans la pratique, le choix d'une stratégie appropriée au moment explique la pérennité de l'entreprise. Le stratège est un gestionnaire et un visionnaire.

IV- LES VARIABLES STRATEGIQUES

Une variable stratégique est un moyen pour l'entreprise d'assurer sa croissance et sa compétitivité. Ces variables sont : Le couple marché-produit, l'innovation, la formation des hommes et l'investissement.

1) l'innovation

C'est la mise en œuvre de quelques choses de nouveau concernant la technique, la vente, ou la gestion avec création d'un chiffre d'affaire et un profit. La clé du dynamisme d'une entreprise est sa capacité de se renouveler.

Une innovation est une nouveauté, un changement qui modifie le degré de satisfaction d'un besoin. C'est aussi appliquer ces idées ou celles des autres (on peut acheter des brevets, des licences, mais aussi des conseils de spécialistes). De plus en plus une entreprise qui n'innove pas est condamnée à disparaître. La concurrence exige qu'on change, qu'on modifie, qu'on renouvelle les produits mais aussi les techniques et l'organisation des entreprises.

- L'innovation peut être absolue si elle, résulte d'une création ex-nihilo. Ex : Création de la première cocotte-minute.

- L'innovation peut correspondre à une amélioration ou à une différenciation d'un produit déjà existant.

L'entreprise n'a pas besoin d'innover en permanence pour rester compétitive. Elle peut veiller sur son environnement, surveiller la concurrence et la devancer : *C'est la veille technologique*. La méthodologie de l'innovation distingue toutefois cinq phases : La phase d'estimation

Elle consiste à analyser l'environnement de l'entreprise et surtout le marché afin de déterminer les besoins nouveaux, les possibilités techniques de réaliser un objet ou un service correspondant au besoin, les possibilités économiques, financières et institutionnelles de réaliser l'innovation : C'est une étude de faisabilité. La phase de définition

Lorsque la faisabilité est admise, il faut concrétiser l'idée. Celle-ci ne doit pas s'écarter de la stratégie générale de l'entreprise.

Ex : Quelles seront les répercussions de l'innovation sur la concurrence ? La phase de résolution

Une fois le problème défini et les contraintes identifiées (temps, moyens. . .), on passe à la phase de créativité. L'entreprise peut avoir recours à différentes méthodes telles que le « brain storming ». Elle peut faire appel à des spécialistes, des cabinets conseils ou trouver des solutions internes pour éviter l'espionnage industriel. La phase de conception

Après le brassage d'idées, la solution ayant été arrêtée, on passe à la réalisation des prototypes, des simulations... L'innovation a enfin pris forme, elle existe et il faut la protéger.

La phase d'évaluation

- Toutes ces idées et solutions possibles doivent être chiffrées en fonction de leur faisabilité et de leur coût
 - On cherchera également à définir les résultats possibles (chiffre d'affaires, bénéfice. .) de chaque projet, mais aussi leurs répercussions internes (modification de l'organisation, des structures, du climat social. .).
 - Enfin la solution définitive doit être en harmonie avec la stratégie de l'entreprise.
- Pour limiter les risques de l'innovation, une planification très stricte des phases s'impose.

2) l'investissement

Investir, c'est immobiliser des ressources financières dans des opérations dont les résultats s'étendent sur plusieurs années. Pour le chef d'entreprise, l'investissement est le moyen d'assurer le développement et la compétitivité de son entreprise. On peut faire une classification par objectif :

Les investissements liés à l'exploitation

D s'agit des investissements de remplacement (ils visent à maintenir l'appareil productif ou de production en l'état) et les investissements d'expansion ou de capacité (ils rendent plus performant l'appareil productif).

Les investissements financiers

L'entreprise peut prendre des participations en achetant les titres d'une autre société qui seront rémunérés. L'entreprise pourra ainsi exercer un-contrôle sur la société émettrice.

Les investissements intellectuels

Il s'agit essentiellement des dépenses de la recherche appliquée ou de l'achat de brevets.

Les investissements humains

Dès lors que l'homme participe à l'exploitation de l'entreprise, il constitue un investissement. C'est cela qui justifie la floraison de cabinets de « chasseurs de têtes » chargés de recruter les personnes indispensables à l'entreprise à des coûts élevés.

Les investissements sociaux de prestige ou de qualité

Ces investissements favorisent un bon climat social dans l'entreprise (ex : création de restaurants, ramassage des travailleurs...). Cela offre une meilleure image à l'entreprise, en évitant l'absentéisme et le désintérêt au travail. Ces investissements ne sont pas toujours programmés mais décidés au coup par coup dès qu'il y a une capacité d'autofinancement dans l'entreprise.

3) le domaine marketing (couple marché-produit)

Il s'agit de l'étude du marché et des politiques commerciales

Le couple marché-produit est la variable stratégique qui permet à l'entreprise de se démarquer de la concurrence pour assurer sa croissance, car il tient compte :

De la demande d'un produit par une clientèle précise.

- De la concurrence de l'entreprise sur ce marché particulier.
- Du savoir-faire de l'entreprise sur ce même marché.

Quel est donc l'intérêt de fonder une stratégie sur la variable marché-produit ? En effet :

- L'entreprise qui n'évolue que sur un seul couple marché-produit s'est spécialisée. Cela peut être très rentable en situation de monopole.
- L'entreprise qui a plusieurs métiers s'est diversifiée, ce qui lui permet de réduire les risques d'échec.
- L'entreprise qui se diversifie et adopte différents métiers profite d'un effet de synergie. Elle peut employer des pièces communes (réduction de coûts), utiliser les mêmes

réseaux de distribution et de communication (la notoriété d'un produit profite aux autres).

Lorsque l'étude du couple marché-produit se fait par rapport à un produit pris isolément, on parle *d'analyse élémentaire*. Le couple marché-produit évolue dans le temps en fonction du cycle de vie du produit qui comprend quatre phases :

Le lancement : Ici le produit n'étant pas très connu, le taux de croissance des ventes évolue très lentement.

La croissance : Le produit est connu et demandé, le taux de croissance des ventes augmente rapidement.

La maturité : Le marché est saturé le taux de croissance des ventes n'augmente que très peu.

Le déclin : le produit n'intéresse plus personne, les ventes chutent. Les types de produit déterminent la durée des différentes phases. Ex : Les gadgets ont un cycle de vie très court appelé Skate-board ou feu de paille.

En revanche, d'autres produits ont un cycle de vie long, car on peut les relancer ou en faire un autre usage. Ex ; Le gaz, le charbon...

Lorsque l'étude du couple marché-produit se fait par rapport à différents domaines d'activités de l'entreprise, donc à différents produits, on parle de portefeuille d'activités. Repérer les différents domaines d'activités, c'est diviser le marché en « segments stratégiques ». Cela permet de définir les métiers.

4) La formation des hommes :

La formation des hommes est une variable stratégique de l'entreprise. En effet, l'un des facteurs de résistance au changement est le manque de formation des individus. La formation permet l'intégration du personnel et augmente sa productivité. A ce titre la formation est l'investissement dont la rentabilité est difficile à évaluer.

CHAPITRE II : LA CROISSANCE DE L'ENTREPRISE

La croissance apparaît comme une nécessité vitale dans un système économique extrêmement dynamique ou le fait pour une entreprise de ne pas progresser est comparable bien souvent à une régression.

La croissance d'une entreprise est un phénomène complexe car il est difficile de la définir avec exactitude et de la mesurer.

On définit La croissance comme un processus qui conduit à l'augmentation de la taille de l'entreprise et à une transformation de ses structures, voire de ses activités.

Dans ce processus, l'entreprise utilise plus de facteurs de production (matières premières, personnel...) et réalise de meilleurs résultats (chiffres d'affaires, bénéfice, part de marche...).

D'autres parts, sa gamme de produits s'élargit : elle touche de nouveaux clients et utilise de nouveaux réseaux de distribution.

Ainsi, on peut constater le développement d'une entreprise à partir de l'augmentation de son chiffre d'affaire ou de son profit ou encore de ses mobilisations ou de sa part de marché.

I- LES RAISONS DE LA CROISSANCE

Les managers engagent leurs entreprises dans un processus de croissance pour des raisons variées.

1- les préoccupations internes

Une raison qui pousse une entreprise à accroître sa taille est la recherche d'économie d'échelle. On considère qu'il y a économie d'échelles lorsque le coût unitaire global diminue du fait d'une meilleure répartition des coûts fixes sur une production plus importante ; aux effets de synergie (regroupement d'activités complémentaires) et aux effets d'expérience (savoir-faire, rapidité et diminution des gaspillages) : les coûts unitaires baissent.

De plus, l'accroissement des ressources disponibles (capitaux, équipement, stocks...) peut conduire l'entreprise à élaborer des programmes de développement ambitieux. L'entreprise augmente son **poids économique et financier**, son pouvoir de négociation et de marché : contrôle des prix, des fournisseurs, des marches...

Enfin elle atteint une **taille critique** qui lui permet de franchir **des barrières à l'entrées** du marché. Cette taille critique se manifeste par la possibilité d'atteindre de hauts niveaux de dépenses en matière de recherche et de développement, de formation du personnel, de publicité et des gains d'efficacité.

2) les préoccupations externes

La croissance est souvent une nécessité pour l'entreprise qui souhaite rester compétitive. Sa **puissance** lui permet de gagner la confiance des banques, qui financent sa stratégie de développement, et le soutien de l'Etat étant donné les emplois qu'elle crée. Enfin le dirigeant y gagne en prestige et en **pouvoir**.

3) les raisons liées au marché

La croissance de l'entreprise est liée au cycle de vie du ou des produits de l'entreprise. En effet lorsqu'un produit atteint la phase de croissance, les ventes se développent rapidement obligeant l'entreprise à investir pour assurer sa capacité et suivre l'évolution du marché.

Le développement de l'entreprise est aussi lié à la croissance économique générale. En effet, la croissance économique entraîne l'augmentation de la demande. Cela pousse donc les entreprises dans des programmes de développement économique à court terme ou à long terme.

Selon l'état de l'environnement, à un moment donné une entreprise doit adapter sa stratégie. Ainsi sur le marché saturé par exemple, une pénétration du marché devient la seule forme de stratégie de croissance face à la concurrence.

Pour une entreprise qui détient le monopole ou qui est défavorable face à la concurrence, la stratégie de recherche de nouveaux marchés lui conviendrait.

II- LES FACTEURS DE LA CROISSANCE

Il s'agit des situations ou des éléments qui permettent à l'entreprise de se développer. On distingue : les facteurs internes et externes

1) les facteurs internes

Ce sont des moyens qui existent au sein de l'entreprise et qui peuvent lui permettre de se développer. On a : les compétences humaines non exploitées les bénéfices non utilisés, les capacités de productions non utilisées, les techniques managériales non mises en pratique si l'on a un bon manager.

2) les facteurs externes

(La stabilité politique, L'absence de calamités naturelles, Une production abondante de matières premières, Une forte accumulation de capitaux dans les institutions financières et au niveau des bourses, Une main d'œuvre qualifiée et abondante, Une avancée

technologique, Une population nombreuse avec un bon pouvoir d'achat, La concurrence, l'incertitude et le risque)

III- LES OBSTACLES A LA CROISSANCE

La croissance de l'entreprise peut être freinée par l'existence d'obstacles internes ou externes Mais la croissance peut aussi être délibérément limitée par les dirigeants de l'entreprise.

1) les obstacles internes

Insuffisance des moyens matériels, humains et financiers

Une structure inadaptée (exemple : trop centralisée, trop hiérarchique, trop familiale)

Le manque d'information

La mauvaise gestion

Le manque de motivation et d'innovation

2) les obstacles externes

Ralentissement de la demande

Pénurie, restriction de facteurs de production

Réglementation restrictives existants sur les marches

Augmentation des prix de l'eau, du carburant, de l'électricité et du téléphone

Troubles sociaux

Manque de moyens de communication Manque de main d'œuvre qualifiée et de capitaux dans le pays.

3) les limites volontaires

Une entreprise peut préférer limiter délibérément sa croissance.

Pour qu'elle soit régulière et donc plus sûre.

Pour conserver son autonomie (si la croissance oblige à recourir a des sources de financement extérieurs, les propriétaires craignant de perdre le pouvoir de décision)

Pour ne pas déclencher des réactions agressives chez les concurrents.

IV- LES DIRECTIONS DE LA CROISSANCE

Le développement de l'entreprise peut s'effectuer dans trois directions : horizontalement, verticalement ou de façon diversifiée (on parle souvent de croissance conglomérat) L'entreprise qui veut survivre et se développer va tout faire pour gagner

des parts de marche et occuper une position de dominante. il en résulte donc un phénomène de concentration des entreprises.

La concentration est un processus par lequel, dans un secteur donné, quelques entreprises deviennent puissantes, en détenant une part de plus en plus importante du marché. Ainsi, le nombre d'entreprises présentes diminue alors que leur taille relative augmente.

Les entreprises n'hésitent plus à s'associer pour bénéficier d'un plus grand poids : ainsi naissent les ententes et les cartels (ex : OPEP) parfois illicites.

La concentration est forte lorsqu'il faut réunir peu d'entreprises pour atteindre une part de marche importante.

1) la croissance horizontale ou latérale

- présentation

C'est le processus par lequel deux ou plusieurs entreprises concurrentes, c'est à dire ayant les mêmes activités ou les mêmes marchés s'associent ou se regroupent. Elle traduit la politique d'extension des activités de l'entreprise. Elle peut être homogène lorsqu'il s'agit d'un regroupement d'entreprises fabricant des mêmes produits semblables ; Elle peut être fonctionnelle lorsque fabrique des produits différents mais répondant à une même fonction.

- les raisons de la croissance horizontale

Réduire la concurrence à l'égard des tiers

Augmenter la part de marché

Réduire ou supprimer des dépenses inutiles liées à une stratégie de compétition

Monopoliser un marché ou un secteur d'activité économique

Exemple de regroupements horizontaux

L'association de deux ou plusieurs entreprises L'absorption
d'une entreprise par une autre

2) La croissance verticale ou intégration

- présentation

Elle est plus compliquée à réaliser que la croissance horizontale. Elle consiste à faire passer sous le même contrôle des entreprises situées à des stades de productions différentes. L'intégration est donc la prise de contrôle d'une entreprise par une autre.

On parle d'intégration en amont lorsque l'entreprise contrôlée est un fournisseur et d'intégration en aval lorsque l'entreprise contrôlée est un client.

- les raisons d'une croissance verticale

Résoudre des problèmes de débouchés

Le contrôle d'un réseau de distribution

L'élimination de concurrents actuels ou potentiels

Accroître la rentabilité de l'entreprise Exemple

de croissance verticale :

La prise de participation majoritaire dans une entreprise

L'absorption

3) La croissance diversifiée

- Définition

C'est le processus de croissance par lequel une entreprise assure la conquête de nouveaux marchés à partir de nouvelles activités.

- les raisons de la diversification

La vie des produits se raccourcissant la période de croissance accélérée est plus courte et donc l'entreprise qui veut croître rapidement doit changer de produits plus souvent.

Accroître sa position stratégique et financière

Garantir la sécurité des investissements et répartir les risques

La structure oligopolistique de certain marché gêne certains entreprises qui pour croître sont alors obligées d'orienter leurs activités vers d'autres marchés où la croissance sera possible.

NB : La diversification est une opération difficile à réaliser pour une entreprise qui manque d'expériences dans les nouvelles activités qu'elle entreprend. De plus, la diversification est une opération risquée et donc elle est souvent réservée aux entreprises qui ont déjà atteint une certaine taille.

FORMES	PROCEDES UTILISES	DEFINITIONS	RAISONS
Concentration Horizontale	Elimination concurrentielle	Réunions d'entreprises réalisant les mêmes produits	Economie d'échelle Pouvoir de négociation face aux clients et aux fournisseurs.

Concentration Verticale Ou Intégration	Extension du circuit productif	Réunion d'entreprises réalisant des produits complémentaires.	Réduction des coûts par suppression des marges intermédiaires entre l'amont et l'aval. sécurité des approvisionnements ou des débouchés.
Concentration Conglomérale Ou Diversification	Extension du circuit productif.	Réunion d'entreprises réalisant des produits complètement différents.	Objectifs surtout financier : améliorer la rentabilité en répartissant les risques sur plusieurs activités.

V- LES FORMES DE CROISSANCE

On distingue la croissance interne et externe

1) la croissance interne présentation

Comme son nom l'indique, la croissance interne est un processus endogène. Il résulte des seuls efforts de la firme sans qu'elle s'associe ou qu'elle se regroupe avec d'autres firmes. C'est l'augmentation des dimensions et le changement des caractéristiques de l'E obtenus par l'adjonction de moyens de production créés par l'Entreprise elle-même (notion de production immobilisée des comptes) ou achetés à l'extérieur (contrats commerciaux normaux).

Avantages

La croissance interne offre à l'entreprise la possibilité de contrôler son développement sans bouleverser sa structure et son organisation. Elle permet aussi sur le plan social de réduire les tensions et d'intégrer le personnel à la réussite par les opportunités de promotion qu'elle crée et la sécurité de l'emploi qu'elle assure. Ce mode de croissance est favorisé par les pouvoirs publics car il est créateur d'emplois.

Limites

Les principales sont l'accroissement de l'endettement de l'entreprise, la santé du secteur d'activité, le manque d'expérience et le délai de mise en œuvre.

2) la croissance externe

Si la PME privilégie la croissance interne, qui lui permet d'évoluer à son rythme, la grande entreprise semble opter pour la croissance externe qui lui permet de mener une politique de concentration.

Les causes

La croissance externe permet d'obtenir rapidement une part de marché importante. Elle offre la possibilité d'accéder à un savoir-faire nouveau et d'éliminer la phase d'apprentissage nécessaire à toute diversification. Elle est aussi l'occasion de profiter d'effets de synergie.

Les avantages

- rapidité des résultats
- diminution des risques, travail en synergie
- réduction de la concurrence

Inconvénients

La croissance externe suppose que l'entreprise trouve une société déjà existante susceptible d'être acquise et correspondante à sa stratégie de développement. De plus, elle entraîne un alourdissement de l'endettement à terme de l'entreprise ou à travers un élargissement de son capital, l'arrivée de nouveau partenaire pouvant devenir exigeants. La croissance externe pose des problèmes d'intégration car le nouvel ensemble doit être cohérent. Il se pose donc un problème de réorganisation qui peut être coûteuse et provoquer temporairement une baisse du dynamisme de l'entreprise se traduisant par une production et une rentabilité faible.

VI- LES MODES D'ASSOCIATION DES ENTREPRISES

1) définition

Une association est l'union libre de deux ou plusieurs entreprises juridiquement indépendantes pour :

Entreprendre une activité nouvelle

Se répartir les différents éléments de leurs activités traditionnelles en fonction de leurs spécialisations

Réaliser des actions communes sur certains plans (approvisionnement, financement, recherche, distribution...)

NB : au terme de l'association, les entreprises associées restent juridiquement indépendantes. Dans le cas contraire, il s'agit d'un regroupement.

2) Les formes d'association

Les accords interentreprises

Ce sont des contrats entre entreprises. Très souvent ces accords servent à entreprendre des activités complémentaires telles que : la sous-traitance, la franchise, la concession industrielle ou commerciale.

Les regroupements d'intérêt économique

C'est un contrat par lequel deux ou plusieurs entreprises mettent en commun des moyens dans une seule personne morale et cela pour créer un bureau de recherche par exemple.

Les prises de participations

La participation est la possession par une société d'une fraction minoritaire (0 à 50%) du capital d'une autre entreprise en vue d'intervenir dans sa gestion.

Les offres publiques d'achat (OPA) et les offres publiques d'échanges (OPE)

Une OPA est le rachat direct contre espèces auprès des actionnaires d'une société cotée en bourse d'un nombre important des actions de cette société à un cours supérieur au cours boursier et en vue de conquérir le contrôle de la société.

Une OPE entraîne la société offrante à remettre non des espèces mais ses propres actions aux associées de la société visée.

Les filiales et les succursales

La filiale est une société juridiquement indépendante qui est contrôlée par une société mère.

La succursale n'est qu'un établissement d'une entreprise et en tant que telle n'a pas de personnalité morale distincte de celle de l'entreprise.

Les ententes

On parle d'entente lorsque deux ou plusieurs entreprises qui ont leur autonomie juridique, désirent s'unir en vue d'action commune.

Les ententes peuvent être licites ou illicites dans le dernier cas, elles faussent la concurrence.

NB : Les modes de regroupement entraînent la perte de la personnalité juridique des entreprises initiales. On a : La fusion

C'est la réunion de deux ou plusieurs entreprises qui disparaissent pour redonner naissance à une nouvelle société. L'absorption

C'est le cas où une entreprise absorbe une autre. La deuxième disparaît pour faire place à la première.

La scission

C'est l'opération juridique par laquelle une entreprise disparaît pour donner naissance à deux **nouvelles** entreprises.

Exemple : A disparaît pour donner B et C

Quelques Définition à connaître :

La concentration c'est l'augmentation de la taille de l'entreprise. Elle s'apparente le plus souvent à la croissance externe. On distingue trois types de concentration :

- **Verticale** : regroupement des entreprises réalisant des activités complémentaires (en amont et en aval). Diverses étapes du processus de fabrication sont associées (par ex : extraction, raffinage, transport, commercialisation et transformation du pétrole).
- **Horizontale** : regroupement des entreprises réalisant le même stade de production. Les activités réunies sont situées au même stade de production (ex : regroupement de constructeurs automobiles) pour réaliser des économies d'échelle et imposer son pouvoir sur le marché.
- **Conglomérale** : regroupement des activités diversifiées sans rapports entre elles (diversification) : le seul but est le profit.

*

L'ouverture des entreprises sur les marchés étrangers peut s'opérer suivant diverses modalités ; néanmoins, quel que soit la forme adoptée, les buts poursuivis restent souvent les mêmes.

I- LES OBJECTIFS DE L'OUVERTURE INTERNATIONALE

Quatre raisons essentielles peuvent pousser une firme à s'engager dans une expansion internationale

1- les raisons financières

-réaliser le maximum de chiffres d'affaires : concurrencer ses principaux rivaux pour être le numéro un et avoir le maximum de puissance dans son secteur d'activité -tirer parti des avantages fiscaux : lorsque le pays d'accueil offre des avantages fiscaux alléchants : réductions des impôts sur les bénéfices, exonération des droits sur les importations, tarifs préférentiels pour l'électricité mise à la disposition de terrains et de locaux industriels.

2- les raisons techniques

-baisse les couts des transports internationaux : l'entreprise peut mieux maîtriser l'approvisionnement à l'étranger puisque les clients et les fournisseurs sont à l'étranger.
-accroître les capacités de productions pour réaliser des économies d'échelle : en réduisant les couts unitaires grâce à une meilleure répartition des couts fixes.

3- les raisons économiques

-se rapprocher des marchés locaux : la situation du marché national peut inciter les entreprises à s'implanter partout où un marché local semble pouvoir se développer rapidement
-abaisse les couts de production : notamment grâce à une meilleure répartition des couts fixes.

4- les raisons politiques

-contourner les barrières protectionnistes : en s'implantant sur un marché intérieur très protégé, les entreprises peuvent contourner les obstacles douaniers
-échapper aux contraintes écologiques : pour échapper à la <<contrainte verte>>, certaines entreprises font le choix de s'implanter dans les PVD qui acceptent volontiers un peu plus de pollution en échange d'emploi dans leurs industries naissantes
Ex : le continent africain accueille des industries salissantes (fabrication de peintures, teinturerie...)

Profiter des zones de libre-échange : quand une entreprise s'installe dans un pays signataire d'accords multilatéraux ayant instauré la mise en place d'une zone de libre circulation des marchandises et des capitaux, elle accède à une immense marche.

Ex : union européenne, ALENA (accord de libre-échange nord-américain entre les Etats Unis le Canada et le Mexique) ...

-véhiculer l'image de la modernité d'un pays : notamment lorsque le transfert des compétences concerne la technologie.

2- les formes de l'internalisation

L'ouverture de l'entreprise se réalise en deux temps tout d'abord, l'entreprise au moyen de diverses techniques ne va s'implanter à l'étranger que de façon partielle, puis lorsque son implantation à l'étranger simplifiera, l'entreprise prendra la forme accomplie de l'internationalisation : la firme multinationale.

II- LA CLASSIFICATION DES FORMES DE MONDIALISATION DE LA PRODUCTION

Formes	Modalités
1-l'exportation	La forme première et la plus simple de l'internalisation des entreprises consiste à exporter c'est-à-dire à vendre des produits ou des services rendus sur des marchés étrangers
2-les transferts de technologie	Un tel transfert peut être lié à un constat de licence, à la réalisation de la part locale d'un contrat, à un accord de formation du personnel, ou à une assistance technique... Le transfert de technologie est donc un contrat par lequel une entreprise va pouvoir accéder à un réseau de distribution hors de son pays d'origine moyennant la cession d'une capacité technologique
3-la franchise internationale	C'est un mode de commercialisation d'un savoir-faire commercial et technique relatif à la distribution des biens et/ou des services
4-les licences internationales	C'est un contrat par lequel le propriétaire d'un brevet accorde à un licencié d'un pays étranger le droit d'exploiter son invention, sa technologie, son procédé de fabrication. Le propriétaire du brevet garde toutefois les droits qu'il a sur son titre
5-les jointventures	Ce sont des entreprises en copropriétés ou un petit nombre de partenaires vont s'associer et partager le capital de la société
6-les investissements directs à l'étranger	Il y'a I.D.E lorsqu'un investissement base dans un pays (le pays d'origine) acquiert un actif dans un autre pays (le pays d'accueil) avec l'intention de le gérer. L'I.D. E peut prendre deux formes distinctes : -le rachat d'entreprises -les fusions-acquisitions.

Une firme multinationale est une grande entreprise composée d'une maison mère qui contrôle un groupe de sociétés de nationalités variées. Les sociétés appartenant à ce groupe ont un accès à un patrimoine humain et financier commun et semblent liées par une politique commune. Ex : coca-cola, Pepsi-Cola...